



Juillet 2014 numéro 2

AVANTAGE

correspondance anarchiste



Editorial

Il n'y a pas d'autre chemin. Nos parcours ne devraient pas consister à courir en avant avec un bandeau sur les yeux. Il faut trouver le temps, l'espace et l'énergie pour maintenir une attitude critique devant ses propres activités, ses propres projets. Non pas le criticisme qui t'enlise dans l'inactivité, le compromis et le défaitisme, favorisant uniquement l'absorption lente, mais certaine par la société autoritaire, mais la critique qui réussit à prendre sans cesse le pouls de la lutte. Oui, nous parlons d'une critique qui te permet de vérifier que tu es toujours en train d'agir en cohérence avec les idées que tu chéris, qui permet d'approfondir les perspectives et qui peut transformer les expériences de lutte en terrain fertile pour l'assaut ultérieure contre l'autorité. Et cela vaut aussi pour le projet très modeste de créer un espace de correspondance anarchiste internationale.

Un troisième numéro alors, et donc aussi quelques questionnements et doutes. L'idée initiale de ce projet n'était pas tellement de feuilleter les publications anarchistes existantes et de sélectionner quelques textes significatifs pour les republier dans *Avalanche*. Non, l'idée, c'était – et ça l'est toujours – que des compagnons contribuent des mots et des analyses, des idées et des remises en question, depuis leur propre contexte, leurs propres parcours, leurs propres expériences (comme en témoignant plusieurs contributions qui ont été envoyées pour ce numéro), afin de insuffler de la vie à cette correspondance et la rendre *dangereuse*. Dangereuse, car en dehors du bombardement incessant d'informations qui ne semble qui promouvoir la passivité, en dehors des scènes théâtrales de représentation politique qui a aussi infesté le mouvement anarchiste, en dehors de l'obsession particulièrement moderne pour des faits et des chiffres, de la matière morte incapable de fertiliser le tandem inséparable des idées et de la dynamite qu'est l'anarchisme. Donc, pour poser la question incontournable : est-ce projet toujours en train d'avancer vers la réalisation de cette proposition initiale ? Nous nous abstenons de répondre à cette question dans les colonnes de l'éditorial, préférant de renvoyer la question, de pair avec ce troisième numéro, à tous les compagnons qui partagent le sens d'un projet de correspondance anarchiste internationale.

Ces dernières années, des soulèvements ont eu lieu à différents endroits du monde. Ces soulèvements ont pris d'assaut les murs de la triomphe historique de l'Etat et du Capital, une triomphe proclamée avec tant d'arrogance après la « défaite » de la subversion

dans les années 70. Et s'il est vrai que certains obstacles du passé ne sont plus surgis avec la même force qu'avant (la méditation politique, la direction par un parti politique, l'organisation autoritaire), d'autres ennemis et obstacles se sont présentés : des forces conservatrices et contrerévolutionnaires comme inspirées par l'islamisme dans les régions insurgées comme la Syrie aux nouvelles idéologies fascistes émergentes depuis *l'intérieur* des protestations. Et tout cela dans un contexte où la domination a envahi tous les aspects de la vie humaine, l'empoissant avec la non-idéologie de la marchandise et de la technologie (c'est-à-dire, une idéologie qui ne doit plus se battre afin de s'affirmer et de s'imposer, vu qu'elle est devenue l'essence même de la vie ravagée). Certains textes dans ce numéro sont issus de situations très complexes de révolte et de soulèvement, et nous posent le défi de réfléchir sur la perspective anarchiste de l'insurrection. Une *différence* donc, une différence remarquable entre les espaces et les temps où nous sommes en train de nous battre pour fissurer le béton de la paix sociale, pour court-circuiter le quotidien de production, consommation et d'obéissance, pour tenter par tous les moyens de garder les idées de l'anarchie et de la liberté vivantes ; et la perspective jours après jours plus palpable et imaginable de l'insurrection, c'est-à-dire, d'un mouvement destructeur qui se lance dans un vaste assaut contre la société autoritaire et capitaliste. Si ces chemins sont sans le moindre doute liés, la différence en termes de perspectives devrait nous encourager à réfléchir, à oser d'aller plus loin, de creuser plus profondément, de nous projeter dans un avenir certainement incertain et instable, mais riche en potentialités.

Partout, aucun endroit exclu, existent des possibilités pour rompre l'encerclement ennemi. La force et le courage pour le faire doit venir de nous-mêmes, mais nous pouvons aussi sentir qu'un vent plus favorable souffle. C'est un vent qui ne peut pas être fixé par des définitions strictes ou des nombres, c'est plus comme un élan, une véhémence, un imaginaire qui est autre que la reproduction sociale de la domination. Un imaginaire qui pourrait devenir révolutionnaire et inspirer des orages pas prévus par le pouvoir. Certes, ceci ne sont que quelques pensées sauvages, mas que serait-on capable de faire sans pensées... et sans être sauvages ?

Encore quelques mots par rapport à certaines discussions en cours dans nombre de cercles anarchistes, tournant généralement autour de la question fonda-

mentale de *comment nous pouvons attaquer*. Il n'y a aucun doute que les chemins qui permettent l'attaque ne sont jamais aboutis, ne trouveront jamais une solution finale ou une recette à appliquer. L'attaque requiert deux choses fondamentales : des idées et des moyens. Pourquoi nous nous battons contre cette société, où est-ce que nous pouvons frapper les structures et les hommes de l'exploitation et de la domination? Et ensuite, ou plutôt simultanément, où pouvons-nous trouver les moyens pour réaliser ces attaques? Pas seulement des moyens matériels, techniques et logistiques, mais aussi en termes de constellations de groupes autonomes d'attaque basés sur l'affinité, de projets insurrectionnels permettant un parcours vers des frappes toujours plus destructives et significatives, de refus de transformer l'attaque en marchandise destinée au marché des opinions où l'apparence prend le dessus de l'acte, de rompre les encerclements répressifs des terrains de lutte, d'une approche internationaliste. Et oui, pour cela, un débat continu est nécessaire, même s'il est difficile, même si parfois il peut être douloureux. « *Nous allons avec ardeur, avec force, avec plaisir dans tel sens déterminé parce que nous avons la conscience d'avoir tout fait et d'être prêts à tout faire pour que ce soit la bonne direction. Nous apportons à l'étude le plus grand soin, la plus grande attention et nous donnons à l'action la plus grande énergie.* » C'étaient les paroles qu'un anarchiste a couché sur papier en 1908, encourageant ses compagnons à ne pas reculer devant l'effort tant mental que physique.

Pour terminer cet éditorial, nous envoyons nos salutations à tous les compagnons et compagnonnes, partout où ils et elles sont, dans toutes les situations dans lesquelles ils et elles peuvent se retrouver.

Juillet 2014

Uruguay

Anarquía, periódico anarquista – periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Sin Banderas Ni Fronteras – sinbanderas.nifronteras@riseup.net

El Amanecer (Chillan) – periodicoelamanecer.wordpress.com

El Surco (Santiago) – periodicoelsurco.wordpress.com

El Sembrador (Cauquenes) – periodicoelsembrador.wordpress.com

El Sol Acrata (Antofagasta) – periodicoelsolacrata.wordpress.com

Kiebre (Concepcion -Talcahuano) – revistakiebre.wordpress.com

Argentine

Exquisita Rebeldia (Buenos Aires) – exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos – publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Mexique

Negacion – contacto-negacion@riseup.net

Italie

Finimondo – www.finimondo.org

Tairsia (Salento) – tairsia@gmail.com

Peninsula Iberica

Infierno – revista_infierno@yahoo.com

Aversion – aversion@riseup.net

Belgique

Hors Service (Bruxelles) – journalhorservice.blogspot.be

Salto (Bruxelles) – <http://salto.noblogs.org>

Suisse

Aufuhr (Zurich) – aufuhr.noblogs.org

Suède

Upprorsbladet (Stockholm) – upprorsbladet@riseup.net

Allemagne

Wut im Bauch (Hambourg) – wutimbauch@riseup.net

Fernweh (München) – fernweh.noblogs.org

France

Lucioles (Paris) – luciolesdanslanuit.blogspot.fr

Non Fides – www.non-fides.fr

Subversions (Paris) – subversions@riseup.net

Angleterre

From Here On In (Bristol) – fromhereonin2012.wordpress.com

Canada

Sabotage Media – www.sabotagemedia.anarkhia.org

Sites web

Contrainfo – contrainfo.espiv.net

Act for freedom now – actforfree.nostate.net

Tabula Rasa – www.atabularasa.org

Voz como arma – vozcomoarma.noblogs.org

Brèves du désordre – cettesemaine.free.fr/spip



NUITS BLANCHES ET CIELS ÉTOILÉS

La Coupe du Monde au Brésil et les soubresauts internationaux de l'insurrection

Mai 2014

La Coupe du Monde n'est pas une question de foot. Si un pays est candidat pour l'organisation de cet événement, c'est parce que le foot remplit aujourd'hui la même fonction que le spectacle des gladiateurs dans la Rome antique, mais également parce que c'est une occasion inespérée pour l'Etat organisateur de faire avancer à pas de géant son développement économique et son rayonnement politique. La Coupe a un coût monstrueux, néanmoins le retour sur investissement promet presque à coup sûr d'être juteux. Le Brésil, considéré comme une des grandes puissances économiques mondiales, compte bien gravir encore des échelons en organisant la Coupe et les Jeux Olympiques.

La Coupe du Monde est aussi un projet du pouvoir pour brider les tensions sociales et donner le spectacle de son adoration. Pour les entités étatiques et les intérêts économiques, c'est une occasion de créer les conditions pour ouvrir de nouveaux marchés, pour clouer le bec à certaines résistances et pour réaliser un saut qualitatif dans l'occupation du territoire et dans l'exploitation capitaliste. C'est la grand-messe moderne de l'Etat et du Capital, où l'arrogance du pouvoir s'exhibe dans le spectacle des stades, des masses beuglantes, des écrans, des émissions en direct et de la fierté nationale.

L'octroi de l'organisation de la Coupe du Monde 2014 à l'Etat brésilien a signifié une intensification immédiate et systématique de la militarisation de la gestion de la

« paix sociale ». Créées sur le modèle des tristement célèbres « opérations de pacification », de nouvelles unités de police ont vu le jour, les *Unidades de Polícia Pacificadora* (UPP), implantées depuis 2008 dans des dizaines de quartiers difficiles et de favelas de Rio de Janeiro. Au nom de la guerre contre le trafic de drogue, l'Etat a repris de façon militaire le contrôle des quartiers. En l'espace de quatre ans, selon les chiffres officiels, rien qu'à Rio de Janeiro, plus de 5500 personnes auraient été tuées par la police. Dans les quartiers où les gangs de trafiquants ont été chassés, des paramilitaires font maintenant la pluie et le beau temps.

Mais la Coupe du Monde ne tient évidemment pas du seul aspect en uniforme. Pour un montant dépassant les 3500 millions de dollars, des stades ont été construits dans des endroits stratégiques des villes. Des favelas ont été expulsées et rasées pour construire de nouveaux quartiers de classes moyennes, des centres commerciaux, des hôtels de luxe et des aménagements pour les plages. Des axes de transports et des autoroutes ont été réaménagés et sécurisés ; des aéroports, des ports et des réseaux d'électricité ont été construits ou reconstruits. A Rio de Janeiro, 250 000 personnes ont été expulsées de leurs habitations afin de faire de la place pour les projets de construction liés à la Coupe du Monde de 2014 et aux Jeux Olympiques de 2016. La Justice brésilienne n'a pas caché ses intentions à propos de ses plans pour l'avenir de tous ces stades qui ne

serviront dans leur majorité à accueillir que quelques matchs : des études sont en cours pour examiner comment les nouveaux stades à Manaus, Brasilia, Cuiabá et Natal pourraient être transformés en prisons.

La Coupe du Monde est donc une opération d'*épuration sociale*. L'Etat et le Capital se débarrassent des indésirables, de ces couches de la population devenues superflues dans la circulation marchande et qui ne peuvent que devenir sources de troubles. Ce serait toutefois une erreur de considérer cette opération comme une « exception » que les démocraties légitiment via le biais de la Coupe du Monde : il s'agit bel et bien d'une restructuration, d'une intensification du contrôle social et de l'exploitation. Coupe du Monde ou crise, guerre ou reconstruction, désastres naturels ou urgences... le pouvoir nous fait miroiter des « situations d'exception » qui sont en fait le cœur même du progrès capitaliste et étatique.

La grand-messe de la Coupe du Monde ouvre tous les marchés imaginables. Et cela ne concerne pas uniquement la spéculation immobilière ou l'industrie de la sécurité. Depuis des mois, des paysans signalent que des camions bourrés de cocaïne vont et viennent depuis la Colombie pour répondre aux « besoins » des trois millions de touristes attendus. Tout comme lors de la Coupe du Monde en Afrique du Sud en 2010, la prostitution se développera de façon vertigineuse. Sur les chantiers des stades, où de nombreux ouvriers immigrés triment dans des conditions particulièrement dures, les entreprises les fouettent pour réussir à tenir les délais. Sans oublier les différentes fractions du pouvoir au Brésil qui négocient et concluent des accords avec le gouvernement : des gangs de trafiquants s'occupent du sale boulot d'expulser les gens qui résistent trop aux programmes d'urbanisation, tandis que les paramilitaires sont employés par des entreprises pour assurer la sécurité sur les chantiers et écraser les grèves ou les protestations à coup de chantages et de meurtres.

Mais la nouvelle donne, ce n'est pas toute cette horreur. La nouvelle donne, c'est comment en juin 2013, le Brésil a été en flammes pendant presque un mois. Ce qui a débuté comme un mouvement contre la hausse du prix des tickets de bus est devenu une révolte incontrôlée et généralisée contre le pouvoir. Depuis ce mois de révolte, il y a toujours plus de conflits autour des expulsions, de résistances contre des plans d'austérité, de protestations contre les meurtres policiers, ou même de troubles antipatriotiques comme lors de la fête nationale du 7 septembre, etc., qui ont dégénéré et ont échappé au contrôle de la médiation politique classique. Ces derniers mois, une imagination sociale est née au Brésil qui pourrait demain à nouveau incendier les rues.

* * *

Pendant qu'en Syrie, le pouvoir et ses concurrents cherchent à arrêter la vague de soulèvements et de révoltes contaminant toujours plus de régions du monde et à la noyer dans un bain de sang ; pendant qu'en Grèce, la

population se voit accablée et terrorisée afin d'effacer la mémoire de l'insurrection de décembre 2008 ; pendant qu'en Ukraine, un soulèvement populaire se voit piétiné par un jeu macabre entre différentes fractions du pouvoir ; pendant qu'en Egypte, Turquie, Bosnie, Libye, etc., l'ordre semble se réorganiser et se rétablir, la Coupe du Monde au Brésil se présente comme une tentative de recouvrir d'une chape de plomb les contradictions sociales qui traversent toute l'Amérique Latine.

Tout en prenant différentes formes selon les contextes et les conditions, une restructuration du Capital et de l'Etat est en cours partout dans le monde. Les frontières nationales se révèlent plus que jamais être ce qu'elles ont toujours été : des grillages et des murs pour gérer la révolte potentielle des déshérités. Ce n'est donc pas un hasard si face à la contamination manifeste entre les différentes révoltes des dernières années – une contamination qui n'est pas tellement basée sur des conditions similaires, mais plutôt sur une nouvelle imagination non-médiée de la possibilité de se soulever, d'une autre vie – l'Etat joue sur le nationalisme et les sentiments réactionnaires : des mouvements fascistes en ascension sur le continent européen jusqu'au renouveau du patriotisme dans des pays qui ont connu des « printemps arabes », de l'anti-impérialisme à deux balles d'anciens dirigeants comme Chavez jusqu'à la fièvre pour les équipes nationales de foot.

Mais au lieu de détailler plus avant les mouvements internationaux de la réaction, penchons-nous plutôt sur ceux de la révolte et des possibilités qu'ils ouvrent. Lors de la révolte de juin 2013 au Brésil, les insurgés ont crié : « *après la Grèce, après la Turquie, maintenant c'est le tour du Brésil !* » Les révoltes que nous avons connues ces dernières années ont entrouvert la porte pour en finir avec *l'ici* et le *là-bas*. Les liens entre les différents Etats nationaux en matière de répression ont certes été renforcés avec une rapidité vertigineuse, mais cela ne devrait pas nous étonner ou nous effrayer. Vu l'instabilité sociale croissante et l'entremêlement total des économies et des systèmes étatiques, on peut imaginer que si quelque chose se passe quelque part, cela pourrait avoir des conséquences *ailleurs* aussi. Et ce mouvement est déjà en cours dans l'imagination même, ce sol particulièrement fertile pour la révolte. Il s'agit maintenant d'introduire cette imagination aussi dans nos projets de lutte et de saisir les occasions qui se présentent.

Il n'existe pas de science de l'insurrection. Beaucoup d'exemples récents – des émeutes à Londres en 2011 aux soulèvements dans le monde arabe – nous montrent le caractère imprévisible de l'insurrection. Les prétextes peuvent même être très « banals ». Cette imprévisibilité ne devrait toutefois pas nous pousser vers une position d'attente du « prochain tour » quelque part dans le monde ; celle-ci affirme plutôt la nécessité d'une conflictualité permanente, d'une préparation en idées et en actes. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourrait espérer ne pas se trouver démunis lors de tels moments : peu importe où l'on se trouve sur la planète, on pourrait tenter de

faire des contributions qualitatives qui poussent les révoltes en cours dans une direction radicalement émancipatrice, qui les font frapper aux structures fondamentales de la domination moderne et de sa reproduction, des structures qui se trouvent *derrière* les rangées de flics et les façades de banques. Souligner le caractère imprévisible de l'insurrection ne signifie pas pour autant prétendre qu'elle tombe de la lune. Il s'agit juste de préciser qu'il peut y avoir des tensions qui indiquent des possibilités grandissantes de révolte, mais qu'il n'y a aucune certitude quant à savoir si ces possibilités deviendront réalité. A l'inverse, il peut y avoir des contextes ou des conflits qui ne laissent pas du tout entrevoir le déchaînement prochain de la révolte et qui font pourtant sauter le couvercle de la marmite. L'imprévisibilité de l'insurrection ne devrait néanmoins pas être un problème majeur pour les anarchistes qui s'affrontent continuellement avec l'autorité, c'est un problème majeur pour l'Etat. Si on analyse les investissements massifs qui sont faits à l'échelle internationale dans le contrôle et les moyens répressifs, il ne semble pas que l'Etat soit complètement inconscient de ce point faible.

L'insurrection est un jeu de liens inouïs et d'actes imprévus. Ce n'est pas une mathématique où les présences numériques apportent la réponse définitive. Ce n'est pas une question de « solidarité extérieure » qui applaudit la révolte de l'autre. Chaque contexte et chaque moment offrent des possibilités et des opportunités différentes. Les anarchistes doivent se donner les analyses, les connaissances et les moyens pour passer à l'offensive et attaquer.

On doit aussi chercher à apprendre, dans nos analyses comme dans nos pratiques, des expériences insurrectionnelles. Le temps de la domination va toujours plus vite et fait s'estomper la mémoire des révoltes. Les insurrections ne sont pas la révolution sociale et ne peuvent pas non plus être considérées comme des étapes dans un développement linéaire vers la révolution sociale. Ce sont plutôt des moments de ruptures lors desquels le temps et l'espace échappent de façon éphémère à l'emprise de la domination. Vu l'accentuation de la répression – le fait que l'autorité est toujours prête à noyer dans le sang l'insurrection des opprimés – et la confusion apparente des motivations de nombreuses personnes lors des moments contemporains de révolte, certains reculent devant la perspective insurrectionnelle. Et pourtant. C'est précisément l'insurrection qui brise l'étreinte du contrôle et de la répression dans un monde où l'extermination de masse et le massacre organisé sont déjà la routine quotidienne de l'Etat et du Capital. C'est précisément l'insurrection qui peut créer l'espace permettant de traduire son rejet et sa révolte dans des idées plus claires et plus affirmées. La peur du caractère imprévisible et incontrôlable de l'insurrection ne se trouve pas seulement du côté de l'ordre, mais aussi chez les révolutionnaires qui cherchent le salut dans la répétition de vieilles recettes politiques : au lieu de l'attaque partout et tout le temps, la construction d'un mouvement révolutionnaire unifié ; au lieu de

l'insurrection, le développement graduel d'un « contre-pouvoir » ; au lieu de la destruction nécessaire, l'illusion d'un changement progressif des mentalités. On voit alors des anarchistes qui reprennent le rôle de la gauche mourante ou des ex-insurgés qui partent à la recherche de certitudes dans des élucubrations sur le « sujet historique du prolétariat » ou encore se mettent à lire les œuvres d'un Lénine pour trouver les recettes d'une « révolution victorieuse ». Les récentes expériences insurrectionnelles signalent pourtant toutes la nécessité de trouver *d'autres* chemins, des chemins qui se séparent radicalement et définitivement de toute vision « politique » de la guerre sociale.

La perspective révolutionnaire classique de l'autogestion est morte. Il est grand temps d'en prendre définitivement acte et de mettre un terme aux tentatives de la ressusciter sous d'autres mots et sous d'autres formes. Aucune structure du capital ou de l'Etat ne peut être reprise pour s'en servir d'une façon émancipatrice ; aucune catégorie sociale n'est de par son essence porteuse d'un projet de transformation sociale ; aucune bataille défensive ne se transformera en offensive révolutionnaire. Le paradoxe contemporain à affronter réside dans le constat que d'un côté, l'insurrection a besoin d'un rêve de liberté qui lui donne de l'oxygène pour persévérer et de l'autre, son œuvre se doit nécessairement totalement destructive pour avoir un espoir de dépasser l'extinction et l'enkystement. L'insurrection est nécessaire pour débayer le chemin vers la libération individuelle et sociale ; et ce sont les *vitamines de l'utopie* qui forcent des horizons inespérés pour échapper à la prison sociale. C'est à partir de la confluence entre une pratique insurrectionnelle et des idées de liberté qu'une *perspective révolutionnaire contemporaine* peut naître.

Le caractère destructif de l'insurrection porte sur la destruction de l'édifice de la prison sociale dans lequel nous vivons toutes et tous. Il est nécessaire d'étudier et d'analyser où se trouvent *aujourd'hui* ses murs, ses gardiens, ses miradors si on se propose de les frapper. La domination moderne a disséminé partout des structures qui permettent la reproduction de la prison sociale. Pensez aux infrastructures technologiques omniprésentes qui nous attachent toutes et tous au rôle de prisonnier sans qu'elles aient des chaînes visibles en tant que telles. Ou comment l'accumulation capitaliste s'oriente fondamentalement vers la *circulation*. En Europe en tout cas, l'exploitation ne se concentre plus comme avant dans de grands bastions, mais s'est étendue et décentralisée en enveloppant tous les aspects de la vie. Les connexions entre ces aspects sont assurées par des chemins, des câbles, des pipelines, des voies ferrées, des conduites souterraines qui représentent les veines de la domination. On ne sera certainement pas les derniers à pousser des cris de joie si des insurgés mettent le feu au parlement quelque part dans le monde, mais les contributions anarchistes à la guerre sociale consistent sans doute aussi à indiquer et à attaquer plus précisément comment et où l'autorité se nourrit et se reproduit.

Mais la destruction ne suffit pas. L'acte et la pensée doivent marcher main dans la main. On ne peut pas espérer raser les murs de la prison sociale si nous n'essayons pas déjà de regarder au-delà de son enceinte, vers des horizons inconnus, même si cela est difficile. *On ne peut pas penser librement à l'ombre d'une chapelle.* C'est exact. Mais la chapelle n'est pas seulement un bâtiment, c'est une matérialisation des rapports sociaux et des idéologies dominantes. C'est *en désirant* ce que ces rapports et idéologies n'offrent pas, ce qu'ils effacent de l'imaginaire, ce qu'ils suppriment dans la *pensabilité* même, que nous nous retrouverons à couteaux tirés avec l'existant. On n'a pas besoin d'un énième programme pour planifier la transformation du monde, pas plus que d'expériences alternatives qui sèmeraient les graines de l'anarchie de demain. Non ! Ce qu'il nous manque, c'est la projection de nous-mêmes dans un environnement complètement autre, de rêves. Ce n'est qu'en laissant derrière nous le réalisme qui revendique une nouvelle couche de peinture pour nos cellules, des promenades plus longues, davantage d'activités... que nous pouvons espérer se reprendre à rêver, à mettre des mots sur nos désirs, ces mots indispensables pour exprimer et communiquer une perspective révolutionnaire. Le monde laisse entrevoir ce qui peut être fait, nous devons faire *ce qui ne peut pas être fait*. Refaire de la tension éthique anarchiste face à ce qui nous entoure, le fer de lance de notre combat pour la liberté. Ne pas laisser dégénérer l'anti-autorité en posture politique, mais le faire brûler comme quelque chose qui nous anime au quotidien, quelque chose qui nous rend ivres de désirs et incontrôlables en pensées comme en actes. Continuer à partir de l'individu, à l'individualité autonome capable de réfléchir, de rêver et d'agir, partout et toujours, lors de moments d'agitation sociale comme de réaction sanglant, contre les vents et les marées du conformisme et des évaluations stratégiques. Le cœur d'un tel anarchisme impétueux est aussi le noyau de futures perspectives révolutionnaires.

* * *

Personne n'en doute encore. L'Etat non plus. La Coupe du Monde au Brésil ne se passera pas sans encombre, tout comme les projets d'épuration sociale au pays de

l'Amazone se sont heurtés à une résistance inattendue qui ne se laissera plus aussi facilement désarmer. Le gouvernement brésilien s'est permis d'annoncer qu'il mobilisera 160 000 policiers et militaires pour maintenir l'ordre lors de la grand-messe, renforcés par quelques dizaines de milliers d'agents de sécurité privée, en ce moment même en formation partout dans le monde. Tous les Etats accentuent leur propagande pour leur équipe nationale et préparent l'entrée massive de touristes et de devises étrangères, cet autre versant de la guerre capitaliste. Ils nous préparent un hommage planétaire au pouvoir et à l'écrasement de la révolte.

La Coupe du Monde se matérialise sur une quantité de terrains qui sont autant de possibles pistes d'attaques. Dans les quartiers des métropoles brésiliennes, elle prend la forme d'une épuration urbanistique et militaire réalisée par des entreprises internationales de construction, des bureaux d'architectes de partout et des mastodontes de la technologie. Les emblèmes nationaux inonderont les rues, les sponsors commerciaux bombarderont la planète entière avec des publicités, les médias assureront des émissions en direct du spectacle de l'aliénation. Les boîtes de sécurité et les bureaux de conseils se pressent au portillon des autorités avec des modèles modernes de combat anti-insurrectionnel dans les nécropoles, tandis qu'une toile à mailles resserrées de technologies de communication permet un contrôle diversifié. La machinerie de la Coupe du Monde se compose d'innombrables rouages qui sont étroitement liés et interdépendants : à chacun, partout dans le monde, d'étudier quelles rouages sont susceptibles de perturber et de paralyser la machinerie.

« *Não vai ter Copa* ». Nombreux révoltés au Brésil se préparent à transformer la Coupe du Monde en cauchemar pour l'Etat et en flambeau d'insurrection pour les amants de la liberté. Ce flambeau ne devrait pas brûler uniquement à Rio de Janeiro, Sao Paulo ou Porto Alegre, saisissons l'occasion pour illuminer partout les ténèbres de la domination.

Contre la grand-messe de l'Autorité Pour l'attaque internationaliste et l'insurrection

Dans nombreuses villes au Brésil, les manifestations, les blocages, les émeutes et les attaques se sont étendus avec le début de la Coupe du Monde.

Dans nombreux pays et régions dans le monde, des actions de solidarité et d'attaque ont été réalisées : attaque incendiaire contre l'Association Uruguayenne du Football à Montevideo; des incendies de véhicules d'entreprises (comme Bosch, fournisseur d'infrastructures de sécurité à la Coupe du Monde) à Berlin et une attaque contre l'ambassade brésilienne dans la même ville; des manifs sauvages comme à Besançon (France), Zurich (Suisse) et Hambourg (Allemagne); deux coupures d'électricité à Charleroi (Belgique) quelques minutes avec le début des match; le sabotage incendiaire de 7 relais de téléphonie mobile) autour de Bristol (Angleterre) et probablement encore beaucoup d'autres.

APPEL INTERNATIONALE AU SABOTAGE ET À L'ACTION DIRECTE CONTRE LA COUPE DU MONDE

Cellule de solidarité internationale Vaincre ou mourir pour l'anarchie - Mai 2014

Le 12 juin 2014 commence au Brésil la coupe du monde de football, un évènement sportif qu'hommes d'affaires, politiciens, journalistes et sympathisants attendent avec impatience, certains par cupidité, d'autres en raison de l'exacerbation nationaliste, une coupe du monde qui a le plus gros budget jamais investi dans l'histoire (plus de 600 millions de dollars et le compte n'est même pas encore fermé...).

Pourtant, au-delà de l'atmosphère colorée, les danses, le carnaval, la "joie", la réalité est différente.

A Carioca (Rio de Janeiro), les forces répressives qui sont commandées par la scélérate Dilma Rousseff et formées par les brigades antiterroriste US, à savoir l'armée, la police ou appelée ironiquement "Unité de Police Pacificatrice", sont menées par les miliciens Alexandre Braga et Ezequiel Oliveira de Mendonça, et mettent en œuvre une politique d'extermination contre la population marginale, concentrant leurs attaques dans les favelas et les zones les plus pauvres de cette région. Une extermination qui est loin de diminuer, depuis le déploiement de police militaire orchestrée par le chef de police Tarcísio Andreas Jansen et le colonel Marcelo Rocha, et a plutôt augmenté vu que la cérémonie d'inauguration approche.

Dans des villes comme Sao Paulo, près de 70.000 familles ont été déplacées durant les constructions pour les préparatifs de la coupe du monde, tandis qu'à Rio de Janeiro, environ 40.000 maisons ont connu le même sort.

L'État brésilien, exhibant sa réputation progressiste et d'assistance, a offert une somme d'argent à quelques unes des personnes expulsées (évidemment aucune d'entre elles ne venait des quartiers bourgeois, puisque ces derniers n'ont été que très peu affectés), ce qui est loin d'être suffisant pour récupérer leur logement d'origine, crachant ainsi sur la dignité des résidents, et pensant que l'argent peut masquer toute l'effusion de sang.

Et lorsqu'on parle d'effusion de sang, c'est qu'il y a eu des centaines de blessés et des dizaines de morts au Brésil au cours des derniers mois.

Nous ne pouvons pas oublier de mentionner l'activité répugnante de l'Etat, qui assassine de la manière la plus lâche les enfants qui survivent dans les rues pour recevoir environ 600.000 touristes qui arriveront dans le pays, leur offrant tour à tour des centaines de corps de femmes et de filles soumises à la prostitution.

Ces cartes postales, peut-être inconnues pour beaucoup, sont monnaie courante en Amérique du sud. Il en résulte

que notre rage est née de la haine la plus sincère, des besoins vitaux limités, des soumissions quotidiennes et des humiliations constantes. Il en résulte que notre rage n'est pas par lassitude ou posture révolutionnaire, mais est nécessaire et urgente, clairement, magnifiquement violente...

En tant qu'anarchistes, nous ne pouvons pas rester indifférents à tant de misère, à tant de douleur, à tant de torture et tant de morts.

Les personnes responsables de ces atrocités ne vont pas se cacher; ce sont les promoteurs, les multinationales, la société elle-même qui tolère et encourage ce tournoi avec sa passivité et sa servilité.

Premièrement, nous pouvons trouver des bureaux et des représentants dans diverses parties du globe. Il suffit juste d'ajuster la cible et faire feu.

Deuxièmement, nous n'attendons ni demandons rien, par cela nous appelons nous-mêmes à passer à l'action, aux combattants anarchistes de différentes régions, les réfractaires à cet ordre immonde, aux subversifs qui comprennent que le seul chemin est celui de la confrontation directe et réelle.

Par conséquence et cohérence, en révolte et en action.

Pour cette raison, cette déclaration n'est pas destinée à être une simple répudiation, mais une incitation claire à la conspiration, au sabotage et aux attaques contre tous les instruments du système de domination qui vise à nous domestiquer, et en particulier dans ce cas, cette coupe du monde de merde.

Donc, pour notre part et pour commencer, nous avons fait un appel anonyme sur le vol JJ8011 de la TAM Airlines en partance de Buenos Aires à destination de São Paulo, avertissant d'un engin explosif dans le but de saboter le flux normal des touristes qui arrivent dans la région dominée par le gouvernement brésilien, soit n'étant pas au courant de ce qui se passe là-bas ou complices de leur apathie.

**SI CE N'EST TOI, QUI ?
SI CE N'EST MAINTENANT, QUAND ?
Solidarité active avec les compagnon-nes
en révolte au Brésil !**

**Vengeance pour ceux qui ont été blessés,
emprisonnés et tués par l'Etat !
Il n'y aura pas de coupe du monde !**



HAMBOURG : UNE CAGE QU'ON APPELLE VILLE

Contribution depuis Hambourg (Allemagne) - Juillet 2014

Nous voulons jeter un coup d'œil sur la ville des autorités. Un coup d'œil, depuis l'extérieur et depuis le souterrain. Pas seulement pour analyser la situation à Hambourg, mais aussi parce que nous pensons que cette situation est comparable à celle de d'autres endroits dans le monde, et que, malgré les contextes différentes, nos questionnements sont les mêmes.

Hambourg est une des villes les plus riches et les plus grandes de l'Allemagne, avec une population officielle de 2 millions d'habitants. Il est clair qu'avec une telle population, cela ne signifie pas une richesse généralisée, mais que la ville se compose de centaines de mondes parallèles. Hambourg est largement (mal)famée pour sa politique conservatrice et la liquidation urbaine à nombre de niveaux. Il y existe une longue et remarquable tradition de projets de construction et de destruction et restructuration agressives de quartiers entiers, sans le moindre souci pour les structures sociales touchées par ces projets. Le climat sociopolitique de la ville est façonné par un pragmatisme glacial dévoilant clairement les intérêts des puissants.

Un coup d'œil sur la politique d'une ville – qui s'affiche plus comme une marque que comme un contexte sociale – peut nous offrir des moments et des questions qui ont le potentiel de devenir des conflits sociaux. Les potentielles faiblesses de la cage.

Considérer la ville comme une cage qui nous enferme ouvre une perspective qui nous permet de voir où on peut interrompre et saboter l'ordre prescrite. La possibilité d'ouvrir des espaces qui ne sont pas supposés d'exister, qui nous offrent des occasions pour briser la cage et s'évader.

Considérons la ville comme un modèle en miniature de ce monde. On voit qu'il y a des endroits qui sont destinés pour différents groupes sociaux, des espaces qui sont ouverts à un groupe et fermé pour ou nettoyé de la présence de l'autre. On voit les câbles et les circuits, les flux d'énergie, d'argent et de trans-

ports en commun qui déplacent la force de travail de a à b. On voit le spectacle, qui nous détourne de ce qu'on n'est pas supposé de voir et de sentir. Nous le voyons partout, parfois plus flagrant, parfois moins : l'ordre et ces gardiens.

En uniforme ou pas, armé ou en tant qu'assistant social ou professeur. En tant qu'institutions autoritaires. En tant que béton et barbelés.

Afin de respirer, une révolte sociale est nécessaire !

Le système urbain de structures de pouvoir et d'autorités est peut-être complexe et ramifié, mais ses endroits centraux et décentralisés, plus ou moins directement responsables pour la misère de la vie de chacun, peuvent être nommés et attaqués. La question est simplement par où commencer.

Dans les derniers 18 mois, il y a eu au moins 36 attaques contre des politiciens de différents partis politiques à Hambourg. Contre leurs domiciles privés, leurs voitures, leurs bureaux. Avec de la peinture, avec des pierres, avec du feu, parfois avec tout ça ensemble. Il est clair que nous désirons une situation où gouverner et contrôler nos vies devienne une chose terriblement inconfortable et où ils doivent prendre leurs responsabilités pour ce qu'ils font au quotidien. Ils parlent de zones « no go » pour des politiciens – mais nous ne les voulons pas seulement en dehors des quartiers où nous vivons, nous les voulons hors de nos vies !

Hambourg est démocratique, de fond en comble !

Si cela pacifie la situation ou profite à l'image, Hambourg peut être un endroit vraiment libéral et « moderne ». De l'autre côté, il y a les têtes dures de la politique qui gardent la cage propre.

Et si nous considérons les tensions durant cette année-ci et la situation actuelle, on voit que ce duo ne marche pas toujours sans problèmes. Les troubles croissantes dans la rue entre juin 2013 et janvier 2014, liées aux conflits autour des « zones de danger » (des

zones temporaires où la police peut contrôler des gens sans raisons... plus qu'elle fait déjà) ou à la répression des réfugiés n'ont pas laissé indifférents ceux qui s'opposent aux autorités. Les expériences de moments incontrôlés dans la rue ont laissé des traces qui sont visible dans une culture naissante de résistance sauvage et spontanée qui n'a pas besoin de cadre officiel, de leaders ou de porte-paroles politiques.

Souvent, tu pouvais voir des groupes de gens traînant dans la rue, parfois très nombreux, parfois juste quelques personnes. Parfois avec des banderoles, parfois juste en train de scander ou de battre les mains, parfois en train d'attaquer et toujours un pas en avant des flics.

Il est devenu évident que cette évolution pose problème à la police. Avec l'absence d'endroits annoncés, de structures officielles, de délais et de méthodes homogènes, beaucoup de leurs stratégies ne vont nulle part. Nous devons cependant garder à l'esprit que cela ne durera pas éternellement. Ils changeront leurs méthodes, ils chercheront des manières.

Les plus grandes menaces de leur arme la plus puissante, la Démocratie, sont l'inclusion et l'assimilation. La politique, parlementaire ou pas, cherchera toujours à profiter de l'assimilation du conflit. Nous devons créer un climat de paroles et d'actes clairs, qui ne laissent aucun doute. Toute personne qui va sur le chemin de la médiation politique jouera selon ses règles et montera sur la scène où eux dictent l'ordre.

Même si les choses se sont un peu refroidies ces derniers six mois, on voit pourtant avec les émeutes dans la nuit du 6 juin que rien n'est fini. En tant qu'anarchistes, nous continuerons à être présents, parfois plus, parfois moins visibles, avec tout ce qu'on a, nos idées en mots et en actes, dans la rue.

**Détruisons la cage où ils nous enferment et reprenons nos vies en main !
Pour l'anarchie et la subversion !**

Chronologie incomplète de moments et d'actes subversifs des derniers mois à Hambourg

04.05. Couleur et pierres contre les bureaux du SPD (parti social-démocrate, qui gouverne à Hambourg) dans le district d'Altona.

06.05. Attaque avec couleur et pierres contre le consulat honoraire d'Hambourg comme action contre les élections et en solidarité avec les révoltés en Suède.

10.05. Environ 20 individus masqués attaquent le domicile du maire de Hambourg, Olaf Scholz, et les flics postés devant sa maison pour assurer sa protection. La maison du maire est endommagée avec de la peinture, des pierres et des feux d'artifice, ainsi que les flics et leurs voitures. En se retirant, les assaillants ont jeté des crèves-pneu sur la route.

21.05. Pierres et couleur contre les bureaux du SPD dans le district de Harburg.

03.06. Couleur contre les bureaux du SPD dans le district de Niendorf.

05.06. Couleur contre les bureaux du SPD dans le district de St. Pauli.

06.06. Après des charges brutales des flics contre un rassemblement de protestation de réfugiés de Lampedusa et leurs soutiens (le 5 juin sur le Hamburger Rathausmarkt), des centaines de personnes descendent dans la rue à St. Pauli.

Une grande manifestation sauvage de plus de mille personnes a commencé vers 20h sur le Neue Pferdemarkt, passant par la rue principale du Schanzenviertel, le Schulterblatt. Des slogans contre l'État et les frontières sont peints le long du parcours sur les façades de maisons, de banques et de magasins. Il y avait des feux d'artifice très puissants. Après que les flics aient bloqué la manif, les gens se sont dispersés pour se retrouver à des endroits et des moments différents. En partie, il y avait plusieurs manifestations en même temps.

Les bureaux locaux du SPD à St. Pauli sont attaqués et l'entrée de la maison du sénateur hambourgeois dans la commission de Justice dans la Brigittenstraße est détruite. Des barricades sont érigées et les flics sont attaqués. Voilà quelques impressions de cette nuit-là. Les flics n'ont pas réussi à contrôler la situation. Ça faisait plaisir de voir que beaucoup de personnes prennent des propres initiatives et étaient bien préparées. « Ni frontières, ni États ! » « Pour des nombreuses nuits d'été incontrôlées ! » Et comme on peut le lire sur un mur à St. Pauli : « Pour la révolte sociale ! »

12.06. Action de *Vandalos* contre la maison de l'architecte Volkwin Margin, qui a dessiné des stades pour la Coupe du Monde au Brésil et d'autres merdes. Des slogans comme « Fuck FIFA » sont peints sur sa baraque, des tracts sont distribués et des feux d'artifice allumés.

20.06. Le soir, une quarantaine de personnes sont descendus spontanément et sauvagement dans la rue dans le district de Schanzen pour marquer leur haine du FIFA, des États et de leurs serfs ; tout comme leur solidarité avec les révoltés au Brésil. Le magasin Adidas sur le Schulterblatt est attaqué à coups de pierre et de peinture. Les manifestants se sont dispersés avant l'arrivée des keufs. Ce brève moment a montré qu'on peut prendre la rue, il faut juste le faire.



QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLUTION UKRAINIENNE

Lettre d'un anarchiste de Kiev - juillet 2014

[Voici une lettre d'un ami anarchiste (il se trouve à Kiev). C'est supposé être une réponse à l'article que Crimethinc a publié en mars à propos de la révolution ukrainienne et à tous ceux qui proclament avidement que la révolution ukrainienne n'est qu'une affaire d'extrême droite. Note de 325.nostate.net]

Compagnons !

Je vous écris depuis l'Ukraine. J'ai beaucoup participé aux émeutes de Maidan et à différentes initiatives anarchistes pendant cette période. Je voudrais faire plusieurs remarques que je trouve importantes pour mieux pouvoir apprécier les événements. En général, je suis d'accord avec votre hypothèse, mais je veux souligner quelques détails qui montreront que la situation est moins noire.

Pour commencer, les nationalistes et les fascistes ont seulement pris la tête des affrontements dans l'image médiatique de Maidan. Ils n'ont pas de véritable contrôle sur les activités des révoltés, mais ils ont réussi à contrôler la scène de Maidan et à attirer la fascination des médias. Les fascistes du « Secteur droit » (*Pravyi sektor*) et d'autres organisations ne contrôlaient que leurs propres membres. Et il est à noter que leurs structures organisationnelles n'étaient pas très hiérarchisées : les groupes parmi eux étaient décentralisés.

Une partie de leurs membres n'avaient qu'une connaissance très vague des valeurs de l'extrême droite et les soutenaient seulement parce qu'ils constituaient la force « la plus radicale ». Dmytro Jarosh, le leader du « Secteur droit », était plutôt une figure médiatique, un porte-parole,

que leur véritable führer. Maintenant, le « Secteur droit » a quasiment disparu du discours public. Quand les autorités ont assassiné Oleksandr Muzychko, un commandant du « Secteur droit » dans la région ouest de l'Ukraine, et après plusieurs autres provocations, ils se sont désintégréés et devenus un « fascisme monstrueux » fictif de la propagande russe.

Le vrai danger pour les anarchistes était le groupe néonazi « C14 » - de jeunes militants du parti Svoboda. Ce groupe n'exerçait presque pas d'hégémonie politique sur les autres révoltés qui ne les soutenaient pas (le parti Svoboda avait perdu vraiment beaucoup de soutien à cause de leur politique opportuniste pendant le soulèvement), mais ils connaissent les antifascistes et les anarchistes de Kiev et ils connaissent leurs visages, car on s'est affronté beaucoup avec eux avant Maidan. Ce groupe n'est pas très grand (100 à 200 personnes), mais est bien organisé et mieux équipé que nous. Nous n'avons pas pu former une « centurie » anarchiste à cause de leur pression. Et pendant la défense de l'occupation du ministère de l'Éducation, ils constituaient de loin la plus grande menace pour nous.

J'ai parlé avec des dizaines d'autres révoltés et souvent, ils sont très intéressés à discuter à propos de l'anarchisme. La plupart d'entre eux ne croyaient pas aux partis politiques et se battaient, comme ils le disaient habituellement, « contre la police, contre les autorités et contre la corruption. »

Personnellement, je considère l'auto-organisation et la solidarité magnifiques parmi les révoltés, comme l'expression d'un « anarchisme populaire » pratique, même

s'il était mal compris.

A cause des conséquences de Maidan et considérant les revendications des révoltés, l'impact politique du soulèvement n'est pas nationaliste, mais libéral. La partie dominante des révoltés parlait d'un « meilleur Etat (un Etat social) sans bureaucratie corrompue, avec une police qui prend en charge notre sécurité et avec une armée qui nous protège contre des invasions, etc. ». Dans son dernier discours, le nouveau président a promis de décentraliser toutes les autorités et d'octroyer plus de droits et de moyens aux communautés locales. Et j'ai peur que cette fourbe « politique douce » étouffera l'ambiance de révolte pour une autre décennie. En même temps, les élites politiques ne semblent pas le comprendre. Elles poursuivent la corruption et votent des réformes néolibérales brutales. La majorité des gens ont décidé de donner du crédit aux nouvelles autorités. Le degré de radicalisme a chuté. Les gens croient qu'ils peuvent faire des compromis avec eux et pratiquent maintenant en général des tactiques de sit-in et d'autres formes légales de protestation. L'efficacité de ces tactiques n'est pas très grande, donc j'espère que cela poussera des gens à devenir plus radicaux.

Et je crois que la rhétorique nationaliste à propos de Maidan était artificielle. Le drapeau ukrainien et le slogan « Slava Ukraini » (L'Honneur de l'Ukraine) ont en un certain sens perdu leur symbolisme étatique. Pendant cette période, c'étaient des symboles de révolte. Mais il faut dire qu'après le début de la guerre, une forte réaction a secoué la société. C'était un choc, les gens ne savaient pas quoi faire à propos de l'invasion de l'armée russe en Crimée et ont donc placé leur confiance dans l'armée et dans les nouvelles autorités (le parlement est composé surtout de partis de centre-droit et de néolibéraux). Aujourd'hui, le patriotisme et le nationalisme courants s'expriment par une russophobie et en soutien à la guerre de l'armée ukrainienne, mais pas en soutien aux autorités et pour un Etat fort. Il y a eu un moment avant l'élection du nouveau président où les gens croyaient que peut-être Poroshenko pourrait rétablir la stabilité. C'est ainsi que la majorité qui ont voté pour lui le justifiaient. Mais il me semble que les institutions officielles et leurs représentants perdent du soutien jour après jour.

Ensuite, il n'y avait en fait pas de « *centuries de combats avec une hiérarchie et un commandement stricts* ». Les forces d'autodéfense consistaient en environ 40 centurions à Maidan. Et seules une douzaine de ces centurions étaient nationaliste ou fasciste.

D'autres centurions étaient basées sur l'appartenance régionale (par exemple, la centurie de Lviv) ou communautaire (la centurie des vétérans d'Afghanistan). Il n'y avait d'ailleurs pas uniquement des centurions « militantes » qui s'approprièrent l'appellation de « centurie ». Il y avait par exemple la « Centurie des Arts », qui prenait les décisions par consensus (elle était fortement influencée par les anarchistes). Je trouve que la vraie force qui combattait contre la police pendant les affrontements dans la rue Grushevskogo et Instytutska consistait en milliers de groupes autonomes. De 3 à 10 copains habitués à se battre contre la police, sans aucune forme d'adhésion organisationnelle. Personnellement, j'ai participé aux affrontements avec juste un groupe de copains qui n'étaient

pas des anarchistes ! (A ce moment-là, je ne participais pas à un groupe affinitaire, et tous mes compagnons anarchistes étaient absents). En plus, les centurions n'étaient pas constituées de 100 personnes. Avant les affrontements de la rue Instytutska, la plupart des « centurions » comportaient de 20 à 40 personnes. Les gens quittaient tout simplement leurs centurions quand ils s'ennuyaient. Il y avait un moment drôle pendant l'occupation du ministère de l'Education (la défense de cette occupation était principalement assurée par des anarchistes). Deux gars nous ont rejoints en disant qu'« ils avaient quitté leur centurie, car ils n'avaient rien à faire, et il leur paraissait que la défense de cet endroit était plus mouvementée. » La composition de révoltés actifs était très dynamique, et pas uniforme ou unifiée.

Troisièmement, après les affrontements de la rue Instytutska, Maidan s'est enfin propagée à tous les quartiers de Kiev, et à la plupart des villes et même des villages d'Ukraine. Les gens se sont auto-organisés en forces locales d'autodéfense pour se battre contre la police, d'autres se sont constitués en « titushkas » (militants pro-gouvernementaux). Nous (les anarchistes) avons compris la nécessité de décentraliser et de diffuser les protestations dans toutes les parties de la ville et du pays, mais à cause d'un manque d'expérience de l'action directe, nous n'avons pas pu donner une impulsion à cette tactique. Les gens arrivaient intuitivement à cela après que le gouvernement ait bloqué le métro, paralysant les transports à Kiev. La violence sans précédent dans la rue de Instytutska était tellement terrible qu'elle incitait des lycéens, armés de bâtons en bois ou en métal, des villages d'Ukraine centrale à charger pour arrêter les bus remplis de « titushkas ».

Ces forces locales d'autodéfense sont encore plus ou moins actives aujourd'hui. Elles se battent par exemple contre les promoteurs immobiliers. Je pense que la tactique de porter la bataille dans les quartiers tranquilles et de bloquer les transports et d'autres infrastructures des villes pourrait être fructueuse dans les soulèvements à venir.

Pour résumer, je crois que les organisations d'extrême droite vont probablement capitaliser sur le soulèvement qui est un terrain fertile pour l'anarchisme, mais elles devront évoluer et s'adapter à ce nouveau scénario. Elles vont devoir faire de sérieux efforts pour pouvoir y rester présentes. Elles ne peuvent pas totalement absorber la révolte qui vient d'en bas. Donc je pense que la situation n'est pas si mauvaise pour les anarchistes. J'encourage les groupes anarchistes à prendre part au cœur des soulèvements, non seulement en proposant des formes plus radicales d'action directe, mais surtout en esquissant une perspective politique vraiment radicale. Le meilleur endroit pour faire de l'agitation, ce sont les barricades. Nous devons aussi provoquer des changements radicaux. Nous devons ouvrir des nouveaux espaces au-delà de ce qui est permis. Les premiers cocktails molotov dans l'histoire de l'Ukraine indépendante ont changé beaucoup de choses. Par exemple, le fait que les flics et les politiciens ne sont plus invulnérables en Ukraine. Quoi ensuite ? Nous devons briser l'interdiction de toucher à la propriété privée. Nous ne devons pas attendre la création

d'un « grand mouvement des travailleurs » comme mes camarades syndicalistes le font, ou rechercher l'attention des médias ou l'approbation d'amis libéraux (comme beaucoup d'entre nous ont fait), nous devons combattre l'Etat et les réactionnaires maintenant.

* * *

L'attention de la société ukrainienne se focalise maintenant sur la guerre dans l'est. Les bataillons de volontaires sont le phénomène le plus remarquable. Les plus connus s'appellent « Donbas ». Ses commandants les définissent comme « un réseau de patriotes ». Sur plusieurs vidéos, ils ont fait preuve d'une position plus ou moins critique, mais libérale. Il y a aussi le bataillon « Azov », composé de néonazis (quoique les médias n'aient rien mentionné du tout par rapport à leur idéologie). D'autres bataillons n'ont aucune spécificité politique. Je ne peux pas vous raconter beaucoup sur l'état des choses dans l'est, vu que je n'y suis pas allé. Mes informations proviennent des médias ouverts et officiels. Si vous avez des questions par rapport au camp pro-russe dans le conflit, ses leaders sont d'extrême droite, il n'y a aucun doute. Souvent, leur rhétorique est bourrée d'impérialisme et de chauvinisme russe, de racisme, d'homophobie et de fondamentalisme religieux. Leur antifascisme est faux. C'est tout simplement un produit de la mythologie soviétique de la Deuxième Guerre Mondiale. Oui, il y a certainement des gens qui croient qu'ils se battent pour leur liberté, contre le vrai fascisme et pas pour Poutine, mais ils ne sont pas représentés dans le discours politique.

Plusieurs anarchistes ont rejoint des bataillons de volontaires. Je ne crois pas que c'était la meilleure décision, mais je peux les comprendre. Le manque d'activités et de perspectives visibles à Kiev, combiné avec un vœu réel de résistance, les poussent à aller à la guerre. Je ne pense pas qu'ils vont devenir des nationalistes ou quelque chose comme ça, je suis sûr qu'ils s'efforceront sans cesse à faire de l'agitation parmi les soldats pour leur expliquer qu'est-ce que l'anarchisme.

Leurs nouvelles expériences seront probablement très utiles pour les compagnons qui n'y sont pas allés.

Il est difficile de prédire la fin de l'histoire. Mais il n'y a pas de raison de désespérer. Les nouvelles autorités sont en train de perdre leur légitimité. Et il y a aussi beaucoup de troubles dans l'armée. Les mauvaises conditions de vie dans les camps des soldats et une administration stupide causant la mort créent une ambiance de désertion en son sein. Les prix croissants, les coupes budgétaires et la récession peuvent causer une nouvelle crise majeure en Ukraine. Je pense que pour les anarchistes, la seule perspective acceptable, c'est une seconde vague de révolution. Il n'y a pas d'autre voie que la révolution dans toute notre région. Les anarchistes ukrainiens doivent inspirer les compagnons russes et biélorusses à s'insurger. Ce n'est qu'ensemble que nous réussirons à abattre le capitalisme dans notre région et dans le monde.

Solidarité avec l'anarchiste Aleksandr Kolchenko

Aleksandr Kolchenko a été arrêté en Crimée le 17 mai 2014, soupçonné de « participation à un groupe terroriste », « préparation d'un groupe terroriste » et « incendie volontaire ».

Il est soupçonné d'avoir participé à un « groupe terroriste » qui aurait planifié des attentats à l'explosif contre le monument du Feu éternel et contre le monument de Lénine à Simféropol le 8 et le 9 mai 2014 et qui aurait saboté des chemins de fer et des lignes électriques. Kolchenko est aussi soupçonné d'avoir réalisé deux attaques incendiaires : une contre le quartier-général du parti Unité Russe et de la Communauté Russe de la Crimée le 14 avril et une autre contre les bureaux du parti Unité Russe à Simféropol le 18 avril. Après sa détention, il a été transféré à Moscou où il est incarcéré à la prison de Lefortovo. Son affaire est instruite par le FSB, l'ancien KGB.

Aleksandr est un anarchiste et un antifasciste qui a participé à des actions autour de l'université et à des actions écologistes au Crimée. Il a fait partie de campagnes contre les frais d'inscription à l'université et soutenir les mouvements ouvriers. Il était constamment visé par des nazis à cause de ses idées antifascistes. Par exemple, après la projection d'un film à propos de la journaliste antifasciste assassinée Anastasiya Baburova, il a été attaqué par des dizaines de crapules nazis, armés de couteaux. Les prétentions des autorités russes qui disent qu'Aleksandr fait partie du « Secteur à droite » nationaliste sont ridicules, et bien sûr lui rejette ces prétentions.

Les avocats des accusés sont soumis à un ordre de silence, nous ne disposons que d'informations limitées à propos des accusations spécifiques. Nous savons que Aleksandr a avoué d'avoir été présent aux endroits des incendies, mais il nie les accusations de terrorisme (une accusation avec des peines allant jusqu'à 20 ans de prison). Il n'y a aucune raison pour croire qu'il aurait impliqué d'autres gens.

Aleksandr Kolchenko ferait partie d'un groupe plus large de gens qui s'opposent à l'invasion russe au Crimée par des actions directes. Un régisseur de film très connu, Oleg Sentsov, a aussi été arrêté sur base des mêmes soupçons, ainsi que deux autres qui collaborent maintenant avec les autorités russes.

L'affaire doit être vue comme un élément de la campagne russe pour annexer la Crimée, impliquant la répression de tout le monde qui n'accepte pas les nouvelles autorités.

Une semaine internationale d'actions en solidarité avec les arrêtés aura lieu du 15 au 22 juillet 2014.

Pour plus d'informations et pour aider financièrement, contactez l'*Anarchist Black Cross de Moscou* (abc-msk@risup.net)



NI TÉLÉVISION, NI RADIO, NI INTERNET, NI TÉLÉPHONE POUR LES ÉLECTEURS

Hors Service - Belgique - juillet 2014

La veille des élections européennes et nationales. Le cirque des opinions et du bombardement incessant de mensonges et de promesses touche à sa fin. L'électeur se prépare à faire son devoir de citoyen. Il se plaint, sans doute. Il se plaint que les politiciens n'ont plus d'idées, qu'ils sont tous pareils, qu'ils forment tous une grande mafia. Mais il va quand même aux urnes. Il va quand même choisir son maître et donner son approbation à ce que tout continue comme avant. Et ainsi, il devient complice des politiciens. Et ainsi, il devient aussi l'ennemi de ceux qui rejettent toute ce cirque, de ceux qui refusent d'avoir encore des maîtres ou des patrons, de gauche comme de droite, corrompus comme « intègres ». Il devient notre ennemi, l'ennemi de ceux qui aiment la liberté.

La veille des élections. Pendant la nuit, à Wavre, un énorme pylône de transmission appartenant à la RTBF, la radio et télévision francophone, est incendié. C'est le black-out total pour plusieurs émissions de radio, des émissions de télévision digitales sont perturbées. En Brabant Wallon et dans le sud de Bruxelles, il n'y a tout simplement plus de réseau de téléphonie et d'internet mobile de Base, car le pylône servait aussi de nœud entre des dizaines, voir des centaines, de relais de téléphonie mobile. Et ailleurs, à Veltem-Beisem près de Louvain, cette même nuit, un autre pylône de transmission, appartenant cette fois-ci à la VRT, la radio et télévision flamande, est également saboté avec

le feu. Là, sont surtout touchées quelques radios flamandes dont les émissions sont perturbées. Ainsi, la veille des élections, le jour des élections, des centaines de milliers de personnes se retrouvent pour une fois à l'abri du bombardement de données, de la frénésie de la communication moderne qui n'est qu'aliénation, du contrôle sur les cerveaux que les puissants exercent via leurs appareils de propagande.

Le jour des élections, on était tous supposés d'écouter la voix du maître qui nous parvient depuis l'internet, la télévision et la radio. On était supposé de parler toute au long de la journée des résultats des élections. Mais peut-être, grâce à ces sabotages, il y en a qui ont parlé d'autre chose, qui sait. Le sabotage provoque une rupture, une fissure dans la normalité. Quelque chose qui n'était pas supposée d'avoir lieu. Quelque chose d'anormal. Ce n'est pas pour rien que l'administrateur de la RTBF disait que « *Quand on attaque un média, c'est grave pour tout le monde. Je pense qu'on a voulu envoyer un signal nauséabond.* » Nauséabond, pour qui ? Nauséabond, c'est le mot qu'on réserverait plutôt pour le cirque des élections, pour le monde dans lequel on vit, pour le spectacle par lequel le pouvoir s'assure d'une adhésion de ses sujets en le présentant comme « un choix ». Nauséabond, ce sont les médias qui lavent les cerveaux, ce sont les journalistes qui transmettent la voix du pouvoir et légitiment toutes les atrocités commises au nom du pouvoir, de la guerre en

passant par l'empoisonnement total de l'environnement aux assassinats policiers. Nauséabond, c'est que nous vivons dans une époque où les moyens de communications sont omniprésents, mais où plus personne ne sait communiquer, dialoguer, discuter, réfléchir, car tout le monde répète ce que les machines et les écrans leur disent.

Les anarchistes sont des ennemis de toute autorité, qu'elle soit étatique, capitaliste ou patriarcale. Ils sont pour la liberté et contre l'esclavage. Mais ils ne sont pas dupes. Ils savent que l'autorité, ce ne sont pas seulement les politiciens, les capitalistes et les chefs. Ce sont aussi ceux qui obéissent, qui acceptent d'être exploités, qui suivent les ordres. Si on ne mettra jamais sur le même plan ceux qui exercent et ceux qui subissent l'autorité, ceux qui possèdent les industries et ceux qui sont exploités dans les usines, ceux qui portent l'uniforme et ceux qui se voient forcés à le respecter, on ne cessera pas d'indiquer que le seul chemin pour s'affranchir, c'est d'entrer en lutte, c'est de casser la cohabitation entre maîtres et esclaves.

On est probablement nombreux à se le demander. Comment ça se fait qu'à travers des siècles d'oppression et d'exploitation, le système capitaliste et le pouvoir étatique semblent toujours en bonne santé ? Pourquoi n'ont-ils pas été effacés de la surface de la planète, jetés dans les égouts comme toute pourriture ? Beaucoup de tentatives ont été faites, des tentatives d'insurrection et de révolution sociale. Mais aujourd'hui, il faut prendre acte du fait que la domination a réussi à inclure une grande majorité des exploités mêmes. A travers le fétichisme de la consommation, l'abrutissement généralisé, la décentralisation du pouvoir dans tous les sphères de la vie humaine, le capital et l'Etat semblent, pour l'instant, réussir à bloquer tout horizon

autre que la reproduction de ce qui existe. Cette reproduction-là, la reproduction sociale de la domination, c'est probablement la cible principale de l'intervention révolutionnaire d'aujourd'hui. Si il y a parfois de révoltes, un mécontentement qui s'exprime dans la rue, des réactions virulentes contre une énième crime du pouvoir, il s'agit de cibler plus loin, plus profond, plus fondamental : il s'agit de cibler ce qui est supposé de garantir « le cours normale des choses ».

Pour retourner aux sabotages de pylônes de transmission de la RTBF et du VRT, on croit qu'ils fournissent quelques indications importantes quant aux méthodes de lutte à employer et aux champs d'intervention possibles. Si le monde technologique instille en permanence, 24h sur 24, la résignation et l'acceptation de notre « place » dans la société, la place de moutons qui consomment, travaillent et obéissent, il dépend en même temps de très nombreuses structures, disséminées partout autour de nous, qui sont assez faciles à saboter. Et aucune force militaire ou surveillance accrue ne pourrait jamais les protéger efficacement.

Provoquer le court-circuit dans le quotidien fait d'abrutissement et d'exploitation revient à fissurer la couche de béton qui nous écrase tous et toutes. Il n'y a pas à attendre un moment magique où « les gens » prendront conscience de leur situation et descendront dans la rue. Toute attente joue en effet le jeu de la domination, qui jour après jour se construit et se consolide, dans le matériel (nouvelles prisons, nouveaux commissariats, nouvelles industries, nouveaux réseaux de contrôle) comme dans l'esprit (lavage de cerveaux, effacement de l'idée même de révolte, réduction de la vie à la marchandise). C'est depuis les fissures que les révoltés sauront provoquer qui pourrait surgir un autre horizon, un horizon de liberté et de révolution sociale.



LA QUESTION DE LA DIGNITÉ

Une lettre de Nikos Romanos - Grèce - mai 2014

« Et un jour je vous dirai combien j'ai aimé, vous devrez seulement me trouver moi.

Tel le bourreau... J'ai arrosé la roue de la compassion dans leur sommeil, un malade par conviction, un génie du malheur (qui a une fois fait sauter ma cervelle pour une époque plus belle) et peut-être que nos larmes vont plus loin que nos rêves.

Alors que la nuit tombait, je devais retrouver toute mon innocence pour que les étoiles y soient à l'heure.

Et nous tuons généralement le présent avec la peur ou la culpabilité et encore plus avec le rêve. »

Tasos Livaditis

Le but de ce texte est de bâtir des ponts de communication avec tous les compagnons qui maintiennent ouvert le pari de la destruction, de donner vie à mes pensées et à mes préoccupations qui dans ces lignes voyagent et rencontrent des personnes qui, comme moi, pensent que c'est uniquement par la lutte permanente nous pouvons regagner nos vies avec nos propres conditions.

Une lutte permanente qui s'exprime de mille et une manières différentes et qui tendent à un but.

Avec des voix enragées et des affrontements dans les manifestations, avec des crayons et papiers sur lesquels sont écrites de dangereuses pensées, avec des discussions et des confessions avec lesquelles se construisent des liens de vie de compagnons, avec des armes, des bombes et du feu qui se vengent de tout un monde qui nous a jetés dans le néant.

Un voyage armé de liberté avec pour compagnons l'entêtement et la « folie » de tous ceux qui ont décidé de prendre des risques et d'aller à la rencontre des possibilités en combattant leur propre destin.

Au sein de ce voyage, l'individualité est le centre autour

duquel se construit la lutte libératrice en formant la base spirituelle sur laquelle se collectivisent les désirs radicaux. Elle doit rejeter les logiques d'autorité et s'abandonner à la tempête des grands changements internes qui s'extériorisent à travers le développement dans la pratique.

Sachant que nous sommes infectés par les restes d'un monde malade, les conflits internes dans le fil effréné de nos vies sont des batailles contre l'aliénation, celle que nous subissons en vivant dans des environnements hostiles. Le dégoût pour les compromis que nous devons faire afin de survivre, la préoccupation pour les impasses qui nous guettent, la guerre contre la peur, l'acceptation que le monde de la lutte n'est finalement pas aussi « pur » qu'il ne voudrait paraître.

Car les anarchistes ne sont ni des soldats qui se sacrifient pour un but ni des gardiens d'une prétendue vérité subjective imposée comme la seule objective.

Loin de moi le marketing révolutionnaire et le profil du plus dur, du plus « méchant », de qui est le plus révolutionnaire.

Quelques commentaires sur les nouvelles poursuites...

Il m'a été donné il y a quelque temps une assignation à comparaître devant les inquisiteurs Mokas et Nikolopoulos pour témoigner dans une nouvelle affaire sur la base de saisies réalisées dans les maisons fouillées par les flics après nos arrestations.

Cette affaire concerne notre participation à des attaques incendiaires et à des braquages de banques sur la base de « correspondances » d'ADN et de prétendues identifications par des employés de banque.

En ce qui me concerne, je ne suis accusé d'aucun des braquages de banque mais seulement des attaques incen-

diaires de la FAI-Feu à l'Horizon, FAI-Groupe de Feu aux Galères, Ombres Enflammées et Minorité Combative.

Dans le même temps, un nouveau dossier est monté contre moi sur la base d'une empreinte digitale sur une bouteille de bière trouvée dans la maison de Chalandri sur laquelle ils basent de nouvelles poursuites et je suis mis en détention préventive (puisque je ne suis pas apparu devant les juges d'instruction pour témoigner) pour la 4ème fois [1] pour trois attaques à la bombe de la CCF (Katseli, Chinofotis, Ministère de Macédoine et Thrace).

Ces dernières années, l'État grec a inauguré une nouvelle tactique répressive contre les anarchistes incarcérés. Il dissèque chaque affaire en créant continuellement de nouveaux dossiers d'instruction afin de garantir autant que possible le plus grand nombre de poursuites à durée maximum à partir de chaque mise en examen, de sorte que notre durée d'isolement en prison soit la plus longue possible. D'ailleurs, au moment où je vous parle, nous sommes enfermés sur la base d'une triple, quadruple, voire sextuple, détention préventive [2]. La détention sans procès est ainsi mise en application dans la pratique d'une part, dépassant les limites légales du passé récent, et de l'autre notre extermination pénale est préparée avec des dizaines d'années d'emprisonnement dans chaque affaire.

C'est sur ce fait précis, à savoir le durcissement de la répression pénale, qu'il est important que nous insistions sur nos pratiques anti-judiciaires qui fuient le piège de l'invocation de nos droits et de nos devoirs pénaux face à l'État.

Comme cela se passe dans chaque action anarchiste, la valeur du choix entre maintenant en conflit avec les conséquences, ouvrant des lignes de rupture anti-institutionnelle dans la machine sociale.

Mis à part quand des possibilités de libération immédiate surviennent et quand la stratégie d'escroquerie de l'ennemi dans l'immédiat dépasse la défaite politique d'une longue politique défaitiste.

L'État voit que malgré notre captivité nous ne sommes pas disposés à lever le drapeau blanc ni à clamer nos intentions et que nous continuons à soutenir et à promouvoir l'attaque violente contre lui à l'intérieur et hors des murs, sans aucune trace de repentir. Sur la base de cette décision qui est la nôtre, il continue donc son attaque répressive en ajustant les moyens qu'il utilise. De la chasse à l'homme par l'unité antiterroriste et des flics aux poursuites antiterroristes continues, aux milliers de pages de dossiers aux tribunaux spéciaux et bientôt aux conditions spéciales de détention.

De la répression policière à la répression pénale améliorée.

La répression de l'État, c'est-à-dire son choix de semer la peur par tous les moyens, gagne du terrain seulement quand elle se trouve face à l'apathie et la résignation. Ces derniers sont les choix rémunérés des alliés peureux et stupides du complexe autoritaire.

C'est pour cela que la société capitaliste se nourrit des

valeurs sanguinaires de l'impuissance, de l'avarice et de l'hypocrisie noyées dans la confusion et le narcissisme du monde contemporain.

C'est exactement pour cela que nous y opposons l'exacerbation de la lutte au sein de laquelle naissent des émotions libres et des liens humains exempts (dans la mesure du possible) de la culture dominante.

Je pense donc que, même captifs, nous ne devons pas arrêter de produire un discours anarchiste agressif, de rabaisser les parodies judiciaires, de communiquer nos pensées en promouvant la solidarité anarchiste qui est exprimée par les compagnons en-dehors des murs.

La répression gagnera seulement si nous renonçons à la bataille contre le complexe autoritaire.

En outre, nous ne demandons pas de voie pour nous désengager discrètement de cette guerre contre le pouvoir. Si nous désirions une telle chose, ce qui est sûr est que l'État nous l'offrirait volontiers dans la recherche de notre « correction ». La seule chose que nous demandons ce sont des chemins de fuite de chaque champ de bataille. Afin de continuer inexorablement la lutte contre le système social.

Au-delà des conclusions politiques de chacun, la seule chose sûre est que tous les compagnons désireux de s'engager activement dans la lutte anarchiste doivent étudier les erreurs passées et avoir une longueur d'avance sur l'ennemi en préparant avec une grande prudence et de la patience leurs prochains coups. Qu'ils évitent autant que possible les mouvements hâtifs sans néanmoins tomber dans la passivité. Car ceux qui se retrouvent dans le ventre du Léviathan et désirent ne pas changer d'un iota leurs valeurs devront cracher du sang pour l'obliger à ouvrir sa gueule. Ce qui est sûr, c'est que la tolérance étatique est terminée.

Revendication - En parlant par les actions...

Revenons au sujet particulier de ce texte, à savoir les nouvelles poursuites et ma citation à comparaître. Ma position face aux juges d'instructions était, est et sera la même et inchangée. Je refuse de rentrer dans un dialogue avec la mafia judiciaire, je refuse de témoigner à mes bourreaux.

Une position qui crache à la face du pouvoir et de ses costumés et insiste sur le fait que la lutte continue même dans les chaînes de la captivité. Leur répression jugera toujours nos consciences révolutionnaires comme un obstacle, notre révolte vaincra la peur, le chaos et l'anarchie sont inévitables.

Je revendique ma responsabilité politique quant à ma participation aux groupes anarchistes incendiaires FAI-Feu à l'Horizon, FAI-Groupe de Feu aux Galères et Minorité Combative. Le but de ces groupes anarchistes précis était de contribuer à la diffusion de la violence révolutionnaire et de démontrer que l'action peut exister même avec les moyens les plus simples et les plus accessibles à chacun. La volonté et l'envie

suffisent pour attaquer ses oppresseurs.

La revendication est pour moi un moyen de continuer à parler par la pratique depuis les chaînes de la captivité, à défendre l'action incendiaire anarchiste comme partie indivisible de la lutte polymorphe, à donner vie de nouveau à des textes alors écrits en des lieux recherchés par la classe au pouvoir, avec de beaux plans et beaucoup d'espoir. Des textes qui portèrent une partie de moi dans mon parcours de cavale anarchiste et dont je pense qu'il vaille la peine que je les défende politiquement dans la condition actuelle.

Mais au-delà de ce choix de la revendication, il y a des buts politiques précis qui ont une importance particulière.

Tout d'abord, elle a pour but d'élever un mur de protection autour des compagnons et des personnes aimées en empêchant la propagation vengeresse des poursuites pour participation aux groupes ci-dessus sous prétexte que l'affaire reste irrésolue, chose qui a déjà eu lieu à un certain niveau avec nombre de mes compagnons accusés de participation à ces groupes.

Au-delà donc de la responsabilité politique pour ma participation, j'endosse aussi la responsabilité pénale pour les attaques incendiaires sur lesquelles le dossier d'instruction a été monté, celles contre le poste de police municipal de Kypseli, la société d'investissement Trastor et la maison de l'ex-ministre de l'économie et de la défense nationale Giannos Papandoniou.

Par un examen simple du dossier, il est clair que ces actions particulières ont été menées par une seule personne.

Tant les vidéos que les dépositions de tous les témoins dans chacune des affaires mentionnent une seule personne, c'est-à-dire moi, fait qui confirme mes propos.

Et tandis que je prends la responsabilité pour les attaques ci-dessus, je clarifie que je n'ai pas participé à l'attaque à la bombe contre le dépôt de bus de l'ETHEL ni aux attaques incendiaires qu'ont menées les Ombres Enflammées.

La raison pour laquelle je m'exprime publiquement sur cela est que je pense important d'exposer comment les autorités policières utilisent ce nouveau moyen répressif qu'est l'ADN pour incriminer des compagnons, captifs ou non, en créant une machine à poursuites basée sur l'autorité de l'objectivité scientifique de l'ADN. Il est évident que mon refus exprimé publiquement n'a aucun lien avec le fait d'éviter mes responsabilités pénales puisque je l'exprime au même moment que la revendication d'attaques contre la domination.

Mon but est de laisser un héritage clair afin de montrer la façon dont les flics plantent leur graine scientifique magique pour poursuivre des anarchistes, chose pour laquelle il suffit à la police de connaître leurs identités et d'avoir envie de les viser. Avec pour exemples flagrants les mises en examen des compagnons Tasos Theofilou [3] et Babis Tsilianidis [4], mais aussi les poursuites contre le compagnon recherché Nikos Maziotis [5] pour un braquage de banque.

Pour finir et pour répondre à l'avance à la possible critique marquant un désaccord avec le principe de la revendication (pensée comme faisant le jeu des flics en rentrant dans le jeu de la réponse à chaque mise en examen) j'ai à dire qu'une des raisons de la revendication est précisément de frapper réellement les poursuites montées de toutes pièces en prenant en parallèle la responsabilité des actions qui me sont imputées et que j'entends défendre.

Sur les actions qui ont eu lieu...

L'action de la FAI-Feu à l'Horizon a commencé avec le sabotage des lignes du tram en solidarité avec les grèves de la faim alors menées en prison et a continué avec des attaques incendiaires contre des cibles étatiques et capitalistes, toujours en solidarité avec des anarchistes captifs.

L'action de la FAI-Groupe de Feu aux Galères consiste en une tentative incendiaire contre une société d'investissement et comme réponse minimale à la mise au mitard imposée à l'anarchiste Socratis Tzifkas puisque ce dernier avait refusé de coopérer à la fouille corporelle à la prison de Diavata.

L'action de Minorité Combative a exclusivement visé la propriété privée d'ennemis de la liberté. Mon but était de montrer que l'ennemi ne se trouve pas seulement dans les représentations de la domination, mais qu'il a un nom et une adresse en frappant des personnes qui, de par leurs choix, se trouvent du côté de la contre-révolution, et de montrer comment avec des moyens simples et accessibles on peut faire retourner une part de la terre que nous subissons chez eux. La Minorité Combative a visé des maisons et des véhicules de figures politiques (Maria Kaltsa, Giannos Papandoniou), de journalistes – en collaboration avec des compagnons des Cercles des Transgresseurs [6] (Giorgos Economeas, Petros Karsiotis, Antonis Liaros, Christos Konstas, Antonis Skylakos) – et d'un fasciste qui avait participé à des pogroms contre des immigrés. Les feux allumés étaient toujours complices de tous les anarchistes enfermés dans la volonté de briser la chape de l'enfermement et de réchauffer leurs cœurs.

Ces revendications reflètent aussi très logiquement une partie de mes perceptions et de leur évolution vers un nouveau chemin de la pensée subversive.

Je pense que l'action de ces groupes incendiaires précis a contribué à la marche ininterrompue de la révolte anarchiste. Les attaques incendiaires sont une partie indivisible de la lutte car elles sont simples à réaliser par de nouveaux compagnons, qu'elles maintiennent allumé le feu des hostilités belligérantes et contribuent à la diffusion de la violence anarchiste. Elles ajoutent leur pierre à la consolidation de la guérilla urbaine anarchiste et provoquent des troubles dans le fonctionnement régulier du système.

Les attaques incendiaires doivent bien sûr avoir une affinité politique avec toutes les expressions de la vio

lence anarchiste (attaques à la bombe, exécutions, affrontements violents de masse, attaques éclairs) afin de créer un front d'action commun incontrôlable et dangereux dont la seule limite qu'il se fixe n'est rien d'autre que la destruction complète de l'existant.

Ma révolte contre le crime continu de la civilisation autoritaire sur nos vies n'a pas débuté par l'action des groupes incendiaires ci-dessus et ne s'y est pas limitée. La stagnation est condamnée à mourir dans le monde de la rapidité. L'évolution signifie une pensée critique, un décrochement idéologique de tous les dogmes, une action continue, de l'expérimentation, de la création et de la destruction.

Le seul engagement autour duquel se développe la décision la plus absolue n'est rien d'autre que la lutte pour la révolution anarchiste jusqu'à l'époque qui sera la nôtre, jusqu'au bout.

Pour terminer la partie en lien avec la revendication, il est important que je mentionne l'erreur que j'ai commise en laissant une clé USB dans la maison où j'étais au lieu de la détruire en temps utile. Croyant naïvement qu'un mauvais coup n'arriverait pas prochainement et remettant à demain ce que j'aurais pu faire immédiatement.

Voilà ma position autour du nouveau cycle de poursuites contre nous.

« Les luttes de libération sont les différents chemins convergeant en une lutte unique. Dans l'estomac brûle le feu d'un sentiment bouillant. Dans la mobilité compulsive de ce temps qui court à grande vitesse, les mailles de la répression-oppression se resserrent inexorablement... Mais leur arme, leur traitement, n'est que la peur.. »

Adriano Antonacci

Pensées éparses autour de la belligérance d'aujourd'hui...

En guise de conclusion à ce texte, je voudrais commenter quelques faits autour de la conjoncture actuelle. Je cherche donc des mots pour décrire avec justesse les caractéristiques principales de cette monstruosité. Contrôle social total des corps et des esprits, crise économique, peste techno-scientifique, opérations policières et militaires, affrontements d'intérêts géopolitiques, incidents diplomatiques, trouble généralisé, violence brutale, confusion diffuse et désorientation de masse.

Nous nous trouvons à un point critique du cours de l'histoire, maintes analyses ont été rendues publiques sur la manière dont l'État se restructure et se renforce à tous les niveaux ainsi que sur la tendance du capitalisme à étendre sa militarisation au-delà des territoires exploités du tiers-monde à l'intérieur des métropoles, répondant ainsi à l'instabilité politique qui se propage rapidement.

Au-delà des mots qui diffèrent et des divergences entre certains points de vue, il existe une convergence de ju-

gements sur la gravité de notre temps.

Le problème est que même ainsi nous échouons à être au niveau des circonstances et des enjeux de l'époque et que nous restons enfermés dans des conceptions qui nourrissent le cycle de l'inactivité et de l'introversión.

Personnellement, je pense que l'organisation est nécessaire avec la création de réseaux et de fronts d'action qui se coordonneront sur la base d'accords politiques minimaux et qui favoriseront des campagnes d'actions multiformes contre les chaînes de la tyrannie contemporaine et répondront aux attaques répressives qui arrivent. En abolissant la bureaucratie de l'organisation centralisée, nous armons nos initiatives et nous concentrons ou créons des fronts d'action là où nous les jugeons nécessaires. Que cela concerne des questions d'actualité (prisons de type C, etc.) ou des thèmes de la lutte anarchiste au sens large (antifascisme, etc.).

Pour tenter de briser le cercle de l'auto-référence, nous devons essayer de réunir tous les feux qui s'allument contre la civilisation, les manifestations combatives, assemblées et affrontements, jusqu'aux attaques armées, une tentative révolutionnaire pour la diffusion de l'anarchie combative. Parce que les choses qui nous unissent sont plus nombreuses que celles qui nous séparent et que dès l'instant où la cible n'est rien de plus que l'attaque tous azimuts contre le système, toutes les tentatives qui ont lieu, indépendamment de la tendance politique, doivent se retrouver sous la vision de la liberté absolue.

Cela ne veut évidemment pas dire que nous abjurons notre critique face aux événements mais confirme simplement que lorsque la critique est combinée à travers des interventions dynamiques, elle est d'une plus grande efficacité, car elle vise à la diffusion de la pensée révolutionnaire envers ceux qui divergent des dogmes dominants et sont à la recherche de chemins d'affrontement avec l'existant.

En plaçant ainsi la perspective de la connexion de nos désirs dans des unions d'individualités libres qui se rassemblent vers des chemins chaotiques de destruction créative.

Nous devons affronter politiquement au sein de cette tentative les réactions hystériques de l'aile réformiste du milieu anarchiste qui se dépêche de signer des certificats de légitimité avec l'État. Rappelant la compétition entre les partis politiques à la condamnation la plus sévère après chaque action révolutionnaire armée. On a vu écrire de la part de groupes « anarchistes » des mots tels que « terroristes » et « assassins », reproduisant le langage et les arguments de la domination.

Il semble que la domination ne soit pas la seule à être terrorisée, l'aile réformiste du milieu anarchiste qui a peut-être peur que ses magasins ne prennent l'eau de toutes parts l'est aussi. Il semble que tous ceux-là préfèrent le rôle de l'éternelle victime, un masochisme politique excité par les photos de têtes battues et de corps poignardés lors des attaques de fascistes et de flics.

Pour finir, une lutte polymorphe signifie une lutte par tous les moyens, ni plus ni moins. Quiconque n'est pas

choqué par les milliers de suicides de la guerre économique en temps de « paix », par les immigrés noyés aux frontières maritimes, par les corps démembrés dans les guerres d'expansion des superpuissances capitalistes, par les animaux écorchés vifs dans les industries multinationales, par la violence meurtrière de la police, par tout ce qui se passe au sein de ce système, et qui est par exemple choqué par deux cadavres de fascistes, c'est son problème. La révolution est une guerre continue pour une vie indomptée qui, malgré les régressions passées, n'arrête jamais de se battre pour ouvrir des passages à nos petites et grandes attaques. Ce ne sont pas des chemins plaisants et des discussions philosophiques sur l'influence de l'alcool pour amadouer un fantôme invisible appelé société capitaliste. En outre, il existe de nombreux apprentis sorciers de la manipulation politique, plus habiles et offrant plus de cadeaux.

La déclaration ci-dessus a pour but de démontrer que le dipôle entre nouvelle et ancienne anarchie est faux et que la seule question d'actualité réelle est : avec les révolutionnaires qui se battent, ou avec les politicards du compromis.

L'anarchie qui se bat se sépare donc de cet appauvrissement et transporte sa rage à chaque coin du monde. La rage qui s'exprime dans les voix déterminées lors d'une manifestation de solidarité, dans le feu qui réduit en cendres les temples de l'argent et les symboles de la richesse, dans les attaques personnelles contre les officiels étatiques et leurs chiens en uniforme, dans les ruines que laisse un engin explosif qui a détoné dans les quartiers généraux de la classe au pouvoir.

Nous continuons tous ensemble, libres, poursuivis ou captifs, la lutte pour la destruction de la société capitaliste.

Un signal de solidarité, de révolte et d'amour :
À tous les compagnons et amis du *Réseau de Prisonniers en Lutte*

Aux anarchistes italiens à l'occasion de la semaine internationale de solidarité (16-24 mai)

À l'anarchiste combatif Claudio Lavazza, à Monica Caballero et à Fransisco Solar.

Aux compagnons de l'affaire Security et à Tamara Sol.
Au saboteur impénitent Marco Camenish.

À chaque anarchiste emprisonné dans tous les coins du monde que j'oublie involontairement de citer.

Aux côtés par la pensée de tous les anarchistes en cavale.

Force à tous ceux qui arment leur refus contre le système.

Honneur à jamais pour Sebastian Oversluij qui est tombé au combat lors d'un braquage de banque.

Honneur à jamais pour tous les morts de la guerre révolutionnaire.

Vive l'anarchie !

Nikos Romanos

P.S. : « *Ce que je n'ai pas c'est une chemise blanche. Ce que je n'ai pas c'est un secret en banque. Ce que je n'ai pas ce sont tes pistolets pour me conquérir le ciel, pour me gagner le soleil. Ce que je n'ai pas c'est de me tirer d'affaire.*

Ce que je n'ai pas c'est ce qui ne me manque pas. Ce que je n'ai pas ce sont tes mots pour me gagner le ciel, pour me conquérir le soleil. Ce que je n'ai pas c'est une montre en avance pour courir plus vite et vous tenir à distance. Ce que je n'ai pas c'est un train rouillé qui me ramène en arrière de là où je suis parti. Ce que je n'ai pas ce sont tes dents en or. Ce que je n'ai pas c'est un déjeuner de travail. Ce que je n'ai pas c'est cette prairie pour courir plus vite que la mélancolie. Ce que je n'ai pas c'est d'être dans le bain. Ce que je n'ai pas c'est une adresse en poche. Ce que je n'ai pas c'est toi de mon côté. Ce que je n'ai pas c'est de te rouler aux cartes. Ce que je n'ai pas c'est une chemise blanche. Ce que je n'ai pas c'est de me tirer d'affaire. Ce que je n'ai pas ce sont tes pistolets pour me conquérir le ciel, pour m'offrir le soleil. Ce que je n'ai pas...»

Fabrizio de André, « Ce que je n'ai pas »

Dédicace à l'anarchiste italien Adriano Antonacci qui est accusé d'attaques incendiaires contre la technologie et le viol de la nature et qui sera jugé sous peu via vidéoconférence.

Notes

- [1] Les détentions préventives sont les suivantes :
- la 1ère pour le double braquage de banque à Velvento, Kozani,
 - la 2ème pour l'affaire des maisons de Bolos et Kallithéa,
 - la 3ème pour les attaques incendiaires et les découvertes lors des perquisitions des flics dans les maisons qu'ils utilisaient alors en cavale,
 - la 4ème pour les trois attaques à la bombe de la CCF avec pour preuve une empreinte sur une bouteille de bière à Chalandri.

[2] En Grèce, la détention préventive est régie par la Constitution qui définit sa durée maximum à 18 mois. Après le fiasco pour l'État qu'a été la libération des membres de Lutte Révolutionnaire à la fin de leur détention préventive et la cavale consécutive de deux d'entre eux, les juges d'instructions ont créé des détentions préventives séparées afin de garder les gens en prison jusqu'à leurs procès.

[3] Anarchiste condamné le 7 février 2014 à 25 ans de prison pour un braquage de banque sur seule preuve de l'ADN.

[4] Anarchiste accusé du braquage du département économique de l'hôpital AHEPA sur la base de l'ADN encore une fois mais relaxé pour manque de preuves.

[5] Membre en cavale de Lutte Révolutionnaire, Nikos Maziotis est accusé par les flics d'avoir commis un braquage de banque sur la base de vidéos de surveillance de la succursale.

[6] Groupe qui a revendiqué plusieurs attaques contre des journalistes.



SOME NOTES ON THE EVICTION OF CAN VIES AND WHAT FOLLOWED

Barcelona - Beginning of July 2014

Lundi 26 mai 2014, les forces policières expulsent le CSOA Can Vies [*Centre social occupé et autogéré*] et démolissent une partie du bâtiment qui se trouvait dans la rue Jocs Florals 40-42 dans le quartier de Sants. Cet espace existait depuis 17 ans et était un point de rencontre et de développement d'activités pour plusieurs collectifs et initiatives. Il faut dire que le Can Vies a toujours été lié à l'indépendantisme catalan, et en particulier à sa tendance non-intégrée aux partis politiques. Dans le quartier de Sants en général, on a vu surgir le paradoxe d'un « anarchisme » tolérant et parfois aussi affiné à la pourriture patriotique. Ce phénomène est aussi surgi dans d'autres réalités géographiques ces dernières années, et il faut s'exprimer clairement et à voix haute contre cela, avant qu'il ne soit trop tard.

Pour mettre l'expulsion un peu en relief, il faut dire qu'elle était annoncée depuis un moment. L'entreprise de Transports Metropolitans de Barcelona (TMB) est propriétaire du bâtiment et voulait se débarrasser des occupants depuis un bel moment. Malgré les différents procès judiciaires auxquels cette maison a survécu, un autre plan urbanistique de plus a servi comme excuse pour démolir cet espace. L'expulsion était annoncée depuis des mois et il y avait eu plusieurs initiatives de soutien.

Pendant l'expulsion, des gens se rassemblent immédiatement pour exprimer leur rage. Tout le matin et l'après-midi, la rue Sants (un important axe commercial à Barcelone) est bloquée et vers 20h commence une manifestation. Le quartier était totalement encer-

clé par la police qui contrôlait les accès et les sorties de la gare de Sants. Là se sont produits des accrochages avec la police, qui a fait preuve de ses abus de pouvoir habituels. Après plusieurs charges, les gens se sont dispersés et dans la foulée, une camionnette de la télé catalane indépendante (TV3) est attaquée. La police envahit alors le quartier et attaque avec ses fourgons le siège d'un journal gauchiste (La Directa) et un magasin coopératif exploité par des gens liés aux mouvements sociaux du quartier.

Le mardi, une autre manifestation le soir se termine en destructions de mobilier urbain et l'incendie du bulldozer qui avait partiellement démolit le Can Vies. Un rassemblement bruyant est convoqué contre le gouverneur du district de Sants, Jordi Martí, qui se voit obliger de changer son agenda, et le lendemain ce sera pareil. Cette nuit-là, les émeutes continuent et s'étendent vers d'autres quartiers et villes de la Catalogne. Le mercredi 28, plusieurs rassemblements dans différents points de la ville vont converger vers Sants à 20h30. Beaucoup de gens rejoignent cette manifestation qui se dirige vers le siège du district de Sants, protégé par les flics. Là recommencent les émeutes : des banques sont attaquées, des barricades sont érigées et les flics sont pris pour cible. Pendant plusieurs heures, il y a eu des charges, des lacrymogènes et des balles en caoutchouc, sous l'œil vigilant de l'hélicoptère policier qui survolait le quartier avec sa phare pointée sur les rues et les maisons de Sants.

Les jours suivants, les émeutes continuent avec des attaques qui se dirigent surtout contre des sièges du

parti politique au pouvoir dans la ville (CIU). A plusieurs endroits de la ville et dans d'autres points de la géographie catalane, il y a des actes vandales, des barricades et des attaques contre des banques. A ce moment-là, il y avait eu déjà plus de 70 arrestations, dont une personne a été placée en prison préventive avec comme seule justification « l'alarme sociale » générée ; celle que les médias, les politiciens et les keufs génèrent. Le prisonnier est maintenant en liberté provisoire. Il y a eu aussi des dizaines de blessés de degrés divers.

Les émeutes suite à l'expulsion n'étaient évidemment pas bien vues par tout le monde dans le quartier et la ville en général. Il y a eu aussi des associations de voisins et des associations sociales qui étaient contraires aux affrontements et se sont avancées comme médiateurs avec la ville pour limiter le conflit. Même si l'assemblée de Can Vies ne s'est pas présentée aux négociations avec la ville et les médiateurs, il faut dire qu'elle est rentrée dans le jeu journalistique en donnant une conférence de presse le 30 mai et en acceptant l'offre de la ville pour détacher des pompiers et des services afin d'aider avec les tâches de rangement et de nettoyage des ruines. Après quatre, cinq jours, les protestations se sont arrêtées et ont laissé la place aux tâches de nettoyage et à la soi-disant reconstruction de l'espace.

Au-delà de la glorification des barricades, du feu et des affrontements avec les forces répressives, nous les anarchistes devons réfléchir un peu sur ce qu'on

appelle le « soutien total et inconditionnel » dans des cas comme celui-ci. Pourquoi ne parle-t-on pas contre, et surtout, pourquoi n'agit-on pas contre les patriotes (de tout poil) ? C'est une question qui pourrait paraître totalement hors du contexte de la ville, mais c'est exactement cela qui faudrait nous mettre en alerte. L'ennemi de notre ennemi n'est pas nécessairement notre ami, et quand il s'agit de situations similaires, là où sous la couverture de « la lutte pour le quartier » ou « la révolte populaire » on accepte tout, les choses deviennent encore plus dangereuses quand il n'y a pas de lignes de démarcations claires qui sont tracées. L'opinion qui prétend qu'il faut tolérer les indépendantistes et qu'il faut se mêler à la foule parce que c'est une conjoncture conflictuelle ne fait que faciliter la castration de notre discours et son assimilation par l'ennemi. Si nous parlons de gentrification, nous parlons en réalité du contrôle sur les territoires. Parmi ceux qui diront que les autorités actuelles au niveau local et national n'ont pas la légitimité de décider sur l'avenir de tel ou tel quartier, il y en a aussi qui croient à la souveraineté nationale, c'est-à-dire au supposé droit ancestral à la propriété de la terre. Le patriotisme peut se présenter aussi avec un visage anticapitaliste, voir même anti-étatiste, mais cela ne le rend pas moins dégueulasse que n'importe quel autre type de nationalisme. C'est à nous, anarchistes apatrides, de dévoiler l'abîme qui nous sépare des nationalistes, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Il faut toujours dormir avec un œil ouvert.



TENSION SOCIALE ET INTERVENTION ANARCHISTE EN SUÈDE

Contribution de UpprorsBladet - juillet 2014

Au grand nord de l'Europe se trouvent les paysages humbles de la Suède, quelque peu désolés, avec un sentiment d'autosatisfaction d'être ainsi. Dans des contextes internationaux, peu de choses semblent être connus à propos de cette région, et encore moins quand ces contextes concernent les activités et projets anarchistes. Nous avons pensé de changer cela en vous dressant le panorama du contexte dans lequel nous avons été socialisés.

Le « nous » dans ce cas, c'est le projet de l'*UpprorsBladet* (Insurrection Journal en suédois), qui a commencé comme journal anarchiste en 2011. Dès le début, le but a été de diffuser des idées insurrectionnelles, ainsi que d'autres influences qui ont forgé notre lutte et nos projets – des idées qui n'ont très peu ou pas d'espace du tout dans le milieu radical plus large en Suède. La publication voulait aussi non seulement rassembler des récits d'attaques conscientes et radicales contre l'existant, mais contribuer à rendre plus présente et dangereuse la tension générale dans la société. Le but a été et est toujours d'être un journal de rue, mais comme les gens autour du projet sont très dispersés sur le territoire, cela reste un défi.

Commençant avec l'image de la Suède comme un endroit calme et innocent, nous pouvons rapidement vous assurer que s'il est vrai qu'une grande partie de la population est pacifiée – terrifiée à l'idée de traverser un feu rouge, même si cela n'est en fait pas illégal –, cette image n'est pas correcte.

Les émeutes de Husby

Au début de l'été de 2013, la Suède se trouvait soudainement à la une des journaux télévisés internatio-

naux, avec des images de voitures en feu et de flics anti-émeute attaqués dans les faubourgs de Stockholm. Les médias se demandaient comment cela a pu arriver dans un coin aussi pacifique du monde – renommé pour sa paix sociale. Des centaines de voitures ont été brûlées, 32 flics ont été blessés et les dégâts ont coûté un million à l'Etat.

Comme dans pleins d'autres cas, le point d'escalade de ces émeutes était quand un gars s'est fait abattre par des flics quand ils tentaient de l'arrêter à sa maison. Mais il a pris quelques jours avant que le meurtre policier devenait feu et pierres, c'étaient des jours de tension extrême, de rumeurs et d'incertitude. La nervosité frappait autant les flics que la population de Husby. Et alors, une nuit, un flic était comme d'habitude en train d'harcéler des jeunes ségrégués et c'était comme s'il n'avait pas la moindre idée du haut niveau de la tension. Il s'est dit d'aller harcéler un groupe de jeunes. On peut l'entendre sur un enregistrement publié de sa communication radio : pleine de confiance, il s'aventure seul dans la situation et quelques minutes plus tard, il s'enfuit la queue entre les jambes appelant des renforts. Entre temps, des gens du quartier appellent le numéro d'urgences pour signaler des incendies à différents endroits, parfois ils appellent aussi à propos du flic. Comme les autorités n'étaient toujours pas sûres de ce qui était en train de se passer, ils décident d'envoyer une petite unité de flics anti-émeute. Au début, cette unité se baladait au hasard, interpellant des jeunes afin de trouver les désordonnés. Elle était particulièrement insultante et violente. Cela a attiré plus de gens et aussi cette unité a dû se casser.

A partir de là, les choses se sont précipitées. Quand les flics rentraient encore dans le quartier, ils le faisaient avec beaucoup de violence contre tout le monde qu'ils

considéraient comme une menace. Cela n'a pas duré longtemps avant qu'ils décident qu'il n'est plus possible d'y entrer à cause du nombre croissant de gens qui les attaquent, et les pompiers, avec des pierres. En même temps, des voitures, de bâtiments et des choses sont incendiés un peu partout.

Les nouvelles à propos de ces émeutes et l'instigation des médias ont assuré la diffusion des émeutes à d'autres faubourgs et même à d'autres villes. Dans certains endroits, les émeutes ont duré quelques jours, à Husby elles ont duré plus d'une semaine.

Il y a plusieurs points qui rendent ces événements intéressants, mais encore davantage de points qui les rendent compliqués. Pour cette raison, nous n'approfondissons pas dans ce texte, mais nous comptons écrire un texte analytique spécifique par rapport à ces émeutes.

Mais ce que nous considérons comme un fait important, c'est que ces événements ont servi pour soutenir une fausse image de la tension sociale en Suède. Depuis des années, il y a des grandes tensions dans plus ou moins tous les quartiers ségrégués de la Suède. Particulièrement à Göteborg, mais aussi dans d'autres grandes villes, il y a eu une continuité d'attaques contre l'existant oppressif. Des voitures, des bâtiments et des poubelles qui crament, des attaques contre les flics et les pompiers, des grands rassemblements de jeunes fébriles se terminant avec des petites émeutes. Cela a été tellement présent et continue que personne à part les politiciens ne pouvait le nier.

Autour de 2009, il y a eu quelques interventions anarchistes et radicales dans cette tension. L'une plus réussie que l'autre, si on définit « réussi » comme le renforcement dans la tension de liens entre des compagnons et d'autres révoltés. L'intervention la moins réussie a eu lieu dans un faubourg à Malmö : il s'agissait d'un « Reclaim The Streets » et c'était un fiasco principalement pour deux raisons. La première raison, c'est que le groupe derrière cette initiative était entré en contact avec un gang qui prétendait être le gang dominant, afin de ne heurter personne. Avec le système de son mobile et de gens qui rejoignaient la fête, des membres d'un gang rival sont débarqués et ont attaqué le véhicule du son. Ensuite les gangs ont commencé à se taper dessus. L'autre raison, c'est que les gens qui ont pris l'initiative n'étaient clairement pas enracinés dans la zone. Trop de ces gens vivaient, socialisaient ou organisaient leur vie quotidien ailleurs. La majorité des gens dans le quartier ne voulaient pas en découdre cette nuit-là, la plupart même pas du tout, et certainement pas pour des raisons que quelqu'un qui ne vit pas là vient leur jeter à la gueule.

La deuxième intervention avait lieu à Fittja, un faubourg de Stockholm. Les compagnons vivaient là, ils avaient des idées claires et une meilleure intuition dans leur rapport avec ce qui les entourait et ils ont rejoints les tensions en tant qu'individus et groupes informels. Comme les flics intensifiaient leurs harcèlements de jeunes, avec des fouilles et des contrôles d'identité dans la rue, une nuit cela a fini avec des gens

qui ont contre-attaqué. Les compagnons ont rejoint le nouvel espace temporairement antiautoritaire pour faire de propositions afin de pousser les choses plus loin. Deux jours après la première contre-attaque, les jets de pierres et les dégâts occasionnels se sont transformés en émeute. La suite était dure, car le prix que les compagnons ont dû payer pour être présents dans les faubourgs, c'était le fait que les flics pouvaient assez facilement les repérer. Huit personnes ont alors été arrêtées dans l'appartement où elles vivaient et plusieurs d'entre elles ont été condamnées à des peines de prison. L'Etat décidait que ces personnes faisaient partie de l'Action Antifasciste et qu'elles étaient les responsables des émeutes, réécrivant l'histoire comme il fait toujours.

Cette tension continuelle, l'arrière-scène de ces deux interventions et de toute bagnole cramée, était mise sur le tapis quand les « émeutes de Husby » sont devenues le sujet d'un tapage médiatique mondial. C'est un cliché, mais ces émeutes n'étaient que le sommet de l'iceberg...

La tension entre les fascistes et les antifascistes

Les tensions entre des groupes fascistes et les groupes antifascistes plus ou moins radicales en Suède sont grandes pour l'instant, et cela depuis le début de l'année dernière. L'augmentation de cette tension n'est pas due à un événement précis, mais à toute une série de faits. Cela a commencé l'automne dernier avec l'« Opération Eskil » avec laquelle l'Etat a ciblé un groupe d'antifascistes organisés dans le groupe communiste Revolutionära Fronten. Entre temps, le groupe nazi le plus militant et actif, le Mouvement de Résistance Suédois, a intensifié ces activités partout dans le pays, allant de collages d'affiches et de distributions de tracts à des attaques physiques contre des gauchistes et des immigrés. En décembre, des compagnons et d'autres gens plus ou moins radicales ont organisé une manifestation contre le racisme dans un faubourg de Stockholm où ce groupe nazi avait été présent. Cette manifestation, consistant de vieilles dames et de jeunes suçant leurs tétines, a été attaquée par quelques douzaines de nazis masqués, armés de couteaux, de bouteilles et de matraques. Après une scène horrible et violente, les nazis sont repoussés. La vague répressive qui suivait, ciblait à nouveau des gens des milieux antifascistes, plutôt que les fascistes (pour donner un exemple, récemment un antifasciste a été condamné à six ans pour tentative de meurtre après avoir donné un coup de couteau à un nazi qui l'attaquait, tandis que les nazis impliqués dans l'attaque n'ont pas eu des peines plus lourdes que huit mois). Quelques mois plus tard, le 8 mars de cette année-ci, un groupe de nazis (qui venait de retourner d'un voyage de « soutien aux troupes » en Ukraine) a envahi le quartier de gauche/branché de Malmö pour attaquer le centre social Glassfabriken. Après, ils ont continué leur chemin vers une fête du 8 mars dans le parc de Folkets. Là, ils ont attaqué un petit groupe de gens qui s'en allait de la fête. Une personne de ce groupe, connu par les nazis des milieux ultra où il était

actif contre l'homophobie et les structures patriarcales, était presque morte, d'autres ont été grièvement blessés.

Ces événements ont généré un soutien massif et des dizaines de milliers de personnes sont descendus dans la rue, de façons différentes, pour marquer leur solidarité. Aucune de ces manifestations n'ont en soi généré quoi que ce soit de potentiel insurrectionnel, mais ont ouvert quelque chose de différent : un intérêt pour des idées radicales et pour agir contre le fascisme.

L'antifascisme est un concept qui ne nous intéresse pas dans nos projets ou nos perspectives. Bien évidemment, le fascisme fait partie des structures oppressives qui nous empêchent d'être des individus libres et joyeux, mais orienter toute notre attention sur le fascisme ne fait que nous mener vers le cul-de-sac démocratique. Par contre, ce qui nous intéresse, c'est la tension que cette dernière année a générée dans ce coin du paysage radical. L'Etat a montré ses sympathies ouverts pour les fascistes plutôt que pour les antifascistes, désenchantant beaucoup de gens dans leurs croyances, les rendant plus en colère, et plus présents dans l'ici et le maintenant. Sans savoir si c'est lié ou pas, mais parallèlement à cette tension croissante, les abonnés à l'UpprorsBladet ont massivement augmenté, tout comme les liens entre UpprorsBladet et d'autres gens et d'autres projets. Cette tension a ouvert une fissure dans laquelle nous comptons être présents avec nous-mêmes et nos idées.

Résistance à l'« Année des Super Elections »

2014 signifie année électorale en Suède. Cette année a été promue par tous les moyens possibles comme « l'année des super élections », les élections où tout va se décider, où les tensions vont être à leur comble, voir exploser. Après bientôt une décennie de mesures d'austérité sous le gouvernement de l'Alliance, les gens ont déjà oublié les conditions misérables qui existaient sous le règne de la social-démocratie. Aussi des partis nazis se sont joints à cette danse spectaculaire. Les tensions dans les zones ségréguées sont toujours là comme une force avec laquelle il faut compter. Tout ce que tu veux, ces élections l'ont !

Ce qui nous a fait choisir de s'intéresser à ces élections plus que juste les cracher à la gueule, c'est tout d'abord le fait qu'une initiative antiautoritaire contre les élections a vu le jour.

Le premier avril, plusieurs attaques ont été menées au nom de « Joker » (comme le joker du jeu de cartes). Cette journée d'action était appelée « Hors Service » et les actions/attaques ont été menées à beaucoup d'endroits [jets de peinture, bris de vitres, slogans,...]. La campagne s'est présentée comme le Mouvement 365 et toute action est menée par des groupes ou des personnes anonymes, pour ensuite être « revendiquée » par le Joker. Les cibles des actions ont été et continuent d'être la machinerie électorale, l'Etat et le spectacle politique, mais il y en a eu aussi contre la Coupe du Monde au Brésil.

En dehors de l'ambiance action-Joker qui revendique, il y a eu aussi des destructions anonymes et non-revendiquées de matériel électoral, ce que nous trouvons important à mentionner, peu importe leur ampleur.

En voyant d'autres qui se saisissent de la tension déjà existante pour l'impulser contre les autorités et contre le spectacle électoral, cela nous a inspiré à s'y joindre. Nous avons perçu aussi un espace à l'intérieur de cette initiative qui n'était pas utilisé : l'espace d'une critique anarchiste individualiste des élections et de la démocratie. Une espace à remplir avec notre journal et avec d'autres formes de « notre » propagande. Nous avons aussi constaté le manque de débat autour de s'organiser informellement, la « revendication » et d'autres sujets liés, un débat qui est beaucoup plus présent à un niveau international. Nous avons donc traduit en partie ce débat comme contribution à ce contexte de lutte.

En écrivant ces lignes, notre numéro contre les élections est prêt pour la presse, la construction d'une atmosphère de débat dans la résistance aux élections et dans le mouvement anarchiste plus large va en avant et nous voyons pour le moment un grand potentiel dans le contexte suédois. Si ne pas en termes d'attaques, le succès de cette année de recherche de tension sera mesuré aux nouveaux espaces qui ont été ouvert pour nos idées et pour rencontrer d'autres compagnons en lutte, quelque chose qui sinon ne se serait jamais passée.

Des salutations d'un contexte rempli de tension, réellement existant,

/UpprorsBladet/



A PROPOS DES ARRESTATIONS DE TROIS ANARCHISTES AU MEXIQUE

Une lettre d'Amélie - Mexique - février 2014

Le soir du 5 janvier dernier, j'ai été arrêtée avec mes compagnes Fallon et Carlos pour avoir supposément attaqué le Secrétariat Fédéral des Communications et Transports de Mexico, ainsi qu'un concessionnaire de voitures Nissan. Des vitres ont été brisées et des cocktails molotov ont été projetés à l'intérieur du ministère, (selon ce que les preuves disent) et dans les voitures neuves du concessionnaire. Les dommages se sont élevés à plus de 70 000 pesos au ministère et de plus de 100 000 pesos au Nissan.

Effectivement, je suis anarchiste et je vis à Montréal, au Canada. J'étais de passage au Mexique, et voilà que mon voyage se prolonge de quelques temps.

Après avoir été arrêtés, on nous a enfermés pendant 96 heures, pour ensuite nous transférer au Centre Fédéral des Arraigo- sans même avoir vu un juge. Nous y avons été séquestrés pendant 40 jours. En cellule, 23 heures sur 24, une cigarette par jour, fumée en 10 minutes ; 3 repas par jour, mais avec seulement 10 minutes pour manger à chaque fois, sans parler ; pas le droit d'avoir de crayon ; 9 minutes de téléphone par jour... Bref, c'était l'attente, et il ne se passait rien d'autre que la télé ouverte, du matin au soir, avec les « télé-novelas » mexicaines qui passaient. Une chance que nos ami.e.s nous aient envoyé des livres ! Merci, je ne sais pas comment j'aurais survécu sinon.

Le jour 40, le Procureur Général de la République (PGR- police fédérale) transfère nos dossiers à la PGJ (police d'Etat) parce qu'ils n'ont pas de preuves pour nous ac-

cuser au fédéral. Ainsi, depuis le 17 février, Fallon et moi sommes à la prison de « Santa Martha », prison d'Etat pour femmes à Mexico City, où nous avons été transférées et Carlos se trouve à « Oriente », une prison d'Etat pour hommes à 20 minutes de nous. Ici, c'est une micro-société entourée de béton et de barbelés, mais où on peut faire ce qu'on veut à l'intérieur des murs.

Au moment où j'écris ce texte, il est 7h30 du matin. Je suis dans la cour et je regarde le soleil se lever derrière la tour de garde qui occupe le paysage. En vrai, je me sens presque dans une cour de HLM quand je regarde le bâtiment avec les vêtements qui pendent aux fenêtres sans barreaux. Y'a plein de pigeons, de poubelles, de gazon jauni et de barbelés. Y'a aussi plein de gens avec leurs histoires.

La prison, comme la police, est un fait nécessaire au maintien de la paix sociale. C'est la domination et le contrôle qui permettent à ce monde dégueulasse de persister. La prison signifie peur, inconnu, honte, solitude, isolement. La société c'est le dressage des individus en bons citoyens. Ainsi, ma force en tant qu'individue prend racine dans le refus que la peur soit une limite dans ma vie. Bien sûr que j'ai peur, comme tout le monde, de plein de choses, mais mes désirs de liberté sont plus forts. La peur est souvent construite et se déconstruit quand on y fait face. Ce qui importe, c'est de voir plus loin, de dépasser les cadres, les frontières, au delà des murs, des montagnes, des fleuves et des océans.

Je suis ici pour je ne sais combien de temps, mais je ne m'apitoie pas sur mon sort. J'ai confiance que dehors,

la lutte continue et les gens se rencontrent, s'aiment, se détestent, vivent, osti. En fait, je ne me sens pas à l'aise que des gens focussent sur notre cas sans engager leurs propres luttes dans leurs contextes. Je pense que la meilleure solidarité se construit dans le partage des forces individuelles et collectives. Le pire pour moi serait que rien ne se passe dehors, alors que nous sommes séquestrées ici, mais je sais que mes ami.e.s continuent, malgré les difficultés auxquelles nous devons faire face. Ma réalité d'anarchiste en prison n'est qu'un fait parmi d'autres avec lequel nous devons nous adapter. Le plus difficile est souvent de maintenir et protéger les liens de confiance entre compagne.on.s avec qui nous partageons des affinités pour pouvoir penser dans le long terme. Lorsque c'est possible, cela fait émerger des possibilités inimaginables.

En ce sens, mes idées et analyses restent les mêmes qu'en dehors. C'est pourquoi je n'ai pas envie de changer mon discours pour recevoir l'appui des gens. J'apprécie énormément les efforts de solidarité qui ont été faits jusqu'à maintenant, par contre, je me distancie de certaines initiatives qui ont été prises en solidarité avec nous, à Montréal : lors de la vigile qui eut lieu devant le consulat mexicain, le discours exposé dénonçait la torture et le non-respect des droits humains pratiqués par l'État mexicain. L'ONU a été mentionnée avec un ton réformiste et progressiste. Honnêtement, j'apprécie que plusieurs personnes se préoccupent de notre cas, seulement je refuse d'utiliser ces discours réformistes illusoire. Pour moi, l'injuste, la torture et le non-respect des droits humains font partie intégralement du monde tel qu'il est. Les droits sont régulés par l'État et sont suspendus à tout moment dès que besoin se fait sentir. De plus, cela favorise l'idéologie de la démocratie (des droits pour des citoyens), la plus grande des illusions qui soit. Et surtout, appuyer nos idées en faisant référence à des instances du pouvoir telle l'ONU ne peut construire une lutte anti-autoritaire forte. Ce n'est pas en tentant d'influencer l'opinion publique avec des discours réformistes que l'on pourra construire les bases solides d'une lutte irrécupérable.

Je dois dire aussi que je n'ai honnêtement rien à faire des syndicats étudiants et de travailleurs, et cela même dans l'idée du « syndicalisme de combat » très à la mode chez moi, à Montréal. Ces organisations sont formelles et bureaucratiques. Elles reproduisent la « démocratie directe ». Ce sont ces mêmes structures que je veux détruire, qui imposent une distance entre les individus, dans le rapport des individus au monde et au vivant. La formalité, la bureaucratie, la loi, et l'institutionnalisation transforment les liens entre les personnes. Ils figent les possibilités de transformation constante, exactement comme le font les partis politiques. Ils tentent d'organiser et de diriger « la masse informe ».

Ainsi, il y a une contradiction évidente : nous avons été appuyées par des associations étudiantes au Québec. Pour ma part, je n'ai aucun problème avec le fait d'accepter cet argent qui nous aidera sans doute à sortir de prison. Mais je dois dire que selon moi, ces organisa-

tions n'ont rien de révolutionnaire. Elles sont pourries à la base. Elles sont fondées sur des structures d'organisation maoïste et sont entièrement formelles, avec leur code de procédure de politiciens. Ce langage est incompréhensible. Des orateurs charismatiques manipulent les votes des masses en exprimant ce que la majorité veut entendre plutôt qu'en parlant avec le cœur. Des foules de 100 000 personnes marchent comme des zombies, chantent et répètent les mêmes slogans réformistes et retournent ensuite chez elles, dans leurs quotidiens.

Dans la situation dans laquelle je me trouve, en attente de ma sentence ou de ma libération, exprimer ouvertement que je suis anarchiste peut me mettre dans la précarité. J'ai choisi de le faire, de toute façon. Plusieurs fois, j'ai ressenti le besoin de communiquer avec d'autres anarchistes ayant vécu des situations semblables. Confronté.e.s à la répression de l'État, il y a plusieurs façons de réagir. Je pense qu'utiliser un discours modéré procure des privilèges tels que sortir de prison plus rapidement, obtenir du financement ou se faire accepter socialement. Mais je pense qu'aussi longtemps que les discours et les actes seront modérés, il sera difficile de propager des pratiques insurrectionnelles et anti-autoritaires. C'est pourquoi il est important de communiquer mes idées ouvertement et en connaissance de cause.

Je ne sais pas combien de temps je serai enfermée ici, mais une chose est certaine : ce ne sera pas pour toute la vie. J'ai la chance d'avoir des ami.e.s et des compagne.on.s de luttes géniaux, et je ne me sens pas seule. La force et le courage se trouvent d'abord en soi. Il y a un univers de possibles, ici comme ailleurs. Toutes formes de domination sont à combattre, autant celle qui crée les structures et les institutions que celles qui s'immiscent dans nos relations. Il n'existe pas de paradis ni de monde parfait. La liberté c'est le mouvement et le conflit permanent, en confrontation avec le monde des images, des symboles et des apparences. La liberté, c'est la destruction des structures de domination sur nos vies. Au Mexique, à Montréal, en France, à Vancouver, aux États-Unis, en Espagne, en Grèce, au Chili, en Égypte, en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, je salue mes ami.e.s et compagne.on.s de lutte. Pour la liberté totale, je souhaite que des liens se forgent dans la lutte.

En solidarité avec Carlos « Chivo » et Fallon.
Avec Amour, à bas les murs de toutes les prisons.

Amélie

23 février 2014, prison de Santa Martha, México, DF

* Le 16 juin, la dernière audience contre Amélie, Fallon et Carlos, accusées de destruction et d'attaque contre la paix social (les compagnons ne sont donc plus accusés de terrorisme), a eu lieu. Les avocats et juges doivent maintenant déposer leurs conclusions devant le tribunal local. En ce qui concerne le procès au niveau fédéral, la prochaine audience sera le 25 juin.



MEXIQUE : FACE À FACE AVEC L'ENNEMI

Une lettre de Mario López « Tripa » - 27 mars 2014

Vous attendez la Révolution ! Soit ! La mienne est commencée depuis longtemps ! Quand vous serez prêts – Dieu quelle longue attente ! – je n'éprouverai pas de dégoût à parcourir un bout de chemin avec vous !

Mais quand vous vous arrêterez je continuerai ma marche folle et triomphale vers la grande et sublime conquête du Néant !

Chaque Société que vous construirez aura ses marges et aux marges de chaque Société rôderont les vagabonds héroïques et bohèmes, des pensées vierges et sauvages qui ne savent vivre qu'en préparant toujours de nouvelles et formidables explosions rebelles !

Et je serai parmi eux !

– Renzo Novatore,

Mon Individualisme iconoclaste (1920).

Compagnons, cela fait beaucoup de temps que je n'avais rien communiqué publiquement, mis à part quelques notes écrites à des compagnons concernant le déroulement du procès contre moi pour le délit d'attaques à la paix publique ; cette fois, je ne communique pas pour vous raconter quoi que ce soit sur ce procès ou sur du baratin juridique, qui en ce moment même ne m'intéressent pas, et m'ont peu importé dans la réalité. J'écris cette fois pour me défendre – une nouvelle fois – et me positionner par rapport à ce qui se passe au Mexique, par rapport à l'actuel coup répressif qu'articule et commence à donner l'État mexicain, bien appris, c'est certain, de ses acolytes flicards de merde italiens et chiliens ; car dans le fond ce n'est rien d'autre qu'une reproduction pittoresque de mon-

tages du type Marini ou *Caso Bombas*, mais *made in Mexico* ; un montage qui ne peut être vu que comme une réponse immédiate de l'État devant la pression qu'ont exercée ces dernières années des groupes et individualités anarchistes [1] et libertaires – de jour et de nuit, publiquement ou pas –, devant la dangerosité de ces idées pour la paix sociale, et il ne devrait pas être interprété dans un sens médiateur qui fasse de nous les victimes d'un système contre lequel nous avons décidé de lutter, par tout moyen que ce soit et sous n'importe quel modèle organisationnel. Un montage qui a des leaders visibles, une structure organisationnelle hiérarchique et une structure de type délinquance organisée à visée terroriste dans laquelle figure même une équipe juridique qui s'occupe de nous faire sortir quand on nous met en prison ; une structure qui se rapproche davantage de n'importe quel groupe lié au narcotrafic, guérillero, ou à une organisation marxiste de n'importe quelle idéologie (léniniste, maoïste, fashion, stalinienne, etc.) qu'à l'idée que beaucoup d'anarchistes se font de l'organisation (organisation pour tout type d'affaire, publique ou pas, et plus encore lorsque l'on parle d'organisation informelle). Un montage dans lequel figurent comme principaux promoteurs de l'action anarchistes des compagnons d'autres pays venus au Mexique pour différentes raisons et qui selon les bâtards du bureau du Procureur général de la République seraient la source de financements de la lutte ; un montage dans lequel ils ne souhaitent pas simplement frapper un courant anarchiste en particulier mais divers courants de l'anarchisme local ; et enfin un montage policier dans la construction duquel les médias de communication

de l'État/Capital jouent un rôle important. Mais bon, ce que l'État/Capital peut faire ou penser n'est plus mon affaire, principalement parce que je ne pense pas comme le pouvoir, et c'est parce que, précisément, je ne suis pas une personne de pouvoir et d'autorité que mon esprit ne peut penser d'une manière autoritaire, et que je préfère ne pas perdre de temps à me préoccuper de comment et de ce à quoi pense l'ennemi, ou à corriger l'image qu'il a de nous dans le but d'obtenir de plus faibles condamnations ou moins de chefs d'accusations. Tout ce qui figure dans cette lettre est adressé aux compagnons de luttes, compagnons libertaires et proches de l'anarchisme.

Bon, comme on le sait, j'ai été arrêté de nouveau le lundi 20 janvier, juste au moment où je sortais de chez le juge de paix, sur l'avenue James Sullivan de Mexico, où je devais me présenter chaque lundi pour signer, comme requis dans le cadre de la libération sous caution. Au moment où je sortais, un homme m'a ordonné de m'arrêter. Comme il n'était pas sûr de lui, il m'a demandé si j'étais bien telle personne, et m'a dit qu'il devait m'emmener, pour un ordre de présentation qu'il avait contre moi... je raconterai plus tard l'histoire complète, avec plus de calme, car elle me paraît intéressante, surtout sur le plan de la manière d'agir de ces bâtards du bureau du Procureur général.

Au final, alors que je me trouvais à l'agence Camarones du bureau du Procureur général, et après plusieurs heures durant lesquelles ils m'ont ennuyé, posé et reposé des questions, fanfaronnant et voulant être d'aimables interrogateurs, le chef de la Police du Ministère Fédéral, un certain commandant Silva, m'a informé du fait qu'ils avaient contre moi un ordre de présentation devant le Ministère Public Fédéral comme supposé témoin, et un ordre d'arrestation pour le délit de fabrication d'explosifs sans autorisation, dérivé du viol de la loi sur les armes à feu et explosifs à l'usage exclusif de l'armée (ordre expédié par une juge du sixième tribunal de district en novembre 2013) ; et qu'ils m'emmèneraient par ailleurs au *Reclusorio Oriente* pour exécution de l'ordre. Quand mon avocat (particulier) est arrivé, ils m'ont présenté la bonne sœur – je devrais la qualifier de sorcière, mais les sorcières ont tout mon respect – de la Police du Ministère Public ; elle m'a informé qu'elle m'avait fait emmener car je suis nommé dans l'enquête fédérale pour terrorisme et délinquance organisée dans l'affaire des compagnes du Canada et de Carlos Chivo ; elle nous a montré le dossier et la partie dans laquelle je suis mêlé directement à l'affaire, et dans laquelle on essaye de me lier au compagnon anarchiste d'affinité insurrectionnaliste Carlos « el Chivo », et c'est à cet endroit et à ce moment-là que nous avons pu nous rendre compte de la manière dont ils structurent leur montage ; et à la fin de la séance, elle a pris un lecteur mp3 qui faisait partie de mes objets personnels, deux clés USB ainsi qu'un câble pour charger le lecteur mp3, la brochure

de *La tension anarchiste* de AM Bonanno, la brochure *Le Projet anarchiste à l'époque post-industrielle* du compagnon Costantino C. (dommage car elle était bien jolie), et la brochure de *La prison et son monde* de Massimo Passamani (je les mentionne car les fonctionnaires et la responsable du Ministère Public ont fait comme s'ils avaient beaucoup d'émotion au vu de ce que j'avais dans mon sac), avec quelques autres papiers de moindre importance. Ils m'ont embêté encore un peu et, plus tard, m'ont transféré au *Reclusorio Oriente* et présenté au juge qui me demandait. Le jour suivant sont arrivées les avocates du GASPA [*Grupo de Abogadas en Solidaridad con los Presos Anarquistas*], et elles ont argumenté sur l'invalidité des accusations, puisque fondées sur des preuves qui n'ont pas encore été certifiées, du fait qu'elles ont été reprises de mon autre procès pour attaque à la paix publique, dont je n'ai pas encore obtenu condamnation, et que pour cette raison les preuves n'ont pas encore de validité ; la juge avait donc deux options : me libérer après 6 jours sur demande de l'avocate au moment de l'extension du terme constitutionnel, ou établir une caution très peu élevée (en comparaison avec la précédente et avec celles qu'ont eu d'autres compagnons). Et à la question de l'avocate sur ce que je souhaitais faire, j'ai choisi librement de payer la caution, non parce que je veux donner plus de fric à l'État (et je suis d'accord avec la critique qui nous a été faite au moment de l'affaire de l'ambassade chilienne) ou par peur, mais parce que, librement et sans que personne me le conseille, j'avais pris la décision qu'une fois un pied dehors je serais en cavale. Tout était parfaitement clair, le harcèlement et la répression contre moi menés par l'État par le biais du bureau du Procureur général de la République.

Maintenant, je décide de mon propre chef de revendiquer ma rupture juridique (ou antijuridiciarisme anarchiste, comme on la connaît plus communément), qui est mon refus de continuer dans leur cirque juridique (et de cette façon, même si elle est minime, de collaborer) contre moi et mes compagnons car, à partir de mon individualité, c'est l'option que je trouve la plus en adéquation avec mon discours, mes idées, et ma manière de concevoir la vie, qui est l'anarchie. Il n'y a rien d'autre ; nous savons maintenant qu'ils ont braqué sur moi les ordres de recherche et d'arrestation pour m'être soustrait à la justice (ou m'être échappé) dans le procès pour : attaques à la paix publique (juridiction locale), fabrication d'explosifs (juridiction fédérale), l'enquête fédérale contre moi pour terrorisme et délinquance organisée, et, en passant, l'accusation d'outrage à l'autorité pour l'affaire de l'ambassade chilienne de l'an dernier. Dangereux, non ? Dangereuses sont les pratiques et les idées !

Ceci est une autre phase de la lutte que depuis un certain temps j'ai décidé de mener ; il s'agit d'une autre phase, ce qui est souvent commun dans la vie de l'indi-

vidu qui décide de prendre un chemin d'insurrection et de conflit permanent –intérieur et extérieur–, contre le pouvoir, de qui ne se rabaisse pas et reste en lutte, en usant de tous les moyens, pour la destruction de l'État/Capital ; ceci est une autre phase qui ne signifie pas pour moi la clandestinité (je suis d'ailleurs très critique sur la position de clandestinité comme forme de « lutte » lorsqu'elle est auto-assumée ou volontaire), mais une mesure imposée par l'ennemi et qui trace les lignes et définit de nouvelles conditions pour mener la lutte anarchiste.

Pour profiter de l'espace et être bref, je souhaite rendre public le harcèlement que la police avait mené contre moi [2] (comme la fois où le Secrétariat de la Sécurité Publique et la Police judiciaire m'ont arrêté et libéré après 10 minutes, ceci dans un parc de Mexico alors que nous tenions une réunion publique pour voir quelle était la situation des compagnons prisonniers ; ou les visites de la PGR là où ils supposaient que je vivais, qui était en fait la maison de ma compagne sentimentale, les filatures indiscrettes et régulières, la violation de domicile de ma compagne où ils ont pété entièrement la porte etc.) ainsi que les filatures et le harcèlement de ma compagne et de sa petite fille dont il n'y aurait d'autre responsable que l'État/Capital s'il leur arrivait quelque chose ; et je le dis sans exiger de protection institutionnelle, et sans jouer les victimes, mais plutôt pour exposer la situation qu'elles vivent, elles aussi. Je profite également de cet espace pour envoyer une salutation à tous ceux et toutes celles qui, sans me faire face, ont passé une partie de leur temps à dire que moi et d'autres compagnons collaborions avec la police pour sortir de prison (au moment de l'affaire de l'ambassade chilienne, plus concrètement), ou bien que moi et d'autres compagnons, étions, tout simplement, des policiers... le temps et les fruits de la lutte à court, moyen et long terme, donneront raison à qui ils doivent la donner... Je (nous) reste en lutte... Et vous ?

C'est tout pour le moment, je dis au revoir et envoie une forte accolade à tous et à toutes. Une accolade, en particulier, à ma mère, car je ne lui ai même pas dit au revoir, et à laquelle ils ont aussi fait du tort, mais qui comme ma compagne résiste sans se plaindre.

« Il y a d'un côté l'existant, avec ses coutumes et ses certitudes. Et de certitudes, ce venin social, on meurt. De l'autre côté, il y a l'insurrection, l'inconnu qui fait irruption dans la vie de tous. Le début possible d'une pratique exagérée de la liberté. »

Soutien total aux compagnons anarchistes prisonniers ! Une salutation fraternelle à Felicity R., Nikos Mazeotis, Pola, et au petit Lambros Victor. Solidarité avec les compagnons anarchistes, antiautoritaires et libertaires en fuite. Solidarité et soutien total aux compagnons sur lesquels on enquête au Mexique dans l'af-

faire de terrorisme et de délinquance organisée. Solidarité avec Amélie, Carlos et Fallon.

**Ni vaincus ni repentants !
Face à face avec l'ennemi ! Ils ne pourront pas nous arrêter !
Je ne me rends pas, nous ne nous rendons pas !
Vivre l'anarchie !**

En lutte contre l'État,
Mario Antonio López Hdz. Tripa
Planète Terre, le 3 février 2014

Notes

[1] Je ne fais cette référence qu'en raison de ce qui se passe actuellement, à aucun moment je ne tente de faire utilisation de la rhétorique maoïste selon laquelle la validité de notre lutte ou de nos actions serait fonction de la réponse de l'ennemi, ce qui reviendrait au même que mesurer notre supposée dangerosité au degré de dangerosité que nous attribue l'ennemi, qui est l'État, limitant ainsi l'action et la théorie anarchistes à l'existence de l'ennemi. La lutte contre l'État/Capital est une partie importante de l'anarchie telle que nous la concevons. Je ne sais pas comment des compagnons en arrivent ou en sont arrivés à utiliser cette phrase, qui figure en plus dans le film commercial sur la RAF allemande.

[2] Je raconte ceci pour étendre la vision de la répression, sans désir de faire une comparaison qui minimiserait ce qui a été dit à d'autres compagnons, ce qu'on s'est arrangé pour qu'ils fassent, ou le harcèlement contre l'anarchisme en général dans la région Centre du Mexique. Ceci verra le jour en fonction de ce qui se passe.



APRÈS L'EXPULSION DE LA GRIETA ET DE LOS LIBROS DE LA ESQUINA (ARGENTINE)

Buenos Aires, Argentine - 27 Avril 2014

[Après 11 années d'occupation, et suite à un ordre judiciaire datant d'avril 2012, l'espace qui abritait deux projets anarchistes à Buenos Aires, La Grieta et Los Libros de la Esquina, a été expulsé le 9 avril 2014 au matin. Comme geste de solidarité, le consulat argentin a reçu des molotovs deux jours plus tard de l'autre côté du fleuve Rio de Plata, à Montevideo. A présent, voilà un texte des compagnons, qui reviennent à la fois sur leur projet et sur la résistance à cette expulsion et les calomnies qu'ils ont entendu à l'occasion.]

Le mercredi 9 avril, entre 8 et 9h du matin, a eu lieu l'expulsion de la maison que nous occupions : *La Grieta* et la bibliothèque "*Los Libros de la Esquina*" ont cessé d'exister.

Cet espace était habité depuis plus de 11 ans. Son histoire et ses caractéristiques en ont fait un endroit de confluence de différentes dynamiques et d'initiatives diverses. La partie du haut a toujours été un lieu d'habitation pour de nombreux compagnons et compagnones, squatteurs et punks du monde entier. En bas, se sont poursuivis des projets initiés dans d'autres squats, comme ce fut le cas de la bibliothèque "*Los Libros de la Esquina*".

Aussi bien *La Grieta* comme lieu d'habitation que la bibliothèque en tant qu'espace social ont expérimenté à leur manière un autre mode de vie. D'autres formes de relations en dehors des conventions sociales, de la

logique capitaliste et de la consommation. Créant un moment de rupture avec le système, par la propagande et l'action, avec des idées et des pratiques concrètes. Pour étendre l'autonomie et propager une critique (et une attitude) anti-étatique et anticapitaliste. Nous voulons ici éclaircir quelques points quant aux mensonges des médias et aux commentaires des voisins (de ceux qui ont parlé, de manière plus ou moins bien intentionnée) :

La bibliothèque n'a jamais été le siège d'aucun parti de gauche, ni sponsorisée par personne. Nous n'avons jamais voulu légaliser l'espace, ni demander aucune sorte de subvention. Nous sommes contre la domination sous toutes ses formes. Jusqu'au dernier jour, elle a été maintenue grâce aux personnes se reconnaissant dans le projet ou sympathisant avec le lieu qui a toujours fonctionné de manière autonome et autogérée. Et oui nous pouvons dire que c'était un prétexte. Mais pas un prétexte pour rester dans une maison occupée « sans payer d'impôts » et justifier notre existence, comme l'ont affirmé quelques réactionnaires du quartier (enthousiasmés par l'idée de la sécurité, par le projet *Cinturón Sur* et une nouvelle Av. Patricios, libérée des déchets et des immigrés, cette même sorte de gens en faveur de la peine de mort et des lynchages). Nous disions donc que c'était un prétexte. Un prétexte pour nous rencontrer. Nos portes ont toujours été ouvertes à qui souhaitait participer. Les activités et ateliers invitant à se rapprocher n'ont pas manqué. Nous n'avons jamais été des bibliothécaires officiels et

n'avons jamais voulu l'être. Avec nos réussites et nos erreurs, nous avons toujours projeté clairement nos idées, ce qui en a rapproché et éloigné plus d'un. Nous ne voulons rien de l'Etat et ce que nous voudrions, nous pensons le lui arracher. Il nous faut aussi ajouter que notre lutte dépasse les murs d'une bibliothèque et que nous essayons de la mener dans tous les aspects de notre vie. Par ailleurs, nous souhaitons préciser que des semaines avant l'expulsion tout le matériel de lecture et d'archive de la bibliothèque a été enlevé et mis en lieu sûr. D'autres choses ont été données à des espaces et des personnes. Ce que nous n'avons pas pu ou pas voulu garder a servi à alimenter le feu qui a coupé la rue. Nous avons préféré que cela termine ainsi plutôt que cela pourrisse dans les dépôts où la justice place ce qu'elle prend au cours des expulsions.

Ce qui s'est passé au matin du 9 avril, et que la presse a déformé, a servi à rompre la paix sociale qui règne dans la ville, en compliquant la tâche de l'officier de justice chargé d'exécuter l'expulsion. Nous avons décidé d'opposer une résistance, tout en assumant le fait d'abandonner le lieu, en coupant la rue avec des barricades en feu et en attaquant la police. Nous voulons démontrer que l'on peut et que l'on doit résister. Que la violence que l'Etat exerce au quotidien contre nous doit lui revenir dans la gueule. Et affirmer précisément que la violence ce n'est pas une barricade, mais les expulsions qui jettent à la rue des milliers de familles, l'assassinat chaque année de centaines de jeunes aux

mains de la police et l'enfermement de tant d'autres dans les prisons et les commissariats ; la routine du travail salarié, de la consommation et du contrôle social. Voilà la violence, celle de l'Etat et du Capital : la nôtre est un acte de dignité. Nous avons tenté de résister à l'expulsion de cet espace en soutenant les idées qui nous ont amené à poursuivre ce projet durant tout ce temps et qui ne nous permettaient pas de partir sans au moins entraver l'exécution du sale boulot, avec les moyens à notre portée, manifestant ainsi l'existence d'autres postures que celles du discours légal et démocratique qui présente la réalité sous le seul angle de la Raison d'Etat (et par conséquent celle du système).

Nous sommes heureux de continuer à nous retrouver avec les compagnon-nes et avec toutes celles et ceux qui croient en la liberté. La satisfaction de lutter côte à côte dans un même combat dépasse toute nostalgie relative à la perte d'une maison qui tombait en ruine. Nous avons abandonné le lieu de la manière que nous avons choisie et nous nous sommes sentis accompagnés dans cette décision. Cela nous donne un élan de motivation redoublée. Cette expérience de tant d'années nous a appris et nous a fait grandir. Pour paraphraser les misérables vermiseaux péronistes au pouvoir et toute leur lignée de démagogues, nous nous plaisons à dire en forme de blague que c'est notre décennie victorieuse. Nous restons debout.



L'INQUISITION DÉMOCRATIQUE : L'AFFAIRE SECURITY

Appel collectif à la solidarité - Chili - février 2014

« Parce qu'aucune peine ne sera éternelle, parce qu'aucune prison ne sera toujours de "haute sécurité." »

Claudia Lopez

« S'ils m'attaquent, ils trouveront à qui parler : ils gagneront la croix ou bien ils ne jouiront pas de leur retraite. Tant pis pour eux après tout. Ça coûte cher parfois de défendre les riches. »

Alexandre Marius Jacob

Le 18 octobre 2007, un braquage est perpétré contre la banque Security en plein centre de Santiago. Les carabiniers établissent un périmètre autour de la succursale afin de piéger les braqueurs. Ainsi, lors de l'interception d'une moto, se produit un affrontement armé et le carabinier Luis Moyano meurt sur place. Un autre policier est blessé.

Le centre-ville de Santiago est en plein chaos et la chasse à l'homme prend la couleur de la vengeance. Le Département des Renseignements des Carabiniers fait une rapide évaluation de l'organisation tactique du braquage, la caractérisation des participants, le type d'armement et la retraite. Analyses rapides, conclusion rapide et voilà la sentence : les auteurs sont des ex-membres d'un groupe subversif.

A l'aide d'une puissante campagne médiatique, l'affaire se diffuse rapidement. Tant la veuve que les fils du flic Moyano font des déclarations dans la presse. Le personnage du carabinier reçoit les honneurs officiels et des menaces à peine voilées contre les participants du braquage prolifèrent.

Moins d'un mois plus tard, un suspect est arrêté. Trois jours après l'arrestation, le suspect donne les noms et les photos des membres supposés du groupe. Ce témoignage, construit à partir des, pour et par les treillis du pouvoir, est béni d'une validité totale et se transforme en preuve irréfutable devant la société.

Les photos de Freddy Fuentevilla, Juan Aliste, Marcelo Villaroel et Carlos Gutiérrez Quiduleo sont publiées et commentées par la presse qui parle d'expertises biométriques et d'analyses criminologiques de haut niveau.

La police publie un numéro de téléphone pour donner des renseignements et appelle la population à signaler tout mouvement ou apparition de ceux qui sont déjà déclarés coupables. Par la voie de la presse, elle prolifère des menaces et le message entre les lignes est clair : la police les veut morts.

Arrivent les perquisitions au domicile des camarades, des proches et des compagnes. Mais il n'y a aucune trace d'eux. Le cercle policier s'étend, mais ils ne réussissent pas à les coincer. La consigne lancée par le pouvoir reste : les camarades ne survivront pas si on tombe sur eux.

Les mandats d'arrêt : pour qui ?

« Nous avons choisi le poids de nos choix et nous n'avons nullement intention d'atténuer nos décisions. »

Conspiration des Cellules de Feu

La liste de noms et de photos présentés par les porte-

paroles du pouvoir comme les participants au braquage de la banque tente de renforcer la figure du « délinquant ex-subversif » : éliminer toute motivation de lutte, les isoler politiquement des milieux de combat et les situer dans la marge et sans aucune continuité historique.

Mais les camarades n'ont pas seulement un passé de lutte, mais aussi un présent de lutte et certainement aussi un avenir de lutte. Les quatre qui sont pointés comme des participants au braquage sont des rebelles actifs qui ont continué le combat et l'affrontement pendant la transition démocratique, sans faire de distinction entre le changement de vêtements – d'uniformes en costards onéreux – de l'autorité et de l'administration de l'Etat/la prison/le Capital.

Chaque camarade se situe avec ses particularités et ses subjectivités dans un pan de la lutte, articulant ainsi des réalités différentes. Ils se définissent ainsi eux-mêmes :

FREDDY FUENTEVILLA : ex-militant du MIR, autonome anticapitaliste actif.

CARLOS GUTIÉRREZ QUIDULEO : ex-militant de Lautaro (MJL), Weichafe actif

JUAN ALISTE : ex-Lautaro (MJL), subversif anticapitaliste actif

MARCEL VILLAROEL : ex-Lautaro (MJL), subversif autonome et libertaire.

Présents dans mille instants, les camarades assument la clandestinité face aux menaces de mort diffusées par le pouvoir et à la chasse que les forces de sécurité ont lancé, orchestrant un scénario parfait pour leur élimination physique et pour légitimer l'extermination des révolutionnaires.

Freddy et Marcelo sont arrêtés en Argentine le 15 mars 2008. Ils passent en procès et seront condamnés pour port d'arme à feu. Incarcérés, ils sont soumis à des régimes de punition et d'isolement avec des longues périodes d'enfermement en cellule. Ils se sont tabassés quotidiennement pour chaque centimètre qui les rapprocherait de la folie de vivre sans lumière naturelle ni artificielle, sans préau, ... Cet isolement dans l'isolement pour des raisons de sécurité continue ensuite lorsqu'ils sont extradés au Chili : ils y subiront le régime de Sécurité Maximale, camouflé derrière ce qui est généralement connu comme la prison de Haute Sécurité.

L'extradition arrive au moment où les camarades avaient purgé la moitié de leur peine. Le 9 juillet 2010, Juan est également arrêté en Argentine. Il est immédiatement expulsé, amené sur un plateau à la Justice chilienne.

Carlos réussit à rester en cavale jusqu'à sa détention le 28 novembre 2013 en territoire mapuche.

Chacun de ces camarades reste ferme dans leurs choix de vie, dans leurs décisions de combat renforcées au cours des années marquées par d'innombrables expériences de la dureté et de la répression, mais aussi de la joie et de l'amour dans la révolte. Rejeter les valeurs du pouvoir et la monotonie servile n'est pas une décision passagère ou momentanée, mais une continuité inébranlable.

Les labyrinthes judiciaires de l'annihilation bureaucratique

« Ma détention révèle leurs craintes du fantôme de la résistance. Ma détention résulte de la volonté d'anéantir toute trace d'une alternative radicale aux habitudes rituelles des pétitions et des manifs-promenades, au verbiage hémiplégique des « plus à gauche, tu meurs », aux actions sans lendemain et aux comédies de la rupture avec le système et ses supplétifs. Malgré tout, la lutte continue. »

Jean-Marc Rouillan

La collaboration entre les Etats chilien et argentin pour capturer Freddy, Marcelo et Juan rappelle le plan anti-subversif connu sous le nom d'*Opération Condor*, mis en place par les dictatures en Amérique Latine.

Avec l'arrivée de Freddy et Marcelo dans les prisons chiliennes, le procès judiciaire commence donc cette fois-ci devant la justice militaire. Le procès est mené par l'infâme procureur Reveco, complice bien connu des tortionnaires et des lynchages juridiques à l'époque de la dictature. Quand Juan est expulsé au Chili, il est inclus dans la même enquête, toujours menée par le procureur militaire.

Juan, Freddy et Marcelo se retrouvent séparés dans trois modules de la prison de Haute Sécurité, les restrictions imposées par l'administration pénitentiaires sont continues, avec des perquisitions de cellule incessantes, ainsi que des harcèlements de proches et de compagnons. En 2010, des mobilisations et des grèves de la faim de prisonniers politiques mapuche obtiennent une modification de la législation : plus aucun civil ne pourra être jugé par un tribunal militaire. Ce changement dans l'architecture du pouvoir fait que le procès pour l'affaire Security est instruit devant un tribunal civil, avec de nouveaux délais, de nouveaux procureurs et de nouvelles dispositions.

Pour le pouvoir et la domination, le procès judiciaire était un scénario qu'ils n'avaient pas imaginé, car leur but était l'élimination physique des camarades qui étaient à ce moment-là encore tous en fuite.

Après les arrestations, les balles des flics sont restées intactes dans les chargeurs des pistolets, prêtes à être déchargées contre d'autres révolutionnaires. Mais dans ce cas, ils ne seraient plus en train de tirer pour venger leur « frère d'armes », le flic Moyano, et l'affaire pourrait alors se compliquer. S'ils ne pouvaient pas les exterminer avec la brutalité habituelle de l'élimination physique, alors il fallait les écraser sous le poids d'absurdes procédés judiciaires, les enterrer sous les remparts de la bureaucratie légale et les étouffer avec des procédures insensées.

Dans ce scénario se déroule tout un treillis légal/judiciaire qui dépasse continuellement ses propres limites et redessine ses normes. Juan, Marcelo et Freddy ont purgé la plus longue détention préventive du Chili sous la nouvelle réforme de la procédure pénale, avec plus de quatre ans dans les prisons sans aucune condamnation. Le procureur a réussi à deux occasions à retarder le début du procès afin de « pouvoir se préparer » et étend les délais à l'infini.

Ici nous ne parlons pas de délais corrects ou de respect

des procédures, nous parlons et mettons en évidence la brutalité de la domination et sa nécessité de pousser les compagnons, enfermés dans les pièges et le labyrinthe de la pantomime judiciaire, dans l'oubli.

Pendant cette instruction, le compagnon Carlos Gutiérrez Quiduleo, jusqu'alors en cavale, est arrêté le 28 novembre 2013. Il est amené à la section de sécurité maximale dans la prison de Haute Sécurité et on lui impose un régime d'isolement. Son procès judiciaire reste séparé, et parallèle avec celui de Juan, Marcelo et Freddy. Le compagnon Carlos est donc toujours sous enquête et reste en détention préventive, sans avoir de date pour son procès. Une fois que tous les artifices pour la représentation de la grande pièce de théâtre ont été finalisés, et que toutes les pièces ont été réunies pour imposer la vérité des puissants, le moment où le pouvoir prétend sacrifier les rebelles sur l'autel de la démocratie a été fixé.

Le 25 mars 2014, trois juges, trois êtres misérables, décideront de la vie de nos camarades, s'érigeant en demi-dieux pour quantifier la portion de vie que les prisonniers devront purger.

Le piège judiciaire s'étend grossièrement. Au cas où les camarades qui étaient en train d'accomplir des peines avec bénéfices (concernant leur participation aux actions de guérilla urbaine dans les années 90), c'est-à-dire Marcelo et Juan, ne seraient pas condamnés pour les faits qu'on leur reproche aujourd'hui, ils resteraient livrés à l'arbitraire capricieux de l'administration pénitentiaire-judiciaire qui décideront s'ils devront rester en prison pour purger la condamnation antérieure ou s'ils reprendront le régime avec bénéfices qu'ils avaient jusqu'en 2007.

Les armes de la démocratie, transformées cette fois en papiers et condamnations, seront déchargées selon les pétitions des persécuteurs. Le procureur demande :

- Pour le compagnon Juan Aliste : perpétuité qualifiée + 20 ans de prison pour trois braquages de banque, le meurtre de Moyano et la tentative d'assassinat d'un autre policier lors de l'affrontement à proximité de la banque Security.
- Pour le compagnon Freddy Fuentesvilla : perpétuité simple + 15 ans de prison pour le meurtre de Moyano, l'affrontement armé avec un autre policier et deux braquages de banque.
- Pour le compagnon Marcelo Villaroel : 18 ans de prison pour deux braquages de banque.

Sur les autels de l'inquisition démocratique...

« ... Parce que l'Anarchie, nous l'avons dans nos têtes et vous ne serez jamais capables de la juger devant un tribunal, peu importe combien de ciment on nous jette dessus pour nous enterrer, peu importe combien de prisons seront construites pour nous incarcérer, peu importe à combien d'années vous nous condamnez et combien de lois antiterroristes seront proclamées pour devenir encore plus strictes dans vos agissements théâtraux... Notre anarchie s'évadera à chaque fois. »

Giannis Mihailidis et Nikos Romanos

Les procès sont les instances culminantes du monopole de la violence de l'Etat, où l'inquisition démocratique cherche à appliquer sa sanction exemplaire. Mais dans le cas de sujets en révolte ouverte le rôle de la Justice s'accroît et s'amplifie, transformant cet instance en tribune de lynchage politique.

Quoique le procureur s'efforce à s'autoproclamer impartial et objectif, c'est et ce sera un procès pour défendre l'ordre des riches, c'est un procès politique. C'est pour cela que les preuves et les accusations se détachent des simples faits de 2007, et sont utilisés contre les compagnons en tant que sujets subversifs.

Par cela, nous ne sommes pas en train de demander de l'égalité devant la loi ou des « procès justes », nous cherchons par contre à dévoiler et à mettre en évidence comment fonctionne la structure de la domination pour charger ceux qui s'opposent et se battent au quotidien et radicalement.

A partir du 25 mars donc, les procureurs, les juges et les avocats au service du pouvoir se laveront dans l'esthétique et la vanité, la Gendarmerie exagérera jusqu'au ridicule le dispositif théâtral de sécurité et la veuve du flic Moyano se saisira d'autant de conférences de presse qu'elle pourra.

Ils défendront tous leur position de serviteurs de la domination et nous n'avons aucun doute quant à l'attitude de nos camarades : la tête haute, sans se repentir de ce qu'ils ont choisi d'être, avec une force incroyable pour ne pas se rendre.

Il est nécessaire de comprendre le moment clé que représente un procès, tant pour le pouvoir qui s'arroge l'opportunité de juger et de condamner les révolutionnaires que pour nous, ses ennemis éternels, comme défi et possibilité d'intensifier la conflictualité, de l'amener à un point de non retour. Notre réponse est la réponse de la solidarité, avec fermeté et le pouls exact de la guerre. L'objectif transcendant des théâtres judiciaires, au-delà de condamner quelqu'un pour un fait ponctuel, est de couper et de démolir l'esprit d'affrontement contre la norme, contre la règle, contre le pouvoir même selon les cas.

Ainsi donc, on prétend derrière le scénario légal enterrer l'inculpé, l'effacer tout simplement, l'annuler sous le poids d'une condamnation et le transformer en simple numéro dans une prison, pour que le monde au-delà des barreaux l'oublie et que le prisonnier accepte docilement son nouveau rôle dans la société : celui de condamné.

Nos camarades ne succomberont pas à la domination. Toute leur vie, ils ont persévéré dans leur choix pour la lutte permanente, dépassant et outrepassant des scénarios ponctuels, donnant ainsi une continuité de lutte à la rupture avec l'ordre imposé.

Le pouvoir peut nous pourchasser, nous enfermer, ériger des murs autour de nous et tirer des sanctions et des vengeances, mais la volonté de ne pas affronter aucun de ces scénarios depuis une perspective de victime, cette volonté-là sera la nôtre. Nos mains actives chercheront toujours à détruire les barreaux par lesquels ils prétendent nous enfermer...

Nous ne déléguerons pas notre attitude de guerre aux

dispositions et rythmes de l'Etat. La lutte est un choix de vie jusqu'à la fin, sans espace pour des temps morts. Concernant le scénario légal, les compagnons ont tenté de barrer le passage à la « vérité » des puissants par une défense juridique, mais sans s'appropriier ou intérioriser les catégories du langage imposé (innocents, victimes ou coupables).

C'est pour cela que la stratégie de la défense ne se base pas uniquement sur comment éviter et entraver la lapidation et la séquestration à perpétuité qui pend au-dessus de leurs têtes, en sabotant les engrenages des vérités judiciaires, mais projette en même temps la lutte dans la rue comme une vie de combat contre la domination.

Aujourd'hui plus que jamais... Paroles et Action.

« Nous entendons la solidarité comme la mise en pratique constante de nos idées anarchistes, sous toutes ses formes, qui font comprendre à l'ennemi que rien ne s'arrête ici, que tout continue dans la prison ou la rue. Où que l'on soit: pas une minute de silence et toute une vie de combat. »

Mónica Caballero et Francisco Solar

Devant le procès imminent contre nos camarades, nous lançons un appel fervent à lutter, en levant la voix de la guerre, convoquant une fois de plus une Journée d'Agitation Solidaire Internationaliste du 14 au 25 mars 2014. Nous jouons toujours un rôle actif dans la guerre sociale et nous insistons pour que les différentes individualités manifestent de façon concrète le soutien et la solidarité avec les camarades en procès. Nous pensons que le message solidaire ne sera certainement pas seulement reçu par les compagnons, mais aussi par les puissants qui veulent les voir seuls ou défaits.

La solidarité offensive fait front au théâtre de la justice et porte le conflit depuis les bureaux étatiques jusqu'à la rue même, là où nous voulons voir nos camarades, vivants, libres et rebelles.

Nous ne serons pas spectateurs du lynchage de nos camarades, nous n'accepterons pas non plus servilement les condamnations que les juges pourraient énoncer comme sanctions exemplaires. Notre appel est un appel à ce que personne ne reste à côté, à ce que tout le monde s'active pour la libération totale.

La solidarité, la force commune, l'appui saute les murs, brûle les frontières et réunit les mondes avec le langage en commun de la guerre sociale. Qu'un guerrier ne reste pas seul dans les salons de la justice bourgeoise dépend uniquement de ce que nous sommes capables de créer. Toutes les actions comptent et toutes apportent une contribution à la lutte contre le pouvoir quand ils portent les germes de la solidarité et de la liberté.

L'appel, c'est un appel à agir, à générer une action solidaire multiforme, sans chefs ni dirigeants, où chacun contribue depuis le contexte dans lequel il se retrouve, chaque geste compte. Ainsi, l'action solidaire génère, étend et approfondit les réseaux de complicité, des armes et instruments puissants pour faire face au pouvoir.

Cet appel est un appel ouvert, pour que chacun se manifeste depuis l'action, depuis l'information décentralisée, avec des pratiques autonomes d'expression de rage.

Nous ne laisserons pas nos camarades seuls, peu im-

porte le nombre de rafales de menaces que le pouvoir tire ; à nous la conviction de la lutte, sans compromis, jusqu'à la fin, jusqu'à détruire le dernier bastion de la société carcérale.

Contre toute forme de pouvoir, contre toute forme de domination... dans la rue, prisonniers ou fugitifs, nous aurons toujours l'attitude de combat permanent.

« Les frontières et les langues différents sont des obstacles que nous allons démolir pour se rencontrer les uns à côté des autres, et pour s'insurger ensemble contre les mandats et les ordres de ce système, pour cracher avec mépris sur les loyaux de la loi et les options de vie qu'elle nous propose. »

Conspiration des Cellules de Feu

Solidarité et action, du 14 au 25 mars 2014, jusqu'à ce Freddy, Marcelo, Juan et Carlos soient dans la rue, marchant libres avec tous ceux et toutes celles qui luttent.

Tant qu'il y a de la misère, il y aura de la révolte !

*Famille et camarades des arrêtés de l'affaire Security
Colectivo Anticarcelario Vuelo de Justicia
Núcleo antiautoritario de agitación y propaganda Sin
Banderas Ni Fronteras y afines
81 Razones por Luchar
Individualidades Afines Santiago- Valparaíso- Buenos
Aires- Neuquén- Barcelona
Viva la Anarquía
Rojoscuro
Hommodolars
Publicación Refractario
Cruz Negra Anarquista México
RadioAzione
Voz Como Arma
Revista Infierno
Solidarixs en Guerra contra el Poder*

AVEC ENTIÈRETÉ ET CONVICTION

Lettre de Freddy, Juan, Marcelo et Carlos - Chili - 27 juin 2014

Les camarades Freddy, Juan et Marcelo ont été déclarés coupables par la justice de l'ennemi. Le procès s'est terminé le 6 juin 2014. Les camarades ont refusé d'assister à la séance de lecture du jugement.

Voici les peines finales :

Juan Aliste : 18 ans pour le meurtre de Moyano + 10 ans pour tentative de meurtre du flic Abarca + 14 ans pour les braquages de la banque Santander à Valparaíso et de la banque Security. Au total, 42 ans de prison.

Freddy Fuentevilla : 5 ans pour complicité au meurtre de Moyano + 3 ans pour complicité à la tentative de meurtre d'Abarca + 7 ans pour le braquage de la banque Security. Au total, 15 ans de prison.

Marcelo Villaroel : 14 ans de prison pour les braquages de la banque Santander et de la banque Security.

Pendant le procès et la semaine de solidarité, des dizaines d'actions d'attaque polymorphe se sont réalisées dans différents pays à travers le monde.

Avec entièreté et conviction

Nous voilà avec la fermeté révolutionnaire qui ne peut être contenu par du papier, avec la peau libertaire et la conviction, entiers dans les affrontements directs avec l'Etat capitaliste et sa machinerie de soumission. Nous ne nions pas nos liens, et la mémoire est présente dans une continuité de lutte et de résistance. Aujourd'hui, l'inquisition démocratique de la Justice avec ses charognards journalistiques va célébrer publiquement en proclamant ses jugements, prétendant à nous faire passer nos vies en prison. Dans cette présente guerre de confrontation contre le pouvoir, il est important de mentionner que nous sommes une partie de plus de ceux qui luttent. Nous sommes le résultat visible d'un développement conscient qui résiste et refuse de vivre selon les dessins de la soumission du Capital divin, de la domination et de tout son réseau autoritaire qui cherche à liquider les rêves, les désirs et les besoins de Liberté Totale.

La conscience fait appel à nous ; la lutte, c'est notre vie en tant que subversifs autonomes ; et nous saluons donc tous les compagnons et toutes les compagnonnes avec des pratiques quotidiennes de solidarité contre les prisons. Avec cette même intensité, nous lançons cet appel pour ce 2 juin 2014, quand l'inquisition démocratique de la Justice va nous condamner, un appel à exprimer notre rage contre et notre rejet de tout ce qui pue le Pouvoir et son ordre imposé.

Que cette journée puisse être un prétexte de plus pour plus de subversion, que chaque rue et chaque coin de rue devienne un endroit fertile pour l'action, individuelle ou collective, simple ou complexe. Tout geste réel est Entier quand il cible adéquatement le Pouvoir.

Nous communiquons à toutes nos sœurs et nos frères, nos compagnons et compagnonnes, nos familles et nos proches... que nous n'assisterons pas à la lecture du jugement. Cette partie de ce spectacle, du théâtre/cirque, ne nous intéresse définitivement pas. Et nous appelons tout le monde à s'exprimer de façon autonome, partout où ils et elles le trouvent opportun.

Une accolade révolutionnaire et libertaire de complicité, avec toute notre affection pour ceux et celles qui luttent.

Les prisonniers dans la rue, la rue en insurrection !
Aucun Etat, aucun Juge, aucun Flic ne peut arrêter la subversion ! Il n'y a que la lutte qui nous rend libre !
Tant qu'il existera de la misère, il y aura de la révolte !

*Freddy, Juan, Marcelo, Carlos.
Prison de Haute Sécurité/Section de sécurité maximale
Santiago, Chili, le 27 juin 2014*



DEUX PAS DE PLUS, COMPAGNONS

Editorial de Anarquía (Uruguay) - juin 2014

Beaucoup de choses se sont passées depuis qu'on a sorti le dernier numéro. Un journal n'est pour nous pas plus qu'un instrument, pareil au marteau, utile ou inutile comme une pierre, cela dépend de l'utilisation qui en est faite, cela dépend de la capacité de celui qui le reçoit. Ce que nous recherchons à travers nos pages comporte plusieurs aspects, dont l'un est d'aider, de s'aider nous-mêmes, à contaminer et à établir le dialogue entre les opprimés ; un autre est de rompre avec la fiction de la politique en renforçant la transformation réelle vers la liberté.

Il serait impossible, et en plus désagréable, d'énumérer tout ce que s'est passé depuis notre dernier numéro ; nous ne sommes ni ne voulons être des historiens. Quelques unes des choses passées ne sortiront plus jamais de nos têtes, jamais nous ne les oublierons, et d'autres ne sortiront jamais de nos cœurs. L'anarchie est une belle tension, mais elle est aussi une lumière que le Pouvoir tente constamment d'éteindre. Les maudits Etats, leurs prisons, leurs préjugés, leurs tortures et leurs balles ne s'arrêtent pas, et heureusement, nous non plus.

En décembre, le compagnon Sebastián Oversluij a été assassiné pendant qu'avec d'autres compagnons, il expropriait une banque. Deux autres compagnons se trouvent à présent derrière les barreaux*. Plus tard, toujours sur le territoire chilien, la compagne Tamara Sol Vergara a exécuté un vigile ; elle a été arrêtée et jetée en prison. Dans d'autres zones du continent, la prison et les balles policières se sont avancées, une démonstration du fait que, amen des discours confortables, tout le monde ne peut être domestiqué.

Loin du continent, en Europe, cette vieille peste capitaliste qui donne de l'avance à l'extrême droite, continue fermement. Les démocraties se défendent et le capital se restructure, rien de nouveau sous le soleil. Les Etats s'entretuent pour maintenir leur domination territoriale et on les voit jouer leur guerre géopolitique entre la Russie et l'Union européenne. La presse lèche les bottes des fascistes ukrainiens et les soldats de l'empereur Poutine, tandis qu'au milieu reste la majorité de la population, enchaînée au jeu de savoir qui sera leur nouveau souverain. En Grèce, le pays le plus frappé par la nouvelle restructuration économique, ce sont les anarchistes qui ont porté un coup au fascisme, une vengeance que tant que nous vivons, nous n'oublierons pas. Devant l'entrée du bâtiment au centre-ville du parti fasciste Aube Dorée, leur quartier-général, un groupe a brisé la paix et tué deux de ses soldats. Les balles viennent réitérer le fait que tout le monde n'oublie pas, et ne laissera pas passer l'autoritarisme. L'Europe, qui semble avoir oublié ce qui signifie le fascisme, permet à nouveau la croissance de l'extrême droite, car cette dernière sert à freiner les secteurs plus révolutionnaires et à aplanir le terrain pour de nouvelles réformes. A voir si cette fois-ci, le monstre qu'elle a elle-même créé, ne se retournera pas pour la mordre.

Et entre temps, ici, dans la région uruguayenne, le gouvernement le plus récupérateur de toute l'Amérique Latine continue à s'efforcer de transformer toute notion de liberté en un énième produit marchand. Les pauvres sont acculés par les armées du Mides (Ministère du développement social) afin qu'ils ne nui-

sent pas au tourisme ; les travailleurs des rues sont insultés, réprimés et empêchés de gagner leur pain ; les rues se remplissent de caméras pour renforcer le contrôle et une législation est adoptée pour rendre nos vies plus réprimées. La « Ley de Faltas » (sur l'occupation de l'espace public) est née pour corriger le mal citoyen, et n'est qu'un tas de papiers dans des tribunaux qui tentent de faire accepter que celui qui lutte contre l'inégalité constitue un danger social. En plus, le développement capitaliste continue dans cette partie du continent son œuvre destructrice. Le plan IIRSA, un plan économique et militaire, prévoit l'installation de grands complexes industriels qui menacent encore plus nos vies. Encore plus d'usines de papier, une méga-mine et son regazificateur, voilà le plan.

Notre tâche face à tout cela reste claire : renforcer la rage, orienter notre colère contre les bases mêmes du problème. Tenter de donner des solutions sans tromper ni se tromper, sans nous endormir avec les petits yeux que propose le système, comme les élections ou les réformes superficielles. Nous ne votons pas, nous ne choisirons jamais de maîtres, nous choisirons par contre de nous battre pour être libres, totalement et effectivement libres.

La lutte telle que nous la concevons cherche à enlever des chaînes sans en mettre à d'autres. Elle nous fait rechercher aujourd'hui l'auto-organisation constante, elle nous fait montrer la tromperie des partis politiques, et surtout, elle nous fait réfléchir et agir, avec toute notre énergie, pour récupérer notre temps et notre espace perdus.

Compagnons : continuons à renforcer nos projets en les rendant effectifs et « réels ». Montrons qu'ici, personne ne se rend, que la fin des idéologies autoritaires est venue depuis longtemps, que leurs cadavres pourrissent déjà depuis tellement longtemps que l'air en est devenu irrespirable. Le mensonge de la démocratie libérale ne résiste pas à la moindre réflexion, ce qui fait que les autoritarismes resurgissent comme une tentative désespérée de résoudre les nouveaux changements du capital ; là où c'est nécessaire, les patrons ont recours à une main de fer. Sur notre continent aussi, le mensonge de la solution gauchiste est déjà tombé, c'est maintenant au tour de l'anti-politique, mais à l'anti-politique engagée, d'agir pour changer les choses. Deux pas de plus, compagnons, en avant, notre temps est venu depuis un moment déjà.

*/La red-action/***

* NdT : en détention préventive pour le braquage de la Banco Estado le 11 décembre 2013, Hermes et Alfonso ont été condamnés le 13 juin 2014 pour « tentative de vol avec intimidation » et « port illégal d'armes » à 5 ans de liberté surveillée. Ils sont sortis de prison ce même jour.

** Ndt : jeu de mot entre « rédaction » et « réseau d'action ».

Compagnon, prépare-toi.

Nous avons un monde à détruire, prépare-toi compagnon. Dans le territoire sud, un plan est petit à petit en train d'être appliqué, le plan IIRSA, pour construire plus d'infrastructures et intensifier l'exploitation de la terre et de ses habitants. C'est l'idée générique pour tout le continent : contrôler les ressources naturelles pour l'exportation, surtout vers l'Europe, et implanter des bases militaires. Ce sont les grands points du progrès du capital pour que les entreprises puissent continuer à tout détruire. Les Etats se chargent d'orienter *vers où* se dirige la dévastation. L'Etat et le capital sont les deux visages d'une même chose.

Pour défendre la liberté, il faut être préparé. Notre intelligence consiste à apprendre à regarder les flancs et le front. Nous devons réfléchir à ce qui se passe autour de nous. Nous devons réfléchir à ce que sont les plans concrets pour ce territoire. Quand on le sait, on peut le défendre. Nous devons nous précipiter, compagnons, frapper avant qu'il ne soit trop tard.

Défendons notre liberté en défendant celle ces autres, voilà ce qu'il y a de plus intelligent à faire. La réponse dépend de chacun de nous, mais la force se maximise quand nous en rencontrons d'autres. Nous avons besoins, ça oui, de convictions.

Afin de briser le monde de la domination, prépare-toi. Il est temps de descendre dans la rue. Nous n'imposons pas de recettes, car de fait, nous n'en avons aucune. Par contre, nous avons confiance dans une méthode : l'action directe. C'est par le biais de l'action directe que nous rencontrerons des réponses. Posons d'abord les questions. Est-ce qu'un monde où le vivant n'est pas transformé en marchandise est possible et souhaitable ? Est-ce que nous voulons le construire ou juste en parler ? Nous continuerons toujours d'aller en avant, comme toujours sans chefs ni dirigeants, nous n'avons pas besoin d'eux. Il y a un monde à construire, prépare-toi compagnon.

Anarchistes contre Aratiri et tout son monde

[Aratiri est un projet de mine à ciel ouvert pour extraire du fer, proposé par l'entreprise Zamin Ferrous. Le projet consiste de trois grands aspects: la mine même et les installations de traitement du minéral, une ligne de transport et un terminal portuaire.]



QUI VEUT TUER LA RÉVOLUTION EN SYRIE ?

Hors Service - Belgique - janvier 2014

Peu de bonnes nouvelles de la Syrie parviennent à nos oreilles. Le soulèvement contre le régime d'Assad s'est enlisé dans une guerre civile, et les mouvements et tentatives de libération ont beaucoup de mal à affronter leurs nombreux ennemis. Car, soulignons-le, cette révolte a commencé pour mettre fin au régime de Assad, se libérer de son joug, et reconstruire la vie sur d'autres bases : une révolte pour la liberté et la dignité. Cela s'est exprimé et s'exprime encore à travers les tentatives d'auto-organisation des révoltés dans les quartiers des villes, qui se font sans autorité centrale ou étatique ; à travers les combats, armés ou non, que de nombreuses personnes continuent à mener pour la révolution en Syrie ; à travers la création d'espaces où des rapports plus libres sont expérimentés, et qui constituent quelque part le cœur du magnifique élan de libération qui a inspiré des centaines de milliers de personnes à se défaire de la peur et à se révolter.

Mais comme on le disait déjà, ces tentatives de libération se trouvent menacées d'asphyxie. Il s'agit alors de se demander : qui sont les ennemis de la révolution en Syrie ? Qui veut tuer les possibilités pour les révoltés d'en finir avec le régime, et de reconstruire leur vie sur des bases complètement autres que celles de l'autorité et de la soumission ?

Premièrement, il s'agit évidemment du régime d'Assad. Quand un pouvoir se sent menacé, il est prêt à tout, à commettre n'importe quelle atrocité ou massacre. C'est dans l'essence même de tout pouvoir de

vouloir se préserver. En Syrie, le pouvoir mitraille, bombarde, torture afin d'étouffer la révolte dans un bain de sang. Et le régime s'est auto-désigné comme le fossoyeur de ce qu'on pourrait appeler le printemps des soulèvements dans de nombreux pays (Tunisie, Libye, Egypte, Bahrein, Yemen...). Tous les régimes se trouvent en effet d'accord sur ce point : quelqu'un doit freiner l'élan révolutionnaire, coûte que coûte. C'est pour cela que certains pays continuent à fournir le régime d'Assad en argent et en armes, en services et en matériel militaires. Disons-le sans détour : les transports d'armes à destination du régime assassin transitent aussi par les ports européens, comme Anvers par exemple.

Deuxièmement, un autre ennemi de la révolution en Syrie, et qui n'est pas moins important, ce sont les forces islamistes. Il y a de nombreuses fractions différentes qui sont actives sur le terrain, et en ce moment, des combats sont en cours entre les milices de l'EIIL (Etat islamique en Iraq et au Levant) et la population terrorisée par ces réactionnaires. Mais bien avant ces heurts armés, il y avait eu depuis plusieurs mois, dans les zones sous contrôle de l'EIIL, de nombreuses protestations de la part de la population, certaines exprimant clairement : « Ni Assad, ni Al-Qaïda ! » Le soulèvement n'a en effet pas commencé afin de remplacer le régime autoritaire d'Assad par un autre régime autant autoritaire et sanguinaire. Les islamistes veulent peut-être en finir avec Assad, mais ils ne veulent pas libérer la population, ils ne veulent pas que les gens décident

eux-mêmes comment organiser leur vie, et choisir sur quelles bases ils le font : ils veulent imposer la loi de Dieu (en plus, selon leur interprétation particulière) au lieu de la loi d'Assad. Mais la liberté, le changement radical pour tenter d'en finir avec un monde basé sur le pouvoir et le fric, n'est pas compatible avec une quelconque loi. C'est soit la loi, soit la liberté. La révolution en Syrie doit maintenant combattre non seulement le régime d'Assad, mais également ceux qui veulent imposer le leur. D'ailleurs, dans d'autres pays qui ont connu des soulèvements, la révolution se trouve devant les mêmes défis (il suffit de penser à l'Égypte, où différentes fractions ont successivement pris le pouvoir pour imposer leur régime aux exploités et opprimés en révolte).

Troisièmement, ce sont les chefs de tout poil (le gouvernement provisoire en exil, l'état-major militaire de l'armée libre syrienne...) qui sont en opposition fatale avec la révolution. Si le recours aux armes était certes inévitable dans le soulèvement contre Assad, les armes sont aussi en train de consumer l'essence émancipatrice de la révolution. Une guerre civile, avec ses stratégies, ses calculs, ses alliances tactiques, ses jeux politiques, n'est pas la même chose qu'une guerre de libération, qu'un soulèvement révolutionnaire. La militarisation du conflit induit fatalement la restauration de l'autorité, la discipline devant des chefs et des leaders, plutôt que la libre expérimentation et la construction d'un nouveau monde. Tout comme une large partie des islamistes, le gouvernement en exil veut probablement chasser Assad, mais uniquement pour le remplacer par son propre régime. Aucun des

deux n'a confiance dans les forces créatrices des masses libérées, tous les deux craignent la remise en question de tout pouvoir, de toute oppression. Ce sont donc des ennemis de la révolution sociale. Et ce gouvernement en exil cherche du soutien auprès d'autres gouvernements, notamment auprès de l'Union Européenne, qui exige bien entendu des garanties en échange : celle-ci peut dire oui à ce nouveau gouvernement en échange d'un non ferme (et obtenu au prix du sang s'il le faut) à la révolution sociale en Syrie, à l'abolition du capitalisme...

Que peut-on faire ici pour soutenir le parcours difficile de la révolution en Syrie, qui est menacé de toute part ? D'un côté, il s'agit de trouver les manières de soutenir et de se solidariser avec ceux qui se battent là-bas pour la révolution et contre toute oppression, qu'elle provienne du régime d'Assad, des islamistes ou des politiciens démocrates. D'un autre côté, on peut combattre ici les ennemis de la révolution, là où il est possible de scier les branches sur lesquelles reposent leurs soutiens : démasquer les mensonges des gouvernements ici ; saboter les entreprises et les institutions qui fournissent des services au régime syrien ; contrecarrer la propagande islamiste qui se préoccupe uniquement d'installer d'un Etat islamiste sur le sol syrien et recrute des combattants pour aller imposer leur loi à ceux qui cherchent justement à se libérer des régimes oppresseurs ; propager un internationalisme révolutionnaire, c'est-à-dire soutenir la lutte contre le pouvoir sous toutes ses formes, pour que le magnifique élan révolutionnaire, secouant de nombreux pays, ne soit pas étouffé dans le sang des révoltés.



A PROPOS DE LA RÉVOLUTION EN SYRIE

Interview publié dans Apatris - novembre 2013

Quelle était la situation sociale, économique et politique en Syrie avant le soulèvement ?

En 1963, le parti Baath prend le pouvoir avec un coup militaire. A cette époque, le baathisme était un mélange des idéologies pan-arabistes, nationalistes arabes et socialistes arabes. Hafez el Assad est monté au pouvoir en 1970 après un coup interne et a gouverné pendant 40 ans. Il a démantelé beaucoup l'aile gauche du parti (le coup même était dirigé contre la fraction de gauche) et il a construit une classe capitaliste patriotique. Sous son règne, un culte du leader est né, la Syrie est devenue un Etat policier totalitaire et il y avait une persécution massive de dissidents politiques. Même si le parti Baath a formé une coalition avec six petits partis communistes/socialistes/nationalistes qui s'appelle le Front National Progressiste, il domine l'ensemble et la Syrie est de fait un Etat à parti unique.

Quand Hafez meurt en 2000, son fils Bashar a hérité la dictature. Au début, il était perçu comme un réformiste et ce climat optimiste a donné naissance à un mouvement qui est connu comme « Le printemps de Damas ». C'était un mouvement dirigé par des intellectuels, exigeant des réformes politiques comme la libération des prisonniers politiques le droit d'organiser des partis politiques et des associations civiles (qui sont soit bannis, soit soumis à un contrôle strict). Il exigeait aussi la fin de la Loi d'Exception, en vigueur depuis 1963, qui suspend en effet tous les droits constitutionnels des citoyens et donne plus de moyens aux forces de sécurité. Vers l'automne de 2001, les figures clés de ce mouve-

ment étaient en prison et l'espoir de réformes politiques est mort. Sous Bashar, il y avait une ample persécution d'activistes politiques et sociales. Des détentions arbitraires, des tortures, des exécutions sommaires et des disparitions étaient des pratiques courantes. Les Kurdes (composant 9 pourcent de la population) ont aussi subi une répression féroce. En mars 2004, il y a eu un soulèvement des Kurdes. Beaucoup d'insurgés ont été tués et il y eu plus de deux mille arrestations. Le soulèvement a inauguré des mesures draconiennes pour contrôler et censurer l'Internet et la presse.

Suivant les dictats du FMI et de la Banque Mondiale, Bashar a implémenté des vastes réformes économiques de signature néolibérale : privatisation des exploitations agricoles de l'Etat, introduction d'un marché bancaire privé, promotion des investissements privées, privatisation des secteurs clés de l'industrie et réduction des subsides. Les investissements internationaux affluaient, en particulier provenant du Golfe. Ces réformes n'allaient pas de pair avec une politique visant à la redistribution des richesses ou la construction d'une protection sociale. L'inégalité entre les riches et les pauvres augmentait et la division entre urbain et rural s'exacerbait.

Les vassaux d'Assad et la classe des hommes d'affaires ont profité de ces politiques. Le cercle intime de Bashar, incluant sa famille et des membres de la secte des alaouites auquel il appartient, est devenu très riche. On estime que le cousin de Bashar, Rami Makhlouf, contrôlait à peu près 60% de l'économie syrienne à travers ses intérêts économiques. Aussi les bourgeois sunnites et chrétiens ont profité de ces politiques comme le régime

construisait des liens économiques avec des individus de différentes communautés afin de s'assurer de leur loyauté. Entre temps, les conditions de vie des pauvres s'aggravaient et le coût de la vie augmentait. Si en 2000 11% des syriens vivaient sous le seuil de la pauvreté, en 2010, ce pourcentage était augmenté jusqu'à 34,5% (soit 7 millions de personnes), et dans les régions rurales, ce pourcentage atteignit les 62%. Le chômage était haut, surtout pour les jeunes.

Quels groupes sociaux étaient alors présents dans l'éruption de la révolte ?

Inspiré par la vague révolutionnaire internationale, le soulèvement a commencé dans les régions rurales et les villes avec le plus de pauvres, comme Deraa et Homs, ceux qui avaient souffert le plus du projet néolibéral. Aussi les villes kurdes étaient parmi les premières à connaître des vastes protestations. A part quelques protestations petites et audacieuses, les centres du capital (Aleppo et Damas) ne se sont pas joints au soulèvement pendant des mois et quelques rassemblements (financés et soutenus par le régime) en soutien à Bashar s'y sont tenus.

Malgré les difficultés à s'organiser à cause de la domination baathiste des syndicats, les ouvriers ont joué un rôle important dans le mouvement. En décembre 2011, des grèves générales et des campagnes de désobéissance ont paralysé des larges parties de l'économie. La réponse du régime était de virer plus de 85 000 ouvriers et de fermer 187 usines entre janvier et février 2012 (selon les chiffres officielles). Le régime a aussi augmenté les salaires dans le secteur public pour tenter d'écraser le soulèvement.

Le cœur de l'opposition de la base et autonome [« grass-roots »] a été et reste la jeunesse, surtout des classes pauvres et de la classe moyenne, où les femmes et différentes groupes religieux et ethniques ont joué des rôles actifs. Beaucoup de ces activistes restent non-affiliés aux idéologies politiques traditionnelles, mais sont par contre motivés par les soucis de liberté, de dignité et des droits de l'homme. Leur objectif primordial est resté d'abattre le régime, plutôt que de développer des grandes propositions pour une future Syrie.

Quel a été le rôle de l'anarchisme en Syrie et dans la révolution syrienne ?

Des syriens ont été sur le devant du développement de l'anarchisme dans la région. Au 19^{ème} siècle, les centres primordiaux de l'anarchisme arabe étaient Beyrouth, l'Alexandrie et le Caire. Les deux journaux principaux de diffusion d'idées radicales dans ces villes étaient Al Hilal et Al Muqtataf, tous les deux fondés par des syriens. Des acteurs syriens ont aussi semé des idées anarchistes parmi les ouvriers de ces villes à travers le théâtre radical et populaire.

Un des principaux anarchistes arabes contemporains est d'origine syrien, Mazen Km Al Maz. Durant la dernière décennie, il a écrit beaucoup de choses en arabe sur la si-

tuation actuelle et a traduit de la littérature anarchiste occidentale en arabe. Nader Atassi est un anarchiste syrien qui écrit sur des blogs en anglais sous le nom de Darth Nader. L'organisation politique a été drastiquement limitée en Syrie pendant des décennies et les réseaux anarchistes sont petits et émergents. Mais les tendances anarchistes dans la révolution syrienne ont été les plus fortes de tous les soulèvements qu'il y a eu dans des pays arabes et les expériences d'auto-organisation autonome en dehors des limites de l'Etat ou l'administration politique et institutionnelle indépendante offrent des leçons précieuses pour l'anarchisme international.

La forme principale d'organisation révolutionnaire en Syrie était le développement des comités locaux. Des centaines de ces comités ont été formés dans les quartiers et les villages à travers tout le pays. Cette forme d'organisation s'inspire de l'anarchiste syrien Omar Azziz. Il a soutenu que cela n'avait pas de sens pour les révolutionnaires de participer aux protestations pour ensuite retourner à leurs vies à l'intérieur des structures autoritaires de l'Etat. Azziz est partisan de changements radicaux des rapports sociaux afin de défier les fondements d'un système construit sur l'oppression et l'exploitation. Ses idées ont eu un impact énorme sur l'organisation révolutionnaire en Syrie. Dans les comités locaux, les activistes révolutionnaires entreprennent de multiples activités, de la documentation et de la dénonciation des brutalités du régime (et toujours plus aussi des éléments de l'opposition) à l'organisation de protestations et de campagnes de désobéissance (comme des grèves ou le refus de payer les factures d'électricité, d'eau,...). Ils rassemblent et distribuent de l'aide et des ressources aux zones sous bombardement ou sous état de siège. Les comités opèrent comme de groupes organisés horizontalement, autonomes et sans chefs et se composent de toutes les segments de la société (y inclus des minorités comme les chrétiens, les alaouites, les druzes et les kurdes). Ces comités ont fondé un mouvement révolutionnaire basé sur les principes de la coopération, la solidarité et l'entraide.

Quelles sont les forces extérieures impliquées dans le conflit syrien ?

Il y a une sale lutte géopolitique, voir une guerre de proximité, en cours à propos de la Syrie. Au niveau mondial, elle se déroule entre les Etats-Unis et la Russie ; au niveau régional, entre les axes sunnites (les Etats du Golfe) et les axes shiites (l'Iran et le Hezbollah). Tous ces acteurs cherchent à ce que n'importe quelle issue du conflit soit favorable à leurs intérêts et permette de maintenir ou élargir leur pouvoir et leur hégémonie dans la région. Il y a aussi une contrerévolution violente en cours à l'intérieur de la Syrie, avec la croissance des groupes extrémistes djihadistes, composés de nombreux étrangers, qui ne se battent pas pour la libération du peuple syrien, mais plutôt pour imposer leur propre agenda religieux. Mais ces facteurs n'empêchent pas qu'il y a aussi une lutte populaire en cours, et des groupes révolutionnaires agissants, autant contre le régime que contre les forces contrerévolutionnaires.

Comment les rebelles sont-ils organisés dans les régions libérées ?

Comme j'ai expliqué, les comités locaux sont d'une importance cruciale dans le mouvement révolutionnaire. Aussi dans les régions libérées de l'Etat, des conseils locaux ont été formés qui fonctionnent comme des structures primaires d'administration. Ils assurent les services de base comme l'électricité, la santé, l'enlèvement des déchets et l'eau, se coordonnent avec les activistes des comités locaux et avec la résistance populaire armée. Ces conseils sont souvent composés d'activistes sociaux qui ont participé aux manifestations et de gens choisis pour leurs capacités techniques et professionnelles. Beaucoup de ces gens proviennent des classes moyennes, ce qui offre un grand contraste avec l'opposition formelle en exil, composée surtout de gens provenant des familles riches. Cela explique aussi quelque peu la tension entre les conseils locaux et l'opposition formelle en exil, et le manque de soutien de l'extérieur. Il n'y a pas un seul modèle de ces conseils locaux, mais ils sont calqués quasi tous sur un modèle de démocratie représentative. Des élections ont eu lieu dans certaines zones, quelque chose qui n'est pas arrivé en Syrie depuis les 40 ans de règne baathiste.

Les défis pour ces conseils sont entre autre la pénurie de ressources ; il y a très peu de soutien depuis l'extérieur, ce qui complique les tâches des conseils. Dans certaines zones, les conseils ont aussi dû se battre pour rester indépendants des groupes armés. Et dans les zones où les groupes djihadistes (l'EIIL et le Jabhat al Nusra) sont forts, comme dans certaines parties au nord de la Syrie, ces groupes ont tenté d'instaurer des institutions parallèles comme des tribunaux islamiques.

Comment la résistance armée se structure-t-elle ?

Le soulèvement syrien s'est armé plutôt rapidement parce que les gens s'affrontaient à un régime fasciste prêt à utiliser toute sa force militaire et étatique pour écraser toute opposition à son règne. Au début, c'étaient des civils qui ont pris les armes et qui ont formés des milices locales pour défendre les quartiers, les villages et les manifestations. Le 29 juillet 2011, l'Armée Syrienne Libre (ASL) est formée par des officiers qui ont déserté le régime parce qu'ils refusaient de tirer sur les manifestants. L'ASL a deux composants majeurs :

D'anciens officiers et soldats du régime. Il y a beaucoup de bataillons différents. Les bataillons locaux sont connectés avec les conseils militaires régionaux, ensuite avec le commandement de l'ASL et finalement avec la Coalition Nationale Syrienne (l'opposition formelle en exil).

Des civils qui s'opposent au régime. Beaucoup de ces gens agissent en dehors de l'hierarchie formelle du commandement et s'organisent selon les affiliations locales. Une partie de ces groupements sont ouvertement critique envers le commandement de l'ASL et le CNS en exil.

Il y a des bataillons de l'ASL qui sont composés de musulmans alaouites, de kurdes, de chrétiens et de musulmans sunnites. Il existe aussi des bataillons composés unique-

ment de femmes. Ces groupes sont unis dans l'objectif d'abattre le régime d'Assad et d'établir un Etat démocratique ; le commandement de l'ASL a un agenda laïque.

Il y a aussi la croissance de brigades islamistes ou salafistes de la ligne dure. Elles ne font pas partie de la structure de l'ASL et sont en train de devenir une présence toujours plus dominante dans la résistance armée. Récemment, le Front Islamique a été formé pour réunir les plus grands bataillons islamistes [mais n'inclut pas l'EIIL, ndt.]. Je pense qu'il s'agit d'une évolution inquiétante, car malgré les claires avantages militaires d'une unité entre les forces combattantes, il reste à voir comment le Front Islamique se positionnera face à la résistance civile (en écrasante majorité laïque), l'ASL et les processus politiques.

Est-il vrai que l'ASL est dominé par Al Qaeda ?

Il y deux groupes islamistes majeurs liés au djihadisme ou à Al Qaeda actifs en Syrie : le Jabhat Al Nusra et l'Etat Islamique de l'Iraq et du Levant (EIIL). Ce sont des forces contrerévolutionnaires qui ne se battent pas pour la libération du peuple syrien, mais pour établir un khalifat islamique mondial basé sur leur interprétation puritaine de l'Islam. Ces groupes disposent d'un armement beaucoup plus sophistiqué que l'ASL, généralement provenant de mécènes privés des pays du Golfe. Ils ont consolidé leur prise sur certaines zones au nord et ont tenté d'imposer leur interprétation stricte de l'islam à la population. Ils ont commis beaucoup d'abus comme la détention d'activistes révolutionnaires, des exécutions et des assassinats sectaires.

La résistance civile contre de tels groupes est forte et on a vu des vastes mobilisations contre eux dans des villes où ils dominent comme Al Raqqa et Aleppo. L'ASL livre aussi des batailles contre des groupes liés à Al Qaeda. Si ces groupes causeront longtemps misère et destruction en Syrie et dans la région, je crois que l'assomption qu'ils imposeront leur vision à la Syrie dans l'avenir est grossièrement exagérée. Ils sont peu en nombre, sont composés surtout d'étrangers et n'ont pas de base de soutien populaire. Mais il est sûr que plus longtemps continuera le conflit en Syrie, plus ils pourront gagner en force.

Comment sont les choses maintenant au Kurdistan syrien ?

Depuis des décennies, le droit à l'autodétermination a été nié au peuple kurde et les kurdes ont subi une répression étatique brutale. En juillet 2012, le gouvernement syrien a évacué la majorité des zones kurdes et là il y a maintenant une région kurde autonome. Cette région est gouvernée par le Comité Suprême Kurde, une alliance entre les deux grands partis politiques : le Parti de l'Union Démocratique (PYD) majoritaire et le Conseil National Kurde (KNC), minoritaire. Il existe des divisions politiques majeures dans la communauté kurde en Syrie et des rivalités entre les factions principales. Le PYD est critiqué pour sa politique autoritaire, et plus spécifiquement pour sa ré

pression des activistes kurdes, dont des jeunes activistes révolutionnaires et des activistes politiques des partis de l'opposition. Le PYD a aussi été accusé de collaboration avec le régime d'Assad.

Il y a des Kurdes qui ont rejoint l'ASL dans ce combat contre Assad, d'autres font partie des brigades salafistes ou du Front Islamique. Mais la plus forte milice kurde, c'est l'YPG, lié au PYD. L'YPG a soutenu des affrontements armés contre l'ASL. Les combattants kurdes se sont aussi battus contre des groupes djihadistes, vu que les zones kurdes ont souffert des attaques brutales par de tels groupes ces derniers mois.

L'opposition formelle en exil a mis de côté les aspirations légitimes du peuple kurde, mais la résistance populaire soutient ouvertement le droit à l'autodétermination des kurdes. Les kurdes ont joué un rôle actif tout au long du soulèvement et il existe beaucoup d'initiatives où des kurdes et des arabes se sont rejoints dans l'opposition au régime et ont lutté ensemble contre le sectarisme croissant. Par exemple en août 2013, des protestations conjointes ont été menées dans le district d'Asharafieh à Aleppo, appelant à l'unité et à la fin des attaques meurtrières des groupes djihadistes. Plus récemment, une campagne a été lancée qui s'appelle « Khorzeh-Ana Akhuk », ce qui signifie en kurde et en arabe « Je suis ton frère » afin de promouvoir l'unité et la coexistence entre arabes et kurdes.

Les forces occidentales n'ont pas fourni d'aide aux émeutiers, le régime syrien les assassine et les enferme. Pourquoi cela s'est passé ainsi ?

Il ne faut pas s'attendre à ce que du soutien est fourni à la résistance populaire locale. Aucun Etat n'a de l'intérêt à ce qu'un mouvement populaire révolutionnaire réussisse. L'Occident, tout comme la Turquie et les Etats du Golfe, a reconnu la Coalition Nationale Syrienne (CNS) comme représentants « légitimes » du peuple syrien. Ils espèrent d'influencer le CNS d'une façon qui soit favorable pour leurs intérêts sur le long terme. Il est important de faire remarquer que le CNS jouit de peu de légitimité auprès des révolutionnaires en Syrie. On l'appelle souvent « l'opposition de l'hôtel à cinq étoiles ». Le CNS est critiqué pour sa séparation des réalités sur le terrain, incapable de s'unifier afin d'apporter un changement sensible à propos des exigences clés de la révolution et influencé par des agendas extérieurs.

Les promesses occidentales de soutenir l'opposition (y compris du soutien militaire de l'ASL) ont été largement des coquilles vides. Il existe peu de volonté pour trouver une solution politique à ce conflit, voir même d'entreprendre des actions relativement simples comme fournir une assistance humanitaire adaptée aux plus de 2 millions de réfugiés qui vivent dans des conditions atroces dans des camps disséminés dans la région. Personne du CNS ne parle sérieusement d'un changement de régime. Nous croyons qu'il imposera une solution au peuple, consistant du départ d'Assad mais le maintien du régime.

Crois-tu qu'il y aura une intervention militaire étrangère en Syrie ?

Personnellement, je ne crois pas que l'Occident veut vraiment s'impliquer militairement en Syrie. La Syrie reste un Etat puissant avec des alliés puissants. Après les attaques chimiques à Ghouta, on a entendu parler pendant trois semaines de frappes aériennes. Je pense qu'Obama s'est alors retrouvé avec le dos contre le mur en établissant ses conditions de « ligne rouge » et voulait éviter que les Etats-Unis paraissent non pertinents dans la région. Mais la vérité, c'est que la puissance des Etats-Unis est en déclin.

En fait, il y a déjà une intervention militaire étrangère en Syrie, et à part des djihadistes liés à Al Qaeda, cette intervention a surtout soutenu le régime. La Russie a fourni des aides militaires massives à Assad et il y a des mercenaires russes qui se battent sur le sol syrien. Des milliers de combattants shiites du Hezbollah se battent du côté du régime et ont été impliqués dans des attaques brutales comme celle contre le village de Qusair. Même un groupe néonazi grec qui s'appelle Mavros Krinos, prétend d'avoir un petit bataillon sur place, se battant du côté du régime. C'est sur cela que les activistes anti-guerre et anti-intervention devraient porter leur attention.

Et finalement, comment être solidaires avec la révolution syrienne ?

Il est important d'articuler depuis l'extérieur une solidarité visible avec ceux en Syrie qui sont toujours en train de lutter pour abattre la tyrannie du régime. Les anarchistes peuvent donner du soutien aux tendances libertaires impliquées dans le mouvement révolutionnaire plus vaste. Après deux ans et demi de lutte, et face à la brutalité du régime et la situation humanitaire toujours plus désespérée, il est facile à comprendre que les révolutionnaires en Syrie sont épuisés. Plus de 130 000 personnes ont été tuées, des quartiers entiers ont été détruits, 2,2 millions de personnes ont fui le pays et des dizaines de milliers de personnes pourrissent dans les prisons d'Assad. Face à cela, l'idiotie de certains débats à propos de la lutte révolutionnaire en Syrie provenant d'une partie de la gauche est frappante. Il est important de briser l'histoire binaire et simpliste qu'il faut choisir entre le régime d'Assad et Al Qaeda. Il n'existe pas de révolutions emballées dans du papier cadeau. Au cours de n'importe quel processus révolutionnaire, de nombreux acteurs émergeront, dont une grande partie est réactionnaire. Nous devons être en solidarité avec ceux dont nous partageons la vision, jusqu'à la dernière personne qui reste et il existe des initiatives positives pour soutenir la révolution en Syrie.

/ Interview avec Leila Schrooms /



ANTÓNIO FERREIRA DE JESUS : EN SOUVENIR D'UN INDOMPTABLE

décembre 2013

Séquestré pendant 52 ans par l'Etat !

António Ferreira de Jesus, né à Oliveira do Bairro (Portugal) le 30 octobre 1940, est mort le 6 novembre 2013. De ses 73 ans, il en a purgé 53 en prison, au Portugal. Un cas unique en Europe. Il n'a vécu que 21 ans à l'extérieur des murs... ce qui revient à 52 ans de séquestration par l'Etat !

António est né dans une famille pauvre. Il a vu ses deux frères mourir : un est mort de faim, l'autre est mort par manque de soins médicaux. Insatisfait des inégalités sociales et du terrorisme terrible qu'implique la violence économique, il s'est opposé au vol de la vie – le salaire imposé par la domination – et il a commencé à exproprier la classe dominante, cherchant à se réapproprier sa vie, préférant de courir les risques que cela implique plutôt que de s'humilier en quémandant ou en se soumettant à un vil salaire. Il a défendu sa mère contre les coups de son père, s'opposant à lui quand une fois de plus, il était en train de la battre. Depuis ce moment, cela ne s'est plus jamais reproduit. Quand il avait 17 ans, il est envoyé en prison. Après sa peine, il a été obligé à subir la fameuse mesure de correction fasciste dans l'Ecole-Prison de Leiria [1]. Ensemble avec d'autres « fils qui n'ont jamais été des enfants », il est choqué par la répression qui y sévit. Quand il noue de liens avec des prisonniers politiques à la prison de Lisbonne, il se construit une conscience politique.

Il a alors purgé 13 ans de prison, dont 4 en isolement ou soumis à d'autres régimes punitifs. António a quitté cet endroit tellement révolté qu'il a braqué l'Ecole-Pri-

son de Leiria, avec le but explicite de libérer les prisonniers et de la brûler. Et comme certains ouvriers n'avaient pas été payés, son sentiment de classe l'a amené à brûler l'usine où ceux-ci travaillaient, après avoir mis fin à la vie d'un vigile de l'usine, en autodéfense, après un combat de un à un. Il fait quelques expropriations. Le PIDE (la police politique du fascisme) est à ses trousses. Un de ces frères, qui avait participé à l'attaque ratée contre l'Ecole-Prison, le balance. Il est condamné à la peine maximale de cette époque : 24 ans de prison avec la « délinquance » comme il était considéré difficile à corriger [2].

Avec le 25 avril 1974, la révolution a aménagé sa peine en 12 ans, avec la condition qu'il pouvait sortir en conditionnelle après la moitié de sa peine, soit après 6 ans. Comme il était un prisonnier en lute, il a purgé quasi toute sa peine ; il ne lui restait que quelques mois de la totalité des 12 ans quand il est libéré sous conditions. Quelques mois plus tard, il est condamné à 18 moins pour port d'arme illégale. En 1991, il sort de nouveau en conditionnelle quand sa peine touche déjà à sa fin. Plus tard, en 1994, il est condamné à 10 ans pour des expropriations et un autre jugement de cette même année le condamne, ensemble avec d'autres compagnons, à 18 ans pour le vol et la séquestration d'un dealer très connu d'héroïne.

Partout où il allait, il laissait une trace : dans l'Ecole-Prison de Leiria, pendant la dictature fasciste, il a participé à plusieurs mouvements contre la nourriture misérable et la surpuissance des gardiens. Dans la prison de Coimbra, après le 25 avril 1974, il s'est révolté en-

semble avec d'autres détenus pendant des semaines. Il était monté sur le toit de la prison et communiquait avec les gens dans la rue, expliquant les raisons de la mutinerie. Plus tard, à Paços de Ferreira, il est élu président de l'Association des Prisonniers. Une mutinerie éclate et un compagnon est tué par balles. Il se trouvait tout juste à côté de Ferreira, qui échappait de très près à la mort. Le gardien qui avait tiré, déclarait plus tard que son intention, c'était de tuer Ferreira et pas l'autre gars. Suite à cette mutinerie, António est transféré à la Colonie Pénitentiaire de Pinheiro da Cruz où il est soumis à un isolement total sur l'aile 1 pendant plus d'un an. « *Il manquait juste qu'ils me donnent la corde pour me pendre,* » disait-il. En 1976, une mutinerie éclate sur cette aile. Les prisonniers montent sur les toits. Nombre d'entre eux ont été sauvagement passés à tabac.

Dans le processus de création de quelques dynamiques à l'intérieur pour que les prisonniers prennent conscience d'eux-mêmes et de leurs droits, dans plein de prisons introduites et appris à ce moment par des gauchistes incarcérés, António était considéré par les autorités comme un radical pour ces idées et son attitude.

La droite se lamente et proteste dans les médias en disant que ce sont les gardiens qui sont punis plutôt que les prisonniers et que les prisons se trouvent en état d'« anarchie ». En 1978, António est un des principaux organisateurs d'une évasion par tunnel, creusé sur des dizaines de mètres de long. 123 prisonniers s'évadent, y compris lui-même, de la prison de Vale de Judeus vers laquelle António avait été transféré après Pinheiro da Cruz. Quelques semaines plus tard, il est repris. S'en suivaient plusieurs révoltes, plans d'évasion, grèves de la faim, mouvements de protestation et d'innombrables plaintes envoyées aux médias et à d'autres instances où il était impliqué, tout comme des punitions collective d'isolement de l'entière population carcérale.

Il a subi des transferts au milieu de la nuit, parfois vers d'autres ailes ou des cellules disciplinaires, parfois vers les modules d'isolement du régime 111 [3], parfois vers d'autres prisons comme une punition informelle visant à freiner les luttes.

La discrimination et la mauvaise fois au niveau administratif concernant l'accumulation légale de ses peines, pleine d'irrégularités procédurales, le tourmentaient profondément. Cette accumulation l'amenait vers une situation de perpétuité dissimulée, le laissant avec plein d'incertitudes et pas d'espoirs. Mais malgré cela, il est toujours resté ferme devant le trou sans fond dans lequel on l'a jeté. A presque 70 ans, à la prison de Pinheiro da Cruz, il a refusé de changer d'aile et a dit courageusement et de façon décidée aux gardiens : « *Je ne bougerais pas d'ici ! Mes pieds ne se bougeront pas ! Ce n'est que par la force,*

ou mort, que vous me bougerez. » Les mercenaires étaient surpris, mais en échange de leur vil salaire, ils ont accompli les ordres venant d'en haut et l'ont pris par la force, sur un brancard. Ils n'ont pas amené à une autre aile, mais au module d'isolement (l'équivalent du régime 111 qui a été supprimé en 2009), le Big Brother [4], la prison dans la prison, où il était séparé de tous les autres détenus : des repréailles pour son insubordination. Il a immédiatement entamé une grève de la faim, de la soif et du silence. Une grève de silence impliquant de ne pas adresser le moindre mot à l'ennemi : gardiens de prisons ou d'autres représentants de l'Etat. Les gardiens tentaient sans résultat de parler avec lui ; l'assistant social faisait pareil sans y réussir ; l'éducateur, le psychologue, l'infirmière, le médecin, le psychiatre et pas un mot. « *Cela suffit ! Il est impossible de dialoguer avec les oppresseurs,* » il se disait à lui-même. « *Il est devenu fou,* » ils disaient. « *Ils ne savent pas quoi faire... ils sont devenus fous en ne pas sachant quelle décision prendre,* » il expliquait plus tard. Il consentait uniquement à parler avec son dernier avocat, José Preto. Ce combat l'a vieilli beaucoup et a atteint sa santé. Il n'était plus que de la peau sur les os, presque mort, à moitié aveugle, avec diabète et après plusieurs apoplexies douloureuses, quand il a été « libéré » le 15 mars 2012, peut-être afin d'éviter qu'il allait rajouter une couche à l'infâme degré de mortalité dans les prisons...

Combien de compagnons a-t-il vu mourir ? (Tout mort en prison est un crime d'Etat !) Combien de tabassages sauvages de compagnons a-t-il vu, combien d'humiliations ? (La prison est elle-même une torture !) Est-ce ne pas du terrorisme ce qu'il a subi et ce qu'il a vu d'autres subir ? Combien de fois a-t-il été acculé au suicide ? Combien de menaces de mort a-t-il reçu ?

Il refusait d'envoyer des lettres légalement, car il était profondément dégoûté de la censure et de la surveillance auxquelles la correspondance était soumise. Il était presque malade de tant de dégoût et d'indignation qu'il ressentait devant ses dossiers, dissimulés dans d'autres paperasses liés à ses procès pour tromper les gardiens. Souvent, les gardiens volaient ces dossiers pendant les fouilles de cellule. Ces dossiers consistaient surtout d'annotations concernant des prisonniers tabassés par des gardiens et des morts suspects (provoqués par des gardiens ou par l'absence de soins médicaux) ainsi que de différentes exposées adressées à plusieurs organisations et des cahiers de preuves. Il était toujours au courant de ce qui se passait. Il notait tout ce qu'il savait, en détail, avec les dates et les noms des responsables.

António Ferreira était un gars dur, avec des principes, une éthique et une grande fermeté d'esprit. Il était persécuté, persécuté pendant sa peine avec plusieurs mises à l'isolement [5] parce qu'il ne fermait pas sa gueule devant le monstre que représente l'institution

pénitentiaire – quel endroit d’extermination ! – en défendant sa dignité et en appuyant ses compagnons. Il préférait encore mourir plutôt que de perdre sa dignité, sa plus précieuse possession.

Des paroles d’António, écrites en 2005, depuis la prison de Vale de Judeus à propos des plaintes qu’il a fait parvenir à différents groupes et organisations nationaux et internationaux :

« A l’intérieur de la prison, je défends des idées et des convictions et pour cela, je suis persécuté. Je défends ma dignité et pour cela, je suis persécuté. J’écris à la presse depuis 1974 et pour cela, je suis persécuté. Je suis devenu membre et correspondant pour l’Association des Droits de l’Homme et des Prisonniers, et pour cela, je suis persécuté. Je suis partisan des idées anarchistes, et pour cela, je suis persécuté. J’attire leur attention à la négligence de leurs propres lois, la violation systématique de la Réforme Pénitentiaire (Décembre, loi 265/79) et pour cela, je suis persécuté. Je me bats contre la corruption, contre les abus de pouvoir, contre « les violences gratuites », contre l’incompétence, contre le salaire misérable que reçoivent les prisonniers pour leur travail, et pour cela, je suis brutalement persécuté. Et finalement (et pas si finalement que ça...) je suis témoin (là on touche à la partie la plus délicate pour eux et la plus dangereuse pour moi) dans plusieurs procès contre des fonctionnaires de cette prison (Vale de Judeus) qui sont accusés de corruption, d’abus de pouvoir et de la mort de prisonniers. Pour cela, je suis haï, persécuté, réprimé et menacé de mort ! »

Malgré toutes les obstructions intrinsèques à la prison, il a réussi à lire grâce à son propre effort, il a appris la technique de radio, le métier de serrurier et la mécanique. Il était autodidacte. Il a lu des livres d’histoire, de sociologie, de politique, de marxisme, d’anarchisme, de philosophie, d’écologie, de psychiatrie, d’anti-psychiatrie, de sciences physiques, de chimie, d’astronomie, d’astrologie et de sciences naturelles. Plus qu’il lisait, plus qu’il prenait conscience de soi-même, et plus qu’il devenait dégoûté. Les mots avaient du sens pour lui – ce n’était pas un rhétoricien ou un jongleur de mots. Il apprenait pour soi-même et pour cela, il était considéré dangereux pour le système. Il n’était pas indifférent pour ce qui se passait autant dans le monde que localement. Bien au contraire : il était un individu très au courant et préoccupé de ce qui se passait. Il commentait souvent avec surprise, préoccupation et colère : *« Pourquoi est-ce que les gens en dehors de ces murs ne se révoltent pas jusqu’à abattre les structures qui les détruisent ? Comment se fait-il que les gens acceptent toujours les discours des politiciens et supportent un système qui les fait vivre en humiliation ? »* Il rugissait avec une indignation sauvage à propos de ce qui se passait autour de lui et à l’extérieur de la prison. Oui, sauvagement, car ils n’ont jamais réussi à le domestiquer. Il était désobéissant et exprimait ses sentiments d’une façon claire et nette.

Il était franc et méprisait les « politesses sociales » dans lesquelles il percevait beaucoup d’hypocrisies et de mensonges. Il ressentait les injustices de ce monde d’une façon exaltée et battante, avec un désir profond de les combattre avec toutes ses forces et capacités. Ah ! Comment il commentait, s’agitait, souffrait et vivait les événements qui lui parvenaient à travers les journaux, la radio et plus tard la télévision ! Et comment il connaissait si bien les mensonges du discours étatique ! Comment il était dégoûté par les discours mensongers et charlatans des politiciens ! Il était un endehors aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur des murs de la prison.

António Ferreira, une référence pour les compagnons qui ne se laissent pas dégrader, qui ne se vendent pas, était vu et senti avec fascination et sympathie par ceux qui l’entourent en véritables compagnons. Il faisait des lectures et clarifiait aux compagnons qu’ils étaient inconscients de leurs droits. Il inspirait une confiance totale et fraternité parmi eux. Il les appuyait et était généreux, un homme de parole, toujours côte-à-côte avec ses compagnons, nourrissant la fraternité, incitant à la lecture de bonnes livres, se battant pour la défense de la dignité et de la liberté, renforçant les esprits, la force intérieure et la résistance en portant en avant le combat contre les dards du pouvoir. Il était un individu assertif, indomptable, un ennemi de toute autorité, un combattant en permanent état de colère, toujours bouillant et brûlant de révolte profonde, et en confrontation permanente avec les gardiens et les autres fonctionnaires, d’une façon courageuse, audacieuse, exaltée, avec une détermination intrépide qui parfois faisait presque peur même à ses compagnons les plus proches à cause des conséquences qui pourraient en dériver. Il respirait la révolte de tous ses pores. Il était considéré comme une bombe à retardement, tant de colère y avait-il en lui.

Ses détracteurs, quelques stalinistes authentiques qui fabriquent et cassent l’histoire, étaient des gens qui, avec la version policière dans leur bouche, paraissaient plus police que la police elle-même. Ils ont inventé des histoires (comme le mensonge qui raconte qu’António aurait été condamné pour le meurtre d’un berger et son chien) afin de le présenter comme un être immoral, de créer de l’opinion publique et fabriquer l’opinion. Mais ils ne peuvent pas effacer ce qu’António Ferreira était et est, et tous les récits extraordinaires de tous les prisonniers en lutte et d’autres compagnons qui l’ont connu et qui ont partagé des moments avec lui, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur de la prison. Personne n’aspire à l’élever sur un pied-de-stal, il aurait été le premier à le rejeter, car il n’acceptait des pied-de-stal pour personne. Il avait la capacité de reconnaître ses erreurs sur les chemins de hors-la-loi, mais il ne l’a jamais fait devant l’Etat, de qui il ne reconnaissait aucune légitimité. Le curriculum de ces pseudo-détracteurs et critiques, dont certains jour-

nalistes-policiers, ne relève que de la démagogie, de la servitude au pouvoir et de nombreuses misérables complicités avec le pouvoir. Mais qu'est-ce qu'ils en savent, ces moralistes hypocrites et faux, qu'est-ce qu'ils connaissent de vivre sur la lame du rasoir, en révolte permanente contre le pouvoir et ses différents pièges ? Qu'est-ce qu'ils connaissent de la dignité ? Certaines personnes ne connaissent rien de la lutte clandestine et ce qu'elle implique et signifie. Et pas une seule de leurs cheveux n'arriverait à la hauteur des talons d'António en ce qui concerne le fait d'être en confrontation permanente avec ce monde, même soumis à la pire condition de la prison, qui est l'expression ultime de l'oppression. Il laissait les gardiens et les autres représentants officiels perplexes et effrayés avec ces invectives et ses menaces de dénonciation criées à voix haute, réverbérant ses paroles à travers les murs étouffants de l'architecture carcérale.

Dans les années 80, à la prison de Pinheiro da Cruz, sur ordre arbitraire des gardiens, tous les prisonniers qui se trouvaient sur le terrain de foot s'en allaient, sauf António Ferreira. Lui, comme un lion, face à face avec un sous-chef et d'autres matons avec des longues listes d'accusations de corruption et de tabassages de prisonniers... il a démonté leurs gueules et fous de rages, ils ont dû se casser avec la queue entre les jambes. António avait beaucoup d'informations à propos de la corruption et la pourriture dans la prison, et il savait utiliser ces informations lucidement et intrépidement.

Aucun maton ne l'a frappé. Il disait à voix haute : « *Je ne permets pas, sous aucune circonstance, que vous me touchez, même pas avec un doigt. Je mourrai par la suite, mais après de vous avoir défoncé !* »

Ferreira était celui qui ne leur adressait pas la parole (aux flics et aux autres fonctionnaires pénitentiaires) et il est considérait tout le monde qui parlait beaucoup avec eux comme suspect. Il y avait beaucoup de gardiens et de prisonniers se comportant comme des flics, qui surveillait ses pas. Tous les prisonniers qui osaient l'accompagner sur le préau, recevaient des remarques en encre rouge dans leurs dossiers. Cela limitait de façon informelle leurs droits et leurs possibilités de sortir en conditionnelle.

Pour préserver son soi profond, sa dignité, sa personnalité après ces 52 ans de prison, il a créé toute une armure consistant d'amertume et de dureté, mélangés avec une révolte exaltée et terrifiante qui parfois éloignait même ces compagnons les plus proches. Uniquement ceux qui le connaissaient un peu plus profondément, connaissaient sa grande sensibilité et générosité, ainsi qu'une partie des rêves qui le faisaient persévérer et résister. A plusieurs reprises, António a exprimé publiquement sa profonde appréciation de la solidarité extraordinaire qu'il recevait de compagnons locaux et internationaux, et que c'est grâce à ce sou-

tien qu'il a réussi à résister et à éviter de mourir en prison. La solidarité ne l'a pas abandonnée quand il est sorti de prison, et lui a assuré un toit jusqu'au dernier jour de sa vie, grâce à tous les compagnons !

C'est avec une sympathie, une camaraderie et une amitié profondes que nous partageons sa mémoire, et son décès nous fait sentir un chagrin profond.

L'esprit d'António Ferreira n'est pas mort !

A toujours !

De la part de tes compagnons !

Notes

[1] Peine de prison imposée par le régime fasciste pour « mauvais comportement » après avoir purgé la peine initiale.

[2] Avec le code pénal fasciste, si un tribunal condamnait un individu à n'importe quelle peine, par exemple à 5 ans de prison, cela signifiait que l'individu pourrait recevoir, en plus des 5 ans, encore une peine de 3 ans. Et si cet individu se voyait appliqué une autre sanction disciplinaire, 3 ans de plus étaient rajoutés : donc $5+3+3+3 = 14$ ans de prison. Dans le cas d'António, si le 25 avril ne s'était pas passé, sa peine aurait été $24+3+3+3 = 33$ ans. La « délinquance » était une mesure de punition qui pourrait aller jusqu'à 3 périodes de 3 ans, à rajouter à la peine initiale, selon les critères de la direction pénitentiaire. Et être considéré de « correction difficile » signifiait une surveillance renforcée.

[3] En 2009, le régime 111 a été remplacé par un équivalent. L'article 111 de la loi-décret n°256/79 de 1 août dit :

1- des mesures spéciales de sécurité peuvent être imposé à un détenu si son comportement ou son état mental représente un danger sérieux d'évasion ou de violence contre soi-même ou contre des personnes et des choses.

2- les mesures spéciales de sécurité suivantes sont permises : a) interdiction de manipuler ou de posséder certains objets ; b) observation nocturne du détenu ; c) séparation des autres détenus ; d) suppression ou restriction de la promenade ; e) utilisation de menottes ; f) placement du détenu dans une cellule de sécurité spéciale.

3- les mesures prévues par le paragraphe précédent sont permises s'il n'est autrement pas possible d'éviter ou d'enlever le danger d'évasion ou de perturbation considérable de l'ordre et de la sécurité de l'établissement.

4- Les mesures spéciales de sécurités ne peuvent être maintenues le temps que persiste le danger qui a justifié leur application.

5- Les mesures mentionnées dans le paragraphe 2 ne peuvent pas être utilisées comme mesures disciplinaires.

[4] Big Brother est l'appellation que les détenus ont donné au module, très sophistiqué et bourré de caméras de surveillance, complètement séparé et isolé, qui a été construit à l'intérieur de la prison de Pinheiro da Cruz dans les années 90. Uniquement les gardiens et d'autres fonctionnaires de la prison (à l'exception des avocats) peuvent avoir accès aux détenus maintenus en isolement total dans des véritables cages de béton armé et acier.

[5] La prison est en soi une punition/torture. Une personne condamnée à l'enfermement subit déjà la punition et à l'intérieur de la punition qu'est la prison, le détenu subit d'autres punitions comme les cachots, les cellules disciplinaires, les régimes d'isolement total, au-delà de l'oppression inhérent à l'exercice d'autorité.

Politique...

La technique a donc tué l'éthique. Car face à n'importe quelle question, l'homme ne se demande pas ce qui est le plus *juste*, mais ce qui *fonctionne*. Il ne se le demande plus, car à ce moment, dans notre monde dominé dans tous ses aspects par la technique, il va de soi que le juste, *c'est ce qui fonctionne*. Les idées deviennent des instruments à valoriser non pas pour leur signification, mais pour la façon dont elles sont utilisées, pour leur fonctionnalité, pour leur efficacité. Comme cela a déjà été dit avant, tout cela est sans doute une des conséquences de l'intrusion de la technique dans tous les aspects de notre vie. Mais il serait une erreur de croire que ce phénomène n'est émergé que ces dernières décennies, avec l'infection des ordinateurs et des téléphones portables, des écrans plasma et des images en trois dimensions.

Que serait la politique sinon la technique appliquée aux actions transformatrices des rapports sociaux ? Croyons-nous vraiment que même dans un passé lointain, ces mêmes logiques n'étaient pas appliquées ? Croyons-nous vraiment que le poids politique infecte seulement les classes dirigeantes, les hommes et les femmes assoiffés de pouvoir, et ne pas tout le monde qui est prêt à faire des compromis à propos de l'éthique ? Pour se remettre à réfléchir sur ces certitudes reconfortantes, il suffit de jeter un coup d'œil sur la différence – vers la fin du 19^{ème} siècle, à l'intérieur du mouvement anarchiste, confronté à la même situation – entre l'attitude d'un Errico Malatesta et celle d'un Luigi Galleani. Le premier était le représentant le plus célèbre du Parti anarchiste tandis que le deuxième était le partisan le plus animé d'une anarchie informelle et autonome.

Pendant les luttes pour le pain en 1898, qui ont mené au massacre à Milan commandé par Bava Beccaris, Malatesta est arrêté en janvier et amené devant le tribunal, ensemble avec d'autres compagnons, vers la fin

d'avril. A cette occasion, son autodéfense était, comme il l'avait déjà fait pendant les procès du Benevento en 1878 et de Rome en 1884 et comme il le fera de nouveau à Milan en 1921, particulièrement prudente, pas provocatrice, tendant à démontrer « la véritable pensée » des anarchistes mais aussi visant à obtenir une peine plus légère pour lui-même et ses co-accusés. Ainsi, il a commencé par affirmer sa confiance à la raison de la Justice des Tribunaux, continuant ensuite en contre-attaquant les accusations d'être « le leader des anarchistes », de vouloir la destruction de la famille et de la société et d'avoir incité à la révolte du pain.

A propos de cette dernière accusation, vu qu'au moment où il était en train de parler – le 28 avril 1898 – la révolte se répandait déjà partout en Italie, Malatesta affirmait que pendant les rassemblements, il avait clairement spécifié que « la question sociale ne peut pas être résolue en pillant une villa et en dérobant un four... Le pain est cher, pas parce que le maire est un fumier, pas parce que Rudini [le premier ministre à l'époque] est un malfaiteur, mais parce que l'entière complexité des causes sociales ne peut être résolue sinon à travers l'organisation des masses. » Ensuite, afin de se présenter sous des égards encore plus amicaux et de se mettre en lumière, il a remercié le procureur : « Le procureur m'a fait un très grand honneur, un honneur que, si ça aurait été sérieux, aura suffi comme compensation pour les trois ans de prison que vous voulez me donner. Il a dit que depuis que je suis allé à Ancône, le nombre de meurtres et de vols y ont diminué et il n'y a plus eu d'explosions de bombes. Mais si cela est la vérité, alors enfermez-moi, vous pouvez m'envoyer en prison avec une couronne de gloire. »

Ce n'était pas que cela qui donnait à Malatesta sa « couronne de gloire », il a continué aussi à défendre les anarchistes contre l'accusation d'inciter à la haine : « demandez ces mères qui voudraient nous

...ou éthique ?

Finimondo - novembre 2013

remercier pour le fait que depuis que leurs fils sont devenus anarchistes, ils ont arrêté de se saouler, ils sont devenus des fils plus affectifs et des travailleurs plus zélés. » Ces anarchistes, quels gens magnifiques ! Quand ils arrivent, les vols et les attaques diminuent, les enfants sauvages deviennent droitiers, ils se tiennent loin d'excès, ils font honneur à leur mère et leur père en ils vont au travail ! Peut-être le Tribunal était convaincu par ces paroles en établissant son jugement qui a été particulièrement léger. Malatesta s'en sortait avec sept mois de prison, en partie déjà purgés, les autres accusés avec six mois et un acquittement.

Quatre ans auparavant, en 1894, le grand procès contre Luigi Galleani, Eugenio Pellaco et 33 autres accusés avait lieu à Gênes. Ils étaient accusés d'« association de malfaiteurs ». Les arrestations avaient eu lieu entre décembre 1893 et début janvier 1894 ; le procès a commencé en mai dans une atmosphère très tendue. Galleani, qui était considéré comme le « chef » de la bande et qui était interrogé en premier, déclarait fièrement d'être un anarchiste révolutionnaire, qu'il ne croyait pas aux moyens légaux et qu'il a toujours fait de la propagande pour ses idées. Galleani était un ancien étudiant de droit, et donc au courant des procédures judiciaires, et il était aussi un orateur très doué. Pendant l'interrogation, il était capable de dominer la discussion en revendiquant son propre anarchisme (« Je ne suis pas ici pour d'autres raisons que la défense de mon idée, une idée qui m'a amené sur le banc des accusés comme malfaiteur, et je ne me soucie guère du jugement que vous, les juges bourgeois, infligeront sur ma personne et mes compagnons. ») et en mettant en embarras le témoin principal de l'accusation, l'ancien maire de Gênes, au point que le juge et le procureur ont dû lui demander à plusieurs reprises de se taire. A la fin, face aux multiples tentatives de lui faire taire, Galleani a monté la voix : « Je ne peux que constater que je m'étais attendu à tout ceci : je savais

que dans votre rôle de juges bourgeois, vous ne pourriez pas faire ni plus ni moins de ce que vous faites ; je m'étais attendu à ce que le procureur aurait peur de la vérité, qu'il m'interdirait de parler car il savait que j'aurais conclu en disant qu'ici, là où je suis assis, lui et les juges auraient pu être assis, car la société actuelle mérite vraiment la domination d'association de malfaiteurs à laquelle vous, consciemment ou pas, appartenez. » L'audience explosait en ovation et le juge a dû faire évacuer la salle.

Galleani, défendu par Pietro Gori, était condamné à trois ans de prison, aggravé par une sixième de la peine à purger en isolement, plus deux ans de surveillance ; Pellaco a pris 16 mois et les autres des peines plus petites. Après les trois ans de prison, Galleani est placé en surveillance domiciliaire pour la durée maximale : cinq ans. Un style différent, un prix différent à payer.

La déclaration de Malatesta devant le tribunal a fonctionné. Mais était-elle juste ? Celle de Galleani était juste, mais a-t-elle fonctionné ? Malatesta, était-t-il malin ? Est-ce que Galleani a été stupide ? Est-ce que Malatesta s'est comporté comme un lâche ? Est-ce que Galleani a été courageux ? Ni l'un, ni l'autre. Au final, les deux ont fait devant le tribunal ce qu'ils faisaient déjà à l'extérieur. Le premier a fini par mettre de côté ses idées pour répondre aux nécessités tactiques du moment, exactement comme un habile politicien le ferait. Le deuxième a exprimé à haute voix ses pensées, comme feraient ceux qui sont immunes aux calculs politiques. La politique ou l'éthique ?

Nous en sommes sûrs qu'Errico Malatesta était content avec le résultat. Mais nous sommes aussi sûrs que Luigi Galleani ne regrettait pas ses choix.

Il ne s'agit pas d'un choix stratégique, mais d'un choix de vie.

-
- 4** – BRÉSIL – *Nuits blanches et ciels étoilés*
- 8** – BRÉSIL – *Appel internationale au sabotage de la Coupe du Monde*
- 9** – ALLEMAGNE – *Hambourg : une cage qu'on appelle ville*
- 11** – UKRAINE – *Quelques réflexions sur la révolution ukrainienne*
- 14** – BELGIQUE – *Ni télé, ni téléphone, ni radio, ni internet pour les électeurs*
- 16** – GRÈCE – *La question de la dignité*
- 21** – ESPAGNE – *Quelques notes sur l'expulsion de Can Vies*
- 23** – SUÈDE – *Tension sociale et intervention anarchiste en Suède*
- 26** – MEXIQUE – *A propos des arrestations de trois anarchistes au Mexique*
- 28** – MEXIQUE – *A propos de l'attaque répressive au Mexique*
- 31** – ARGENTINE – *Après l'expulsion de La Grieta et de Los Libros de la Esquina*
- 33** – CHILI – *L'inquisition démocratique : l'affaire Security*
- 38** – URUGUAY – *Deux pas de plus, compagnons*
- 40** – SYRIE – *Qui veut tuer la révolution en Syrie ?*
- 42** – SYRIE – *A propos de la révolution syrienne*
- 46** – PORTUGAL – *António Ferreira de Jesus : en souvenir d'un indomptable*
- 50** – ITALIE – *Politique ou éthique ?*
-